



Photo : participants de RECAF-Jeu, Ziguinchor

Rapport d'évaluation finale

Projet "RECAF-Jeu" de Right To Play,
Sénégal

27 juin 2026

Geetanjali Gill, Deo Imani, Sidiki Guindo

Contenu

Liste des tableaux et figures	7
Acronymes	8
Remerciements.....	9
Résumé	10
Recommandations prioritaires	11
1. Introduction	12
1.1 Aperçu du projet RECAF-Jeu	12
1.2 Aperçu de l'évaluation finale	13
2. Conception et Méthodologie	14
2.1 Données Quantitatives	15
Enquête	15
2.2 Données Qualitatives	18
Discussions de groupe et entretiens avec des informateurs clés	18
Photovoice et Dessins avec des Jeunes.....	18
Sources de données secondaires	20
2.3 Points forts et limites.....	20
3. Résultats des données quantitatives	22
3.1 Par Indicateurs	22
Résultat ultime 1000 : Autonomisation accrue des filles adolescentes et jeunes femmes vulnérables et marginalisées dans les régions de Ziguinchor et Sédhiou au Sénégal	23
Résultat intermédiaire 1100 : Auto-détermination accrue des filles et des jeunes femmes vulnérables et marginalisées dans les communes ciblées des régions de Ziguinchor et de Sédhiou pour la réalisation de leurs droits au sein de leurs familles et de leurs communautés .	25
Résultat immédiat 1110 : Aptitudes à la vie quotidienne accrues des filles adolescentes vulnérables et marginalisées.....	28
Résultat immédiat 1120 : Amélioration des connaissances des adolescentes en matière de prévention et de réponse à la VBG et des droits et services de santé reproductive	30
Résultat immédiat 1130 : Amélioration de l'accès et de la participation aux sports des filles adolescentes et des jeunes femmes vulnérables et marginalisées, y compris les personnes en situation de handicap	32

Résultat intermédiaire 1200 : Adhésion accrue des membres de la famille et de la communauté, y compris les hommes et les garçons, pour soutenir l'égalité des genres	34
Résultat immédiat 1210 : Capacité accrue des familles et des communautés à surmonter les obstacles à l'égalité des genres et à la réalisation des droits des adolescentes et des jeunes femmes	38
Résultat immédiat 1220 : Capacité accrue des entraîneurs et des relais à former et informer les adolescentes sur les services de compétences de vie, de VBG et de santé reproductive (RHR) .	40
Résultat immédiat 1230 : Capacité accrue des garçons et des hommes à devenir des champions et alliés de l'égalité des genres	43
Résultat intermédiaire 1300 : Responsabilisation accrue des institutions clés en matière de respect, de promotion et de réalisation des droits des filles adolescentes et des jeunes femmes dans et par le sport.....	47
Résultat immédiat 1310 : Engagement accru des adolescents, des garçons et des jeunes femmes dans les forums publics pour défendre et promouvoir les droits des femmes et des filles, y compris dans le sport	49
Résultat immédiat 1320 : Engagement accru des organisations de la société civile dans les efforts de plaidoyer axés sur les droits des adolescentes et des jeunes femmes, notamment dans et par le sport.....	51
Résultat immédiat 1330 : Adoption accrue, par les institutions clés, de politiques visant à promouvoir les droits des filles adolescentes et des jeunes femmes, notamment dans et par le sport	55
3.2 Analyse transversale des performances des indicateurs.....	58
3.3 Analyse des résultats des Jeunes	61
Impact des activités sur les connaissances et l'autonomisation des filles.....	68
Effets perçus sur les violences basée sur le genre et transformation des normes sociales	68
Compréhension des violences basée sur le genre et limites dans la reclassification	69
3.4 L'Égalité des Genres	73
Perception du niveau de réalisation de l'égalité des genres	73
Principaux obstacles à l'égalité des genres identifiés par les répondants.....	77
Mesures des gouvernements locaux et les organisations locales pour promouvoir l'égalité des genres	78
L'analyse des actions que les participants estiment pouvoir entreprendre pour promouvoir l'égalité des genres.....	79
Évolution de la violence liée au genre chez les jeunes au cours des derniers mois	80
Facteurs ayant contribué à la diminution de la violence liée au genre	81

3.5 Analyse des résultats des entraîneurs et entraîneuses	82
Une adhésion très forte aux principes d'égalité des genres dans le sport	83
Des pratiques d'encouragement actives mais encore genrées	84
Une transformation avancée des normes de non-violence et de masculinité	85
Une appropriation positive mais encore partielle des notions de consentement	85
3.6 Analyse des résultats des membres de la communauté	85
Transformation des normes de genre : progrès, limites et perspectives communautaires.....	88
4. Résultats des données qualitatives	91
4.1 Discussions de groupe.....	91
Une autonomisation croissante des filles dans un environnement encore contraignant.....	91
Le sport comme levier central de transformation psychosociale.....	92
Une évolution des normes de genre marquée par des tensions persistantes	92
Le rôle déterminant du soutien familial dans les trajectoires des filles	93
L'émergence des garçons comme alliés du changement	93
Des contraintes structurelles limitant la pleine réalisation de l'impact	94
Lecture d'impact globale et implications pour la durabilité	94
4.2 Entretiens individuels avec des informateurs clés (KII)	95
Le sport comme catalyseur multidimensionnel d'autonomisation	95
Une transformation progressive des normes sociales de genre.....	95
Le rôle déterminant des familles dans la consolidation des acquis.....	96
L'émergence d'une masculinité positive et inclusive.....	96
Le rôle stratégique des médias dans la transformation sociale.....	97
Des contraintes structurelles persistantes limitant l'impact	97
L'importance des approches intégrées pour une transformation durable	97
Une dynamique de durabilité prometteuse mais encore fragile.....	97
4.3 Des Dessins « Rivière de Vie » par les jeunes	98
Des changements positifs et tangibles dans les vies des jeunes	98
Une capacité accrue à surmonter les difficultés et à remettre en question les normes sociales	99
Une augmentation de confiance en soi, agence, et du pouvoir d'agir parmi des jeunes	99
Une meilleure connaissance des jeunes et des attitudes plus ouvertes concernant aux l'égalité des genres, l'inclusion des jeunes en situation de handicap, violences basées sur le genre,	

l'hygiène menstruelle, l'égalité des rôles entre les genres, et l'inclusion des filles dans le sport	100
Des exemples concrets de transformations positives en matière d'égalité des genres au sein des clubs sportifs, des écoles, et des familles des jeunes.....	102
L'importance et pouvoir transformative de soutien familial, spécialement pour les filles	103
4.4 Photovoice et discussions avec des jeunes.....	103
Discussions sur l'égalité entre les filles et garçons	104
Discussions d'inclusion des personnes en situation de handicap.....	104
4.5. Analyse sur le partenariat	105
4.6 Défis opérationnels	106
4.7 Les impacts et résultats inattendus	107
Impacts transfrontaliers	107
Renforcement du réseautage et des relations entre jeunes	108
Renforcement des relations communautaires et accès aux leaders locaux.....	108
Orientation professionnelle et opportunités de carrière	109
5. Opportunités stratégiques et potentiel de valorisation du projet RECAF-Jeu	110
5.1 Partenariats stratégiques autour de l'inclusion et du handicap	110
5.2 Les clubs de jeunes sportifs comme noyaux communautaires d'encadrement et de développement	111
5.3 Développement de produits numériques et plateformes sportives communautaires.....	112
5.4 Valorisation du modèle RECAF-Jeu comme approche exportable	113
6. Recommandations	115
6.1 Améliorer les infrastructures sportives et les équipements inclusifs.....	115
6.2 Consolider les changements observés en matière d'égalité des genres et de normes sociales	115
6.3 Renforcer durablement l'autonomisation des filles et le leadership des jeunes	115
6.4 Renforcer l'inclusion des personnes en situation de handicap	116
6.5 Renforcer la participation et le leadership féminin dans l'encadrement sportif	116
6.6 Accélérer la formalisation des engagements institutionnels et des initiatives de plaidoyer	116
6.7 Renforcer la durabilité des clubs et mécanismes communautaires.....	117
6.8 Consolider les systèmes de suivi, de documentation et d'apprentissage	117
7. Conclusions.....	118

Liste des Annexes

1. Mandat pour l'évaluation finale
2. Critères et questions pour l'évaluation finale
3. Modèle logique de RECAF-Jeu
4. Guide/manuel de formation des collecteurs de données
5. Programme de formation des collecteurs de données
6. Rapport de formation des collecteurs de données
7. Instruments de collecte de données
8. Répartition des entretiens avec les informateurs clés par type
9. Matrice d'analyse des données
10. Liste des jeunes participants d'atelier photovoice et dessins « Rivières de Vie »
11. Photovoice et Dessins par des Jeunes (livre numérique)
12. Liste des OSC ayant intégré l'autonomisation des filles, notamment par le sport, dans leurs plans de travail et de plaidoyer

Liste des Tableaux et Figures

Objet	Titre	Page
Figure 1	Lieux couverts par l'évaluation finale	13
Figure 2	Répartition par cohorte et par région dans 4 départements	17
Figure 3	Information sur les participants d'atelier photovoice et dessin	19
Figure 4	Résumé des résultats CMR	22
Figure 5	Résultats des indicateurs 1300, 1310, 1320, 1330	57
Figure 6	Niveau de satisfaction par rapport aux activités du projet RECAF-Jeu	64
Figure 7	Avis des personnes en situation de handicap	66
Figure 8	Disposition des participants à maintenir les apprentissages à la fin du projet	69
Figure 9	Priorités d'amélioration pour les interventions futures	71
Figure 10	Priorités d'amélioration complémentaires exprimées par les participants	72
Figure 11	Perception de l'importance de l'égalité entre et selon le genre	73
Figure 12	Perception du niveau de réalisation d'égalité des genres dans la communauté	74
Figure 13	Nature des incidents de violence signalés et expérience de discrimination fondée sur le genre	75
Figure 14	Perceptions d'égalité des genres	77
Figure 15	Evolution de VBG chez les jeunes au cours des derniers mois	80
Figure 16	Facteurs ayant contribué à la diminution de la VBG	81
Figure 17	Modalités d'encouragement des filles à la pratique du sport	84
Figure 18	Résultats communautaires - genre	89
Tableau 1	Répartition par genre pour chaque cohorte séparément et proportion de chaque cohorte par rapport au total (cohortes 1 et 2)	16
Tableau 2	Répartition des participants en genre et par commune	18
Tableau 3	Analyse transversale des performances des indicateurs	58
Tableau 4	Répartition des participants selon la zone	61
Tableau 5	Degré de disposition à enseigner les acquis Right To Play	70
Tableau 6	Répartition des entraîneurs et entraîneuses par régions.	82
Tableau 7	Répartition des membres de la communauté par genre	86

Acronymes

AMC	Affaires mondiales Canada
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ASC	Associations sportives et culturelles
CCA	Centre conseil pour adolescents
CDEPS	Centre départemental d'éducation populaire et sportive
DEEG	Directrice de l'Équité et de l'Égalité des Genres
DSSR	Droits en matière de santé sexuelle et reproductive
FGD	Groupe de discussion
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
KII	Entretien avec un informateur clé
SEA	Suivi, évaluation et apprentissage
MGF	Mutilations génitales féminines
ONG	Organisation non gouvernementale
ORCAV	Organisme Régional de Coordination des Activités de Vacances
OSC	Organisation de la société civile
CMR	Cadre de mesure des performances
PSEA	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
RECAF-Jeu	Renforcement des capacités des filles par le sport et le jeu
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
SRH	Santé sexuelle et reproductive
VBG	Violence basée sur le genre
VSD	Activités Vendredi-Samedi-Dimanche

Remerciements

L'équipe d'évaluation tient à remercier les bureaux de Right To Play Global et du Sénégal pour leur aide et leur engagement au cours de l'exercice d'évaluation finale, et le bailleur, Affaires mondiales Canada (AMC). Nous tenons à remercier tout particulièrement Claude Cheta, responsable de suivi, évaluation et apprentissage (SEA) du bureau Right To Play mondial, et Soussaba Kanoute, responsable SEA du bureau Right To Play Sénégal. Nous tenons également à remercier l'ensemble du personnel de Right To Play Sénégal pour l'aide dans la planification de l'évaluation finale et pour tous les arrangements logistiques.

Nous aimerions également remercier d'autres personnes qui ont participé à la collecte des données de l'évaluation finale, notamment Carlos Akakpovi de GISSE Sénégal. Enfin, et surtout, nous remercions sincèrement tous et toutes les participants et participantes au projet RECAF-Jeu, ainsi que les partenaires locaux et les parties prenantes qui ont consacré leur temps précieux aux entretiens, aux groupes de discussion et à la collecte de données d'enquête. Cette évaluation finale n'aurait pas été possible sans leur contribution et leurs discussions réfléchies et critiques.

Résumé

Le projet RECAF-Jeu (Renforcement des Capacités des Filles par le Sport et le Jeu), mis en œuvre par Right To Play avec l'appui d'Affaires mondiales Canada dans les régions de Ziguinchor et de Sédhiou, visait à accroître l'autonomisation des filles adolescentes et des jeunes femmes vulnérables et marginalisées à travers le sport, le jeu et la mobilisation communautaire. Le projet s'est appuyé sur une approche intégrée combinant le développement des compétences de vie, la promotion de l'égalité des genres, la mobilisation des communautés et le renforcement des capacités institutionnelles.

L'évaluation finale avait pour objectif d'apprécier la pertinence, l'efficacité, les résultats obtenus, la durabilité des acquis ainsi que les effets observés auprès des participantes, des communautés et des institutions partenaires.

L'évaluation a adopté une approche mixte combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Au total, 455 bénéficiaires directs, entraîneurs et membres de la communauté ont participé à l'enquête quantitative. La collecte qualitative a inclus des groupes de discussion, des entretiens individuels avec des informateurs clés ainsi que des exercices participatifs de type Rivière de Vie et Photovoice auprès des jeunes. Cette triangulation des données a permis de documenter à la fois les résultats mesurables du projet et les changements perçus par les participantes, les communautés et les institutions.

L'évaluation conclut que le projet a atteint la majorité de ses résultats attendus et a généré des changements significatifs en matière d'autonomisation des filles, de participation des jeunes, d'égalité des genres et d'inclusion sociale. Les résultats les plus marquants concernent l'amélioration de la confiance en soi, du leadership, des compétences de vie et de la capacité de prise de décision des filles et des jeunes femmes. Les données quantitatives et qualitatives démontrent également une évolution positive des attitudes des garçons, des familles et des communautés à l'égard de la participation des filles au sport et aux espaces publics.

Le projet a contribué à renforcer les connaissances et les attitudes favorables à l'égalité des genres, à la prévention des violences basées sur le genre et à la masculinité positive. Les jeunes participantes rapportent une plus grande capacité à s'exprimer, à défendre leurs droits et à participer aux décisions qui les concernent. Les résultats mettent également en évidence une forte mobilisation communautaire. Les parents, leaders communautaires, enseignants, entraîneurs et organisations locales reconnaissent de plus en plus la valeur du sport comme outil de développement, d'inclusion et de transformation sociale. L'évaluation souligne en outre des avancées institutionnelles importantes, notamment en matière de mobilisation des organisations de la société civile et de dialogue avec les acteurs locaux. Toutefois, plusieurs mécanismes institutionnels demeurent encore en cours de formalisation.

Malgré les progrès observés, certains défis demeurent. Les résultats relatifs aux infrastructures sportives inclusives et sécuritaires restent limités comparativement aux autres résultats du projet. Les contraintes liées à l'accessibilité physique, aux équipements adaptés et aux espaces sécurisés continuent d'affecter la pleine participation de certaines filles et des personnes en situation de handicap.

Par ailleurs, les changements institutionnels apparaissent moins avancés que les changements individuels et communautaires. Bien que plusieurs engagements aient été obtenus, leur formalisation et leur pérennisation nécessitent un accompagnement supplémentaire.

L'évaluation a également relevé certaines limites liées à la disponibilité et à la qualité des données pour quelques indicateurs, limitant la capacité à documenter pleinement certains effets à long terme.

Dans l'ensemble, le projet RECAF-Jeu a démontré que le sport constitue un levier efficace de transformation sociale pour promouvoir l'autonomisation des filles, l'égalité des genres, l'inclusion et la participation citoyenne des jeunes. Les résultats observés témoignent de changements importants au niveau individuel, relationnel et communautaire, particulièrement en matière de confiance en soi, de leadership, de participation et d'évolution des normes sociales.

Les résultats montrent toutefois que la consolidation des acquis nécessitera des efforts continus, notamment pour renforcer les infrastructures inclusives, approfondir les changements institutionnels et assurer la durabilité des mécanismes communautaires mis en place.

Recommandations prioritaires

- Renforcer les infrastructures sportives et sanitaires inclusives afin de garantir des espaces sûrs et accessibles aux filles et aux personnes en situation de handicap.
- Consolider les acquis en matière d'égalité des genres et de masculinité positive à travers la poursuite des activités de sensibilisation et de mobilisation communautaire.
- Renforcer durablement l'autonomisation des filles et le leadership des jeunes en poursuivant les investissements dans les compétences de vie, le mentorat et la participation citoyenne.
- Accélérer la formalisation des engagements institutionnels et des mécanismes de plaidoyer afin d'assurer leur pérennité au-delà du projet.
- Renforcer la durabilité des clubs et structures communautaires à travers le développement de mécanismes locaux de financement, de gouvernance et de mise en réseau.
- Améliorer les systèmes de suivi, de documentation et d'apprentissage afin de mieux mesurer les effets à long terme et soutenir la réplication des approches les plus efficaces.

1. Introduction

1.1 Aperçu du projet RECAF-Jeu

Le projet « Renforcement des Capacités des Filles par le Sport et le Jeu » (RECAF-Jeu) est un projet quinquennal (2021-2026) de 9 078 809 CAD mis en œuvre par Right To Play Sénégal (8 671 332 CAD financés par Affaires mondiales Canada et 407 487 CAD financés par Right To Play). Le projet vise à autonomiser les adolescentes et les jeunes femmes vulnérables et marginalisées par le biais du sport dans les départements de Ziguinchor et de Sédhiou dans la région de Casamance au Sénégal.

Le projet RECAF-Jeu vise à atteindre les objectifs suivants:

- L'autonomisation des filles et des jeunes femmes pour qu'elles puissent exercer leurs droits au sein de leur famille et de leur communauté
- Augmentation du soutien de la famille et de la communauté à l'égalité des genres et aux droits des filles
- Renforcement de la responsabilité des institutions clés dans la défense des droits des filles et des jeunes femmes par le sport

Le projet prévoyait initialement toucher 2 cohortes (2 ans pour chaque cohorte) de filles et de garçons, âgés de 10 à 25 ans, soit 7 740 filles et jeunes femmes et 2 580 garçons et jeunes hommes, âgés de 10 à 25 ans, pour un total de 10 320 participants directs. Parmi ces jeunes participants, 361 sont en situation de handicap. Le projet travaille également avec des entraîneurs et des mentors dans les clubs de filles et de garçons, et fait participer les parents, les grands-parents, les anciens et les dirigeants de la communauté.

Le projet vise à atteindre ce résultat par le biais d'activités menées dans le cadre de trois piliers (résultats intermédiaires) :

1. **Renforcement de l'action des adolescentes et des jeunes femmes vulnérables et marginalisées** dans les communes ciblées des régions de Ziguinchor et de Sédhiou pour la réalisation de leurs droits au sein de leurs familles et de leurs communautés
2. **Renforcement de l'action des membres de la famille et de la communauté** dans les communes ciblées des régions de Ziguinchor et de Sédhiou pour soutenir la réalisation des droits des adolescentes et des jeunes femmes
3. **Renforcement de la responsabilité des institutions clés** dans la promotion et le respect des droits des adolescentes et des jeunes femmes dans et par le sport

1.2 Aperçu de l'évaluation finale

Réalisée à l'issue du projet, cette évaluation finale vise à apprécier de manière globale la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité du projet *Renforcement des Capacités des filles par le Sport et le Jeu (RECAF-Jeu)*. Elle analyse également les effets du projet sur la transformation des normes sociales de genre, la promotion de l'égalité des genres, ainsi que le niveau d'engagement et d'autonomisation des jeunes participants, en particulier des filles adolescentes et des jeunes femmes.

L'évaluation examine la performance du projet à travers une analyse comparative des indicateurs issus de l'étude de base, de l'évaluation à mi-parcours et des résultats finaux, afin de mesurer les progrès réalisés et le niveau d'atteinte des cibles. Cette approche permet de dégager des constats fondés sur des données probantes, d'identifier les facteurs de réussite ainsi que les défis rencontrés, et de formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles pour orienter les futures interventions potentielles.

13

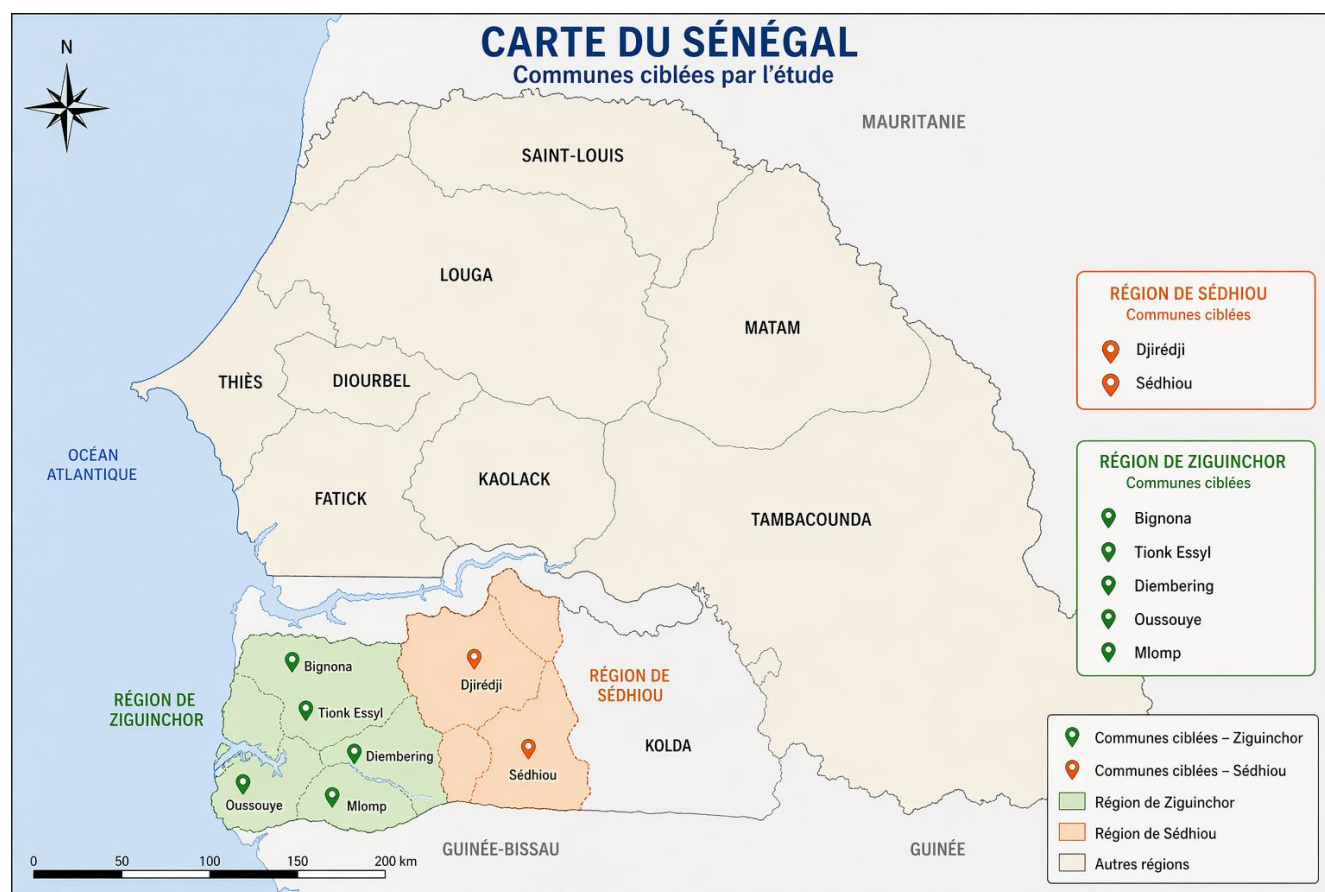


Figure 1 : Lieux couverts par l'évaluation finale

La figure 1 ci-dessus présente les régions d'intervention du projet RECAF-Jeu ainsi que les sites de collecte de données, situés dans les régions de Ziguinchor et de Sédhiou, au sud du Sénégal (Casamance).

2. Conception et Méthodologie

Au total, 32 collecteurs de données ont été mobilisés pour la collecte des données de l'évaluation finale, dont 20 femmes et 12 hommes, reflétant une attention portée à l'équilibre de genre au sein de l'équipe de terrain.

Le déploiement des équipes sur le terrain s'est effectué de manière simultanée auprès des différentes catégories de la population cible, à savoir : les jeunes participants, les entraîneurs, ainsi que les membres de la communauté, incluant les parents, les leaders communautaires et les leaders religieux impliqués à divers niveaux dans la mise en œuvre du projet RECAF-Jeu. Cette approche a permis d'assurer une représentativité des perspectives et de capter la diversité des expériences liées au projet.

Par ailleurs, la collecte de données qualitatives, comprenant des groupes de discussion et des entretiens individuels avec des informateurs clés, a été menée dans neuf communes par le GISSE, avec l'appui des facilitateurs du projet. Des données qualitatives complémentaires ont également été recueillies lors d'un atelier participatif organisé à Cap Skirring (département d'Oussouye, en région de Ziguinchor) avec 26 jeunes participants du RECAF-Jeu (17 femmes, 9 hommes) issus de deux cohortes et de l'ensemble des sites du projet, tenu les 14 et 15 mars 2026.

La collecte des données s'est déroulée principalement durant le mois de Ramadan, une période marquée par des contraintes spécifiques en termes de disponibilité et de rythme de vie des participants. En effet, les horaires de jeûne, les activités religieuses et les obligations familiales ont nécessité une adaptation des modalités de collecte, notamment en privilégiant des créneaux horaires flexibles pour les participants. Malgré ces contraintes, les équipes ont su maintenir un bon niveau de participation grâce à une planification adaptée et à l'implication des acteurs locaux.

L'évaluation finale du projet a reposé sur une approche méthodologique mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Cette approche a permis de recueillir des données complètes, complémentaires et triangulées, offrant une compréhension approfondie des résultats du projet, notamment en matière d'égalité des genres, d'autonomisation des filles et d'engagement des jeunes. Elle a également facilité l'analyse des changements observés au terme de la mise en œuvre du projet, en s'appuyant sur des indicateurs définis en amont.

L'élaboration des outils et des critères d'évaluation a été conduite en étroite collaboration avec le bureau national de Right To Play au Sénégal, en s'appuyant sur les cadres analytiques et les indicateurs issus de l'étude de base. Cette continuité méthodologique a permis d'assurer la cohérence, la robustesse et la comparabilité des données, facilitant ainsi l'appréciation des progrès réalisés sur l'ensemble du cycle du projet. Les outils de collecte ont été adaptés au contexte local et aux différents groupes cibles afin de garantir la pertinence et la qualité des informations recueillies.

La collecte des données quantitatives a été réalisée à l'aide de l'application mobile CS Entry, permettant une saisie directe, sécurisée et structurée des données sur le terrain. Les données collectées ont ensuite été transférées vers le logiciel statistique STATA pour analyse. Par ailleurs, les données ont également été exportées vers Excel et des outils de visualisation afin de faciliter leur traitement, leur

interprétation et leur présentation sous forme de tableaux et graphiques adaptés aux besoins du rapport.

Les données qualitatives, notamment issues des questions ouvertes, des entretiens et des groupes de discussion, ont été analysées à travers une approche thématique.

Le processus d'analyse a reposé sur une logique de triangulation, intégrant les données quantitatives et qualitatives afin de valider, nuancer et contextualiser les résultats. La comparaison des données issues des enquêtes avec celles provenant des entretiens et des groupes de discussion a permis d'obtenir une lecture plus fine et nuancée des effets du projet.

Une attention particulière a été accordée au respect des principes éthiques tout au long du processus. Avant toute participation, les répondants et répondantes ont été informés de manière claire des objectifs de l'évaluation, de l'utilisation des données, ainsi que de leur droit de refuser ou d'interrompre leur participation à tout moment sans conséquence. Un consentement libre, éclairé et volontaire a été systématiquement obtenu. Pour les participants mineurs, ce processus a inclus à la fois l'accord des parents ou tuteurs et des jeunes concernés. Les participants avaient également la possibilité de choisir ou de changer d'enquêteur ou d'enquêtrice, en particulier lorsqu'ils ne se sentaient pas à l'aise, notamment sur des thématiques sensibles telles que les violences basées sur le genre. Des mesures ont été mises en place pour assurer la confidentialité et l'anonymat des données, tant lors de la collecte que de l'analyse. Par ailleurs, les équipes de collecte ont bénéficié de formations spécifiques portant sur les principes d'éthique, de protection des participants et de sensibilité au genre.

2.1 Données Quantitatives

Enquête

Une enquête structurée a été administrée auprès d'un échantillon de participants sélectionnés de manière aléatoire au sein de la population cible. S'appuyant sur les outils développés lors de l'étude de base et utilisés lors de l'évaluation à mi-parcours, l'instrument d'enquête a été adapté afin de permettre une comparabilité des indicateurs dans le temps et de mesurer les évolutions jusqu'à la fin du projet. Les données ont été collectées auprès des participants directs (jeunes et entraîneurs) ainsi que des participants indirects (membres des communautés) dans l'ensemble des zones d'intervention du projet.

L'outil d'enquête a été révisé et validé par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), puis pré-testé afin de garantir sa pertinence, sa clarté et sa fiabilité avant son déploiement sur le terrain (voir l'annexe).

Une attention particulière a été portée à la constitution d'un échantillon représentatif, prenant en compte la diversité des zones géographiques (urbaines et rurales), la répartition par genres, ainsi que la participation des participants issus des cohortes 1 et 2.

Cohorte	Femme n (%)	Homme n (%)	Total n (%)
Cohorte 1	219 (48,13%)	97 (21,32%)	316 (69,45%)
Cohorte 2	65 (14,29%)	74 (16,26%)	139 (30,55%)
Total	284 (62,42%)	171 (37,58%)	455 (100%)

Tableau 1 : Répartition par genre pour chaque cohorte séparément et proportion de chaque cohorte par rapport au total (cohortes 1 et 2)

La cohorte 1 représente le groupe ayant bénéficié de la plus longue durée d'exposition aux activités du projet, ce qui la rend particulièrement pertinente pour apprécier les effets cumulés et les changements durables induits par l'intervention. En revanche, la cohorte 2, intégrée plus tard dans la mise en œuvre, a connu une durée d'exposition plus courte, ce qui peut se traduire par des niveaux d'effets différents, notamment sur les dimensions nécessitant un temps d'appropriation plus long, telles que les changements de comportements et de normes sociales.

Dans le cadre de cette évaluation finale, les deux cohortes ne sont pas considérées comme des groupes de comparaison « exposé par rapport à non exposé », mais plutôt comme des groupes ayant bénéficié d'intensités et de durées d'exposition différenciées. Cette configuration permet de mener une analyse intra-cohorte et inter-cohorte, afin d'examiner à la fois les progrès réalisés au sein des groupes et les écarts observés entre eux.

Par ailleurs, bien que les données issues des groupes témoins indiquent globalement des résultats inférieurs à ceux du groupe d'intervention, l'analyse présentée dans ce rapport se concentre principalement sur une approche avant-après (l'étude de base, mi-parcours et finale) alignée sur le design initial du projet. Ce choix méthodologique s'explique par plusieurs considérations. D'une part, les données collectées auprès des groupes témoins révèlent des signes de contamination potentielle, liée notamment à la proximité géographique et sociale avec les participants directs du projet (interactions entre pairs, diffusion informelle des messages, participation indirecte à certaines activités communautaires). Cette situation réduit la capacité du groupe témoin à constituer une référence indépendante et compromet la validité d'une comparaison stricte entre groupes.

D'autre part, le projet RECAF-Jeu a été conçu et mis en œuvre dans une logique d'intervention communautaire ouverte, favorisant la diffusion des apprentissages au-delà des participants directs, ce qui rend difficile le maintien d'un groupe totalement « non exposé ». Dans ce contexte, l'analyse basée sur l'évolution des indicateurs dans le temps au sein du groupe d'intervention apparaît comme l'approche la plus robuste et cohérente pour mesurer les changements attribuables au projet. Elle permet de capter les progrès réalisés entre l'étude de base, mi-parcours et la phase finale, tout en tenant compte des dynamiques réelles de diffusion des effets du projet dans les communautés.

Ainsi, bien que les données des groupes témoins aient été analysées à titre indicatif, elles n'ont pas été utilisées comme base principale d'attribution des effets, afin de préserver la rigueur analytique et la cohérence méthodologique de l'évaluation finale.

Répartition par cohorte et par région dans 4 départements.

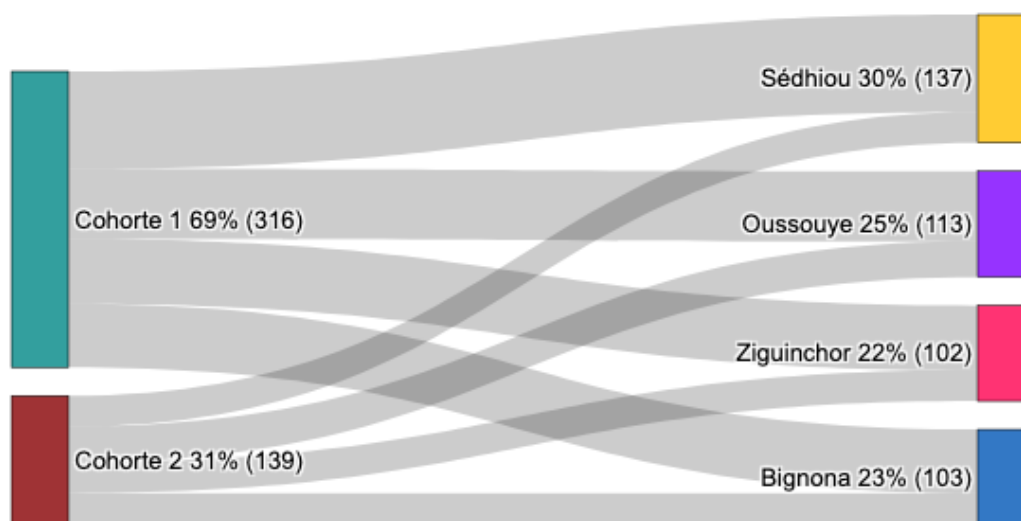


Figure 2 : Répartition par cohorte et par région dans 4 départements

L'analyse se concentre sur l'ensemble des participants issus des cohortes 1 et 2 combinées, afin de fournir une appréciation globale et consolidée des résultats du projet. Cette approche permet de capter l'effet cumulé des interventions auprès de l'ensemble des participants, indépendamment de leur durée d'exposition, et de refléter plus fidèlement l'impact global du projet RECAF-Jeu.

Bien que les deux cohortes aient été exposées aux activités du projet sur des périodes différentes, leur analyse combinée permet de mieux comprendre les tendances générales, les changements observés et les effets du projet à l'échelle des zones d'intervention. Elle offre également une base robuste pour comparer les résultats finaux aux données issues de l'étude de base (étude de base) et de l'évaluation à mi-parcours, tout en assurant la cohérence de l'interprétation.

Ainsi, ce rapport privilégie une lecture intégrée des résultats, mettant en évidence les progrès réalisés en matière d'autonomisation des filles, de transformation des normes de genre et d'engagement des jeunes, tout en tenant compte de la diversité des profils des participants et des contextes d'intervention.

	Femme		Homme		Total	
	n	%	n	%	n	%
Bambali	36	7.91%	12	2.64%	48	10.55%
Djirédji	25	5.49%	12	2.64%	37	8.13%
Sédhiou	24	5.27%	28	6.15%	52	11.43%
Bignona	49	10.77%	21	4.62%	70	15.38%
Tionk Essyl	13	2.86%	20	4.4%	33	7.25%
Diembering	11	2.42%	22	4.84%	33	7.25%
Mlomp	12	2.64%	20	4.4%	32	7.03%
Oussouye	29	6.37%	19	4.18%	48	10.55%
Ziguinchor	85	18.68%	17	3.74%	102	22.42%
Total	284	62.42%	171	37.58%	455	100%

Tableau 2 : Répartition des participants en genre et par commune

2.2 Données Qualitatives

Discussions de groupe et entretiens avec des informateurs clés

Dans le cadre de l'évaluation finale du projet, un dispositif qualitatif approfondi a été mis en place afin de compléter et enrichir les résultats quantitatifs. Au total, 22 groupes de discussion (FGD) et 27 entretiens individuels (KII/IDI) ont été réalisés auprès des participantes et participants du projet, ainsi que d'acteurs clés (parents, leaders communautaires, entraîneurs, enseignants et médias).

Les groupes de discussion ont facilité l'exploration en profondeur des perceptions, expériences vécues et dynamiques communautaires, tout en mettant en lumière les facteurs favorisant ou limitant les transformations induites par le projet. Les entretiens individuels, quant à eux, ont permis de documenter des trajectoires personnelles et des récits de changement, apportant un éclairage complémentaire sur les mécanismes d'impact.

Photovoice et Dessins avec des Jeunes

Les données qualitatives, qui portent sur les expériences et les points de vue des jeunes concernant les changements qu'ils ont vécus durant leur participation au projet, complètent d'autres données qualitatives (par ex. discussions de groupe et d'entretiens individuels) recueillies pour l'évaluation. Les exercices ont été facilités par l'équipe de consultants, avec l'appui du personnel local de Right To Play. L'atelier a été réalisé dans un espace sécurisé, favorisant l'écoute, la participation active et l'expression libre des participantes et participants.

L'atelier a réuni des filles et des garçons impliqués dans les activités sportives, éducatives et communautaires du projet. Les participants ont inclus 9 garçons et 17 filles, âgés de 14 ans jusqu'à 25

ans (l'âge moyen global était 20 ans). Ils sont venus des régions de 4 communes de Ziguinchor et 3 communes de Sédhiou (voir la figure 3 pour plus d'information). Cette diversité géographique, sociale et générationnelle a permis de recueillir des récits variés et complémentaires sur les expériences vécues dans le cadre du projet RECAF-Jeu.

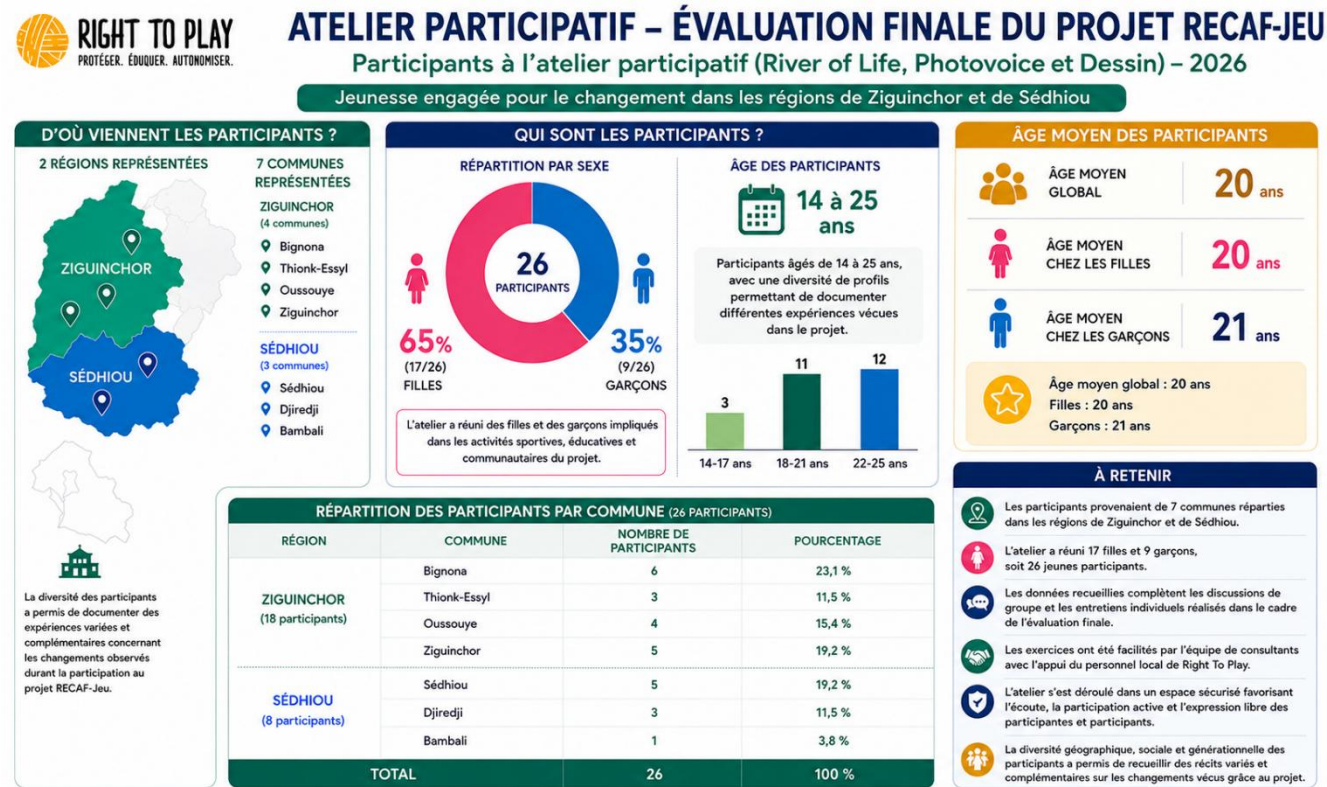


Figure 3 : Information sur les participants d'atelier photovoice et dessin

Lors du premier exercice d'atelier, les jeunes ont représenté individuellement leur parcours personnel avec Right To Play et RECAF-Jeu sous forme de « rivières », en dessinant et en notant leurs moments marquants de leurs vies, réussites, leurs défis, et les changements survenus dans leur vie et observés dans leurs communautés grâce au projet. Les jeunes ont dessiné leurs « Rivières de la vie » sur des papiers à l'aide de crayons.

L'exercice de « Rivières de Vie » a favorisé des échanges profonds autour des expériences vécues, de l'évolution de la confiance en soi, du leadership, des relations sociales et des aspirations des jeunes. Les discussions ont notamment permis aux participantes et participants d'identifier les moments clés ayant influencé leur développement personnel, leurs relations avec leurs familles, clubs de sport et communautés, ainsi que leur perception de l'avenir.

Le prochain exercice de collecte de données qualitatives a utilisé la méthode du « Photovoice ». Dans ce cadre, les jeunes ont pris des photos qui avaient une signification particulière pour eux dans le contexte du projet RECAF-Jeu, et ont expliqué leur importance à travers des récits écrits et oraux. Les jeunes ont eux-mêmes pris des photographies dans leurs communautés, leurs espaces sportifs ou leur environnement quotidien afin d'illustrer les réalités, les changements, les défis et les opportunités liés à leur participation au projet RECAF-Jeu.

Ils ont ensuite participé à une analyse collective afin d'identifier les thèmes et les enjeux clés qui se dégageaient des récits photovoice, et d'examiner comment ces enjeux influencent la vie d'autres jeunes et comment ces derniers peuvent contribuer à un changement positif dans leurs communautés. Les discussions d'analyse se sont ensuite déroulées en groupe. Chaque groupe a expliqué ce que représentaient les images, les messages qu'elles véhiculaient, les difficultés rencontrées dans leur environnement, mais également les opportunités de changement et d'amélioration identifiées grâce au projet.

Les récits, interprétations et témoignages recueillis à travers ces exercices démontrent un impact significatif et largement positif du projet sur la vie des jeunes participantes et participants. Ces méthodes de la collecte ont produit des histoires et réflexions des jeunes participants, particulièrement pertinentes, et une perspective authentique et vivante des transformations individuelles et communautaires générées par le projet RECAF-Jeu.

Sources de données secondaires

L'évaluation finale du projet RECAF-Jeu s'est également appuyée sur plusieurs sources de données secondaires afin de compléter, trianguler et contextualiser les informations recueillies sur le terrain. Parmi les principales sources mobilisées figurent les rapports et données officielles produits par Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) en 2023, notamment les statistiques nationales et régionales liées à la population, à l'éducation, au genre, à la protection des enfants et aux violences basées sur le genre. Par ailleurs, l'équipe d'évaluation a bénéficié d'un accès aux informations internes, rapports programmatiques, cadres de mesure de rendement (CMR), outils de suivi ainsi qu'aux informations fournies par le personnel de Right To Play au Sénégal. Les échanges réguliers avec les équipes techniques et opérationnelles de Right To Play ont permis de clarifier certains indicateurs, de comprendre les dynamiques de mise en œuvre du projet et de consolider l'analyse des résultats quantitatifs et qualitatifs observés durant l'évaluation finale.

2.3 Points forts et limites

L'un des principaux points forts de cette évaluation finale réside dans l'utilisation d'une approche méthodologique mixte combinant des données quantitatives et qualitatives, ce qui a permis d'obtenir une compréhension approfondie et nuancée des résultats du projet RECAF-Jeu. L'évaluation a mobilisé plusieurs méthodes participatives adaptées aux jeunes et aux communautés, notamment les enquêtes quantitatives, les groupes de discussion, les entretiens individuels avec des informateurs clés, ainsi que des approches innovantes comme Rivières de Vie et Photovoice. Ces méthodes ont permis non seulement de mesurer les changements observés, mais également de mieux comprendre les expériences vécues, les perceptions des participants et les dynamiques de transformation sociale autour de l'égalité des genres, de l'inclusion et du leadership des jeunes. La forte participation des jeunes, des entraîneurs, des partenaires communautaires et des institutions a également renforcé la richesse et la diversité des perspectives recueillies durant l'évaluation.

Un autre point fort important concerne la couverture géographique et la diversité des groupes consultés dans les régions de Ziguinchor et Sédhiou. L'évaluation a permis d'intégrer les voix des filles, des garçons, des jeunes femmes, des personnes en situation de handicap, des leaders communautaires, des médias, des organisations de la société civile et des autorités locales. Cette diversité des profils a contribué à renforcer la crédibilité des résultats et à mieux documenter les changements observés à différents niveaux : individuel, familial, communautaire et institutionnel. De plus, la comparaison des données de l'évaluation de base, de mi-parcours et de fin de projet a permis d'analyser les progrès réalisés dans le temps et d'identifier les tendances majeures, les acquis ainsi que les défis persistants.

Toutefois, l'évaluation présente également certaines limites qu'il convient de reconnaître. Certains indicateurs institutionnels ont souffert d'un manque de documentation complète. La taille de l'échantillon n'est pas très significative surtout pour certains groupes spécifiques tels que les personnes en situation de handicap ou les entraîneurs (coaches). Par ailleurs, certaines données qualitatives reposent sur des perceptions et témoignages des participants, ce qui peut introduire une part de subjectivité dans l'interprétation des résultats. Enfin, le caractère transfrontalier et les impacts indirects observés dans certaines communautés voisines n'ont pas pu être pleinement quantifiés dans le cadre des outils de suivi existants.

Malgré ces limites, l'évaluation fournit une analyse robuste et cohérente des effets du projet, tout en mettant en évidence des apprentissages importants pour les futures interventions de sport au service du développement et de l'égalité des genres.

3. Résultats des données quantitatives

- Le projet a atteint ou dépassé la majorité de ses cibles de résultats, particulièrement en matière d'autonomisation des filles, d'évolution des normes sociales et de participation communautaire.
- Les résultats les plus élevés concernent les connaissances, les attitudes favorables à l'égalité des genres, la participation des jeunes et l'engagement des organisations partenaires.
- Les progrès observés sont plus importants au niveau individuel et communautaire qu'au niveau institutionnel et structurel.
- Les infrastructures inclusives et certaines initiatives de plaidoyer demeurent les principaux domaines nécessitant un renforcement.
- Certaines limites de données restreignent l'analyse complète de quelques indicateurs de résultats ultimes.

L'analyse présentée dans cette section repose principalement sur les données quantitatives de l'enquête. Toutefois, afin d'éclaircir certaines lacunes et nuances de ces données, une analyse qualitative est également fournie par indicateur. Pour d'autres analyses qualitatives, voir la section 4.

3.1 Par Indicateurs

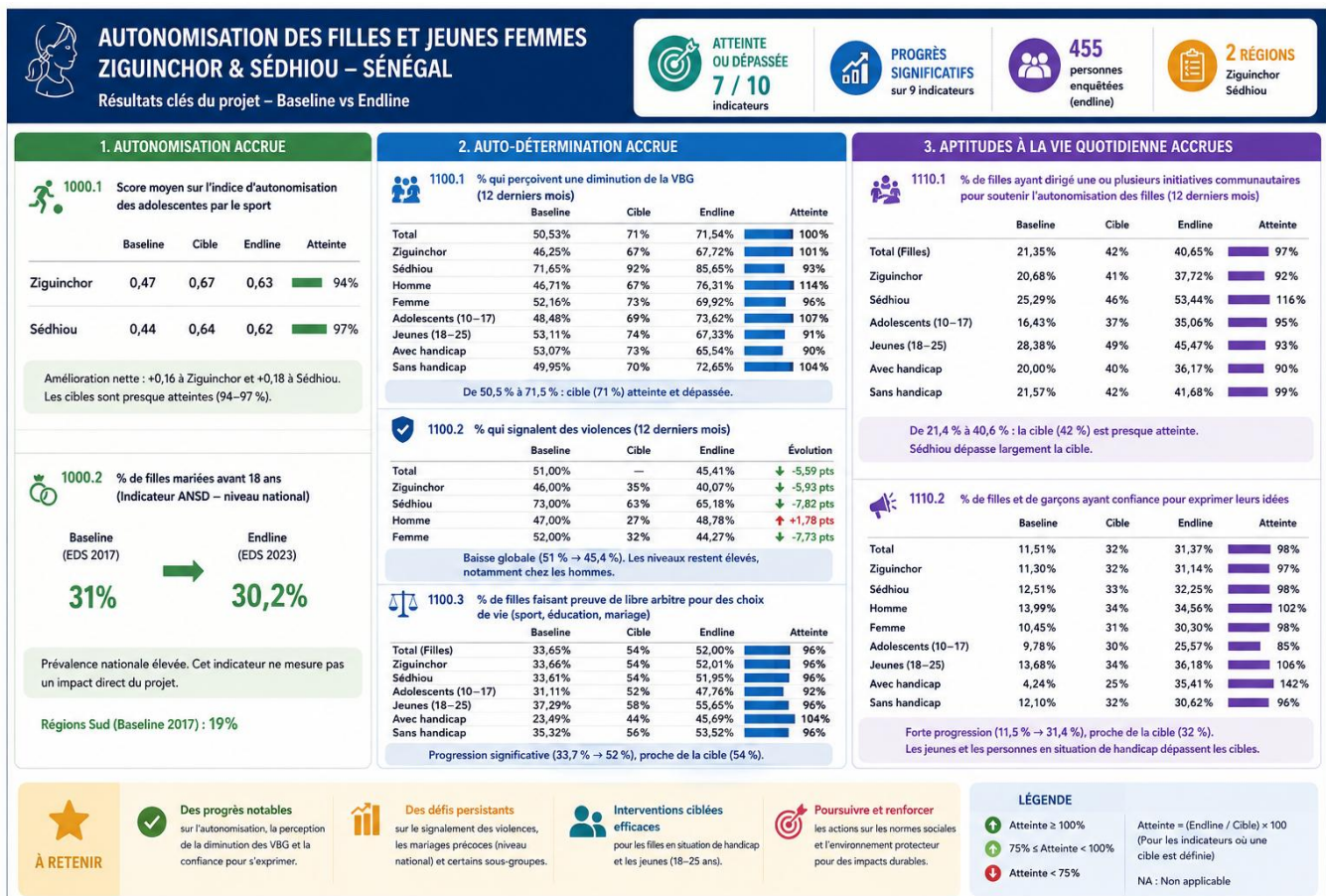


Figure 4: Résumé des résultats CMR

Les résultats présentés par indicateur s'appuient sur une analyse comparative des données collectées à différents moments clés du cycle du projet. Ils intègrent les données de référence (étude de base) recueillies au début de la mise en œuvre en 2022, les données de mi-parcours collectées en 2024, ainsi que les données finales (évaluation finale) collectées en 2026. Cette approche longitudinale permet d'évaluer de manière rigoureuse les progrès réalisés, les tendances d'évolution et les changements observés dans le temps, en lien avec les objectifs du projet.

Résultat ultime 1000 : Autonomisation accrue des filles adolescentes et jeunes femmes vulnérables et marginalisées dans les régions de Ziguinchor et Sédhiou au Sénégal

1000.1 – Score d'autonomisation					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Ziguinchor	0.47	0.47	0.63	0.67	94%
Sédhiou	0.44	0.47	0.62	0.64	97%

L'analyse de l'indicateur 1000.1 montre une amélioration notable de l'autonomisation des adolescentes dans les deux régions d'intervention. Le résultat de cet indicateur est calculé à partir du score d'autonomisation développé par Right To Play en collaboration avec l'équipe de consultants externes. Ce score composite est obtenu à partir d'une moyenne pondérée de cinq indicateurs clés. Les pondérations attribuées aux différents indicateurs reflètent l'importance relative accordée aux dimensions clés de l'autonomisation des filles : le libre arbitre et la capacité des filles à prendre des décisions concernant leur propre vie (40 %), le sentiment de sécurité et d'inclusion dans les espaces sportifs (15 %), les attitudes positives des communautés envers la participation des filles au sport (15 %), la capacité des entraîneurs et relais communautaires à promouvoir l'égalité des genres (10 %), ainsi que l'engagement des garçons en faveur de l'autonomisation des filles et de la prévention des violences basées sur le genre (20 %). Le score final correspond à la somme des valeurs pondérées de ces cinq indicateurs, divisée par 100 afin d'obtenir un indice global d'autonomisation. Cette approche permet de tenir compte de l'importance relative de chaque dimension dans l'évaluation globale de l'autonomisation des participantes. À Ziguinchor, le score passe de 0,47 (étude de base) à 0,63 en fin de projet, après une stagnation au mi-parcours (0,47), soit une progression de +0,16 points. Comparé à la cible de 0,67, cela représente un niveau d'atteinte d'environ 94 % (0,63/0,67). À Sédhiou, la progression est plus régulière, passant de 0,44 à 0,47 aux mi-parcours puis à 0,62 en fin de projet, soit +0,18 points. Par rapport au cible de 0,64, cela correspond à un niveau d'atteinte d'environ 97 % (0,62/0,64). Ces résultats indiquent que le projet a contribué de manière significative à l'autonomisation des filles, avec des performances proches des cibles dans les deux régions.

Bien que l'indicateur 1000.1 n'ait pas complètement atteint sa cible quantitative, les données qualitatives recueillies dans le cadre de l'évaluation finale démontrent des transformations importantes qui confirment une contribution significative du projet à l'autonomisation des filles et des jeunes femmes. Les groupes de discussion, entretiens individuels et exercices participatifs ont permis

de documenter plusieurs changements qui ne sont pas nécessairement capturés par les indicateurs quantitatifs. Une jeune participante de discussion à Bambali a notamment expliqué :

« Avant, mes parents décidaient tout pour moi. Aujourd'hui, ils me demandent mon avis et ils me font davantage confiance. »

Les participantes ont fréquemment rapporté une amélioration de leur confiance en soi, de leur capacité à s'exprimer en public, de leur pouvoir de prise de décision ainsi qu'une plus grande capacité à défendre leurs droits au sein de leur famille et de leur communauté. Plusieurs jeunes femmes ont indiqué qu'avant leur participation au projet, elles hésitaient à prendre la parole dans les espaces publics ou à participer aux activités communautaires. Grâce aux activités sportives, aux clubs de filles, aux formations sur les compétences de vie et aux espaces de dialogue créés par le projet, elles affirment aujourd'hui se sentir davantage écoutées, respectées et capables d'influencer certaines décisions les concernant. Une fille de 19 ans qui est une participante de Mlomp a indiqué :

« Grâce à RECAF-Jeu, je suis devenue une personne que les autres filles viennent voir pour demander conseil. Je me sens utile et respectée dans ma communauté. »

Les exercices « Rivière de Vie » et « photovoice » ont également mis en évidence une évolution des aspirations personnelles et professionnelles des participantes. Plusieurs jeunes filles ont expliqué que le projet leur a permis d'élargir leur vision de l'avenir, de poursuivre leurs études, d'envisager des carrières auparavant perçues comme inaccessibles et de développer des compétences transférables telles que le leadership, la communication et la résolution de problèmes. Certaines participantes ont également joué un rôle actif de sensibilisation auprès de leurs pairs et de leurs communautés sur les questions d'égalité des genres, de santé reproductive et de prévention des violences. Comme l'explique une fille de 25 ans qui est une participante d'atelier à Cap Skirring :

« Aujourd'hui, je vais dans les villages pour expliquer aux jeunes filles les avantages des serviettes réutilisables et les aider à mieux gérer leur hygiène menstruelle. »

Ces changements suggèrent que le projet a contribué à transformer progressivement certaines normes sociales qui limitaient auparavant la participation et le développement des adolescentes.

1000.2 – Mariage précoce					
Lieu	Base	Mi-parcours	Final (2023)	Cible	Taux D'atteinte
Total (national)	31%	N/A	30.2	N/A	N/A
Régions Sud	19%	N/A	N/A	N/A	N/A

En revanche, l'analyse de l'indicateur 1000.2 relatif au mariage précoce est limitée par l'absence de données. Les données disponibles proviennent de l'Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-C) en 2023 de l'ANSD, qui indique que 30.2 % des femmes âgées de 20 à 24 ans au Sénégal ont

été mariées avant l’âge de 18 ans. Ces données constituent des statistiques contextuelles de référence et ne sont pas directement liées au système de suivi du projet. En l’absence de valeur cible, de données de mi-parcours ou de données finales mesurées seulement auprès des participants du projet, il n’est pas possible d’estimer le niveau d’atteinte de cet indicateur ni d’évaluer l’évolution du phénomène dans les zones d’intervention. Cette limite restreint la capacité de l’évaluation à apprécier pleinement la contribution du projet à la réduction du mariage précoce au niveau du résultat ultime.

Résultat intermédiaire 1100 : *Auto-détermination accrue des filles et des jeunes femmes vulnérables et marginalisées dans les communes ciblées des régions de Ziguinchor et de Sédhiou pour la réalisation de leurs droits au sein de leurs familles et de leurs communautés*

1100.1 – Perception baisse Violence basée sur le genre (VBG)					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D’atteinte
Total	50.53%	69.20%	71.54%	71%	101%
Ziguinchor	46.25%	64.98%	67.72%	67%	101%
Sédhiou	71.65%	81.94%	85.65%	92%	93%

L’analyse de l’indicateur 1100.1 (perception de la diminution de la VBG) montre une progression globale importante, passant de 50,53 % (étude de base) à 71,54 % (final), dépassant la cible de 71 %, soit un taux d’atteinte de 101 %. Cette tendance positive est particulièrement marquée à Sédhiou avec 85,65 % pour une cible de 92 % (93 % d’atteinte), tandis que Ziguinchor atteint 67,72 % pour une cible de 67 % (101 %). Cependant, des disparités apparaissent selon les groupes : les hommes dépassent la cible (76,31 % pour 67 %, soit 114 %), tandis que les femmes restent légèrement en dessous (69,92 % pour 73 %, soit 96 %). De même, les adolescents dépassent la cible (107 %), contrairement aux jeunes adultes (91 %) et aux personnes en situation de handicap (90 %), indiquant des effets différenciés du projet selon les profils. Les données qualitatives viennent renforcer cette lecture.

Plusieurs participants ont rapporté une réduction de certaines formes de violences verbales, de stigmatisation et de discrimination envers les filles, ainsi qu’une plus grande implication des garçons dans la promotion du respect mutuel et de l’égalité des genres. Les discussions ont également mis en évidence une meilleure capacité des filles à dénoncer certaines situations de violence ou d’injustice, ainsi qu’une plus grande ouverture des familles à discuter de questions auparavant considérées comme taboues. Toutefois, les participants ont également souligné que certaines formes de violences demeurent présentes, notamment celles liées aux normes sociales profondément enracinées, aux mariages précoces, aux pressions familiales ou aux inégalités économiques.

1100.2 – Signalement violences					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	51.00%	N/A	45.41%	N/A	N/A
Ziguinchor	46.00%	N/A	40.07%	35%	114%
Sédhiou	73.00%	N/A	65.18%	63%	103%

L'indicateur 1100.2 (signalement des violences) montre une amélioration globale (51,00 % à 45,41 %), traduisant une diminution des cas rapportés, mais l'absence de données de mi-parcours limite l'analyse des tendances. Par rapport aux cibles, les résultats sont contrastés : Ziguinchor dépasse la cible (40,07 % pour 35 %, soit 114 %, indiquant une réduction plus forte que prévue), tandis que Sédhiou est légèrement au-dessus de la cible (65,18 % pour 63 %, soit 103 %). Toutefois, les résultats par genre révèlent des écarts importants : les hommes (48,78 % vs cible 27 %, soit 181 %) et les femmes (44,27 % vs cible 32 %, soit 138 %) restent largement au-dessus des niveaux attendus, indiquant que la réduction des violences signalées est insuffisante selon ces groupes.

Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cet écart : Premièrement, les activités de sensibilisation menées par le projet ont probablement contribué à améliorer la connaissance des différentes formes de violences basées sur le genre ainsi que des mécanismes de signalement existants. Dans ce contexte, le maintien d'un niveau relativement élevé de signalement peut refléter une plus grande capacité des participants à reconnaître, identifier et déclarer des situations de violence qui auparavant demeuraient cachées ou normalisées. Ainsi, un niveau élevé de signalement ne traduit pas nécessairement une augmentation réelle des violences, mais peut également être le signe d'une meilleure prise de conscience et d'une plus grande confiance envers les mécanismes de protection.

Deuxièmement, les données qualitatives recueillies durant l'évaluation montrent que plusieurs participants, en particulier les filles et les jeunes femmes, se sentent aujourd'hui davantage capables de dénoncer des comportements qu'elles considèrent comme injustes ou abusifs. Les discussions en groupe ont révélé une diminution du silence entourant certaines formes de violences et une plus grande ouverture des familles et des communautés à aborder ces questions. Cette évolution peut avoir contribué à maintenir les niveaux de signalement à un niveau supérieur à celui anticipé lors de la définition des cibles.

Troisièmement, les résultats peuvent également refléter la persistance de certains facteurs structurels qui continuent d'alimenter les violences basées sur le genre malgré les progrès observés. Les normes sociales profondément enracinées, les mariages précoces, les inégalités économiques, les rapports de pouvoir au sein des ménages ainsi que certaines pratiques discriminatoires demeurent présents dans plusieurs communautés. Ces facteurs limitent la rapidité avec laquelle les changements comportementaux peuvent se traduire par une diminution substantielle des violences elles-mêmes.

Enfin, l'absence de données de mi-parcours limite la capacité à comprendre l'évolution progressive de cet indicateur au cours de la mise en œuvre du projet. Il est donc difficile de déterminer si les niveaux de signalement observés à l'évaluation finale correspondent à une baisse constante des violences, à une fluctuation temporaire ou à une amélioration des mécanismes de déclaration. Les résultats doivent ainsi être interprétés conjointement avec les données qualitatives, qui suggèrent que le projet a contribué à renforcer la sensibilisation, la confiance et la capacité d'agir des participants face aux violences basées sur le genre.

1100.3 – Libre arbitre filles					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	33.65%	38.59%	52.00%	54%	96%
Ziguinchor	33.66%	37.82%	52.01%	54%	96%
Sédhiou	33.61%	41.15%	51.95%	54%	96%

Enfin, l'indicateur 1100.3 (libre arbitre des filles) montre une progression significative de 33,65 % à 52,00 %, proche de la cible de 54 %, soit un taux d'atteinte de 96 %. Les résultats sont homogènes entre Ziguinchor (96 %) et Sédhiou (96 %). Toutefois, des écarts persistent selon les groupes : les jeunes (18–25 ans) atteignent 96 % de la cible, tandis que les adolescentes (10–17 ans) restent en dessous (92 %). Les filles en situation de handicap dépassent la cible (45,39 % pour 44 %, soit 103 %), contrairement à celles sans handicap (96 %). Bien que l'indicateur 1100.3 ait atteint 96 % de sa cible, plusieurs facteurs peuvent expliquer pourquoi le niveau attendu de 54 % n'a pas été entièrement atteint. Tout d'abord, le libre arbitre des filles est un résultat transformationnel profondément influencé par les normes sociales, les dynamiques familiales et les rapports de pouvoir au sein des communautés. Contrairement à l'acquisition de connaissances, le renforcement du pouvoir décisionnel des filles nécessite souvent des changements de comportements durables chez les parents, les leaders communautaires et les autres membres de la communauté, qui prennent généralement plus de temps à se matérialiser.

Les données qualitatives suggèrent que, malgré une amélioration notable de la confiance en soi et de la capacité d'expression des filles, plusieurs d'entre elles demeurent confrontées à des contraintes liées aux responsabilités domestiques, aux restrictions de mobilité, aux attentes traditionnelles envers les filles et à l'influence persistante des décisions parentales. Ces défis semblent particulièrement marqués chez les adolescentes de 10 à 17 ans, dont l'autonomie demeure davantage encadrée par les adultes. Par ailleurs, certaines participantes ont indiqué qu'elles se sentent aujourd'hui plus capables d'exprimer leurs opinions et leurs aspirations, mais qu'elles ne disposent pas toujours du pouvoir nécessaire pour influencer les décisions finales concernant leur éducation, leur participation à certaines activités ou leur avenir.

Dans l'ensemble, ces résultats confirment une amélioration substantielle de l'auto-détermination, mais avec des inégalités persistantes entre groupes, notamment en matière de réduction effective des

violences. Les données qualitatives recueillies durant l'évaluation viennent fortement corroborer ces résultats. Les groupes de discussion et les exercices participatifs ont révélé que de nombreuses filles se sentent aujourd'hui davantage capables d'exprimer leurs opinions, de participer aux décisions familiales et de défendre leurs aspirations personnelles. Selon une jeune participante de groupe de discussion des filles à Diembéring :

« Auparavant j'avais cette incapacité à pouvoir m'exprimer, mais si ça n'était pas Right To Play je ne parviendrais pas à le faire (...) Right To Play m'a démontré que la confiance en soi et le courage vont ensemble. »

De même, plusieurs filles ont souligné qu'elles se sentent désormais plus écoutées au sein de leur famille et plus confiantes dans leurs capacités à influencer certaines décisions qui les concernent directement.

28

Résultat immédiat 1110 : Aptitudes à la vie quotidienne accrues des filles adolescentes vulnérables et marginalisées

1110.1 – Leadership filles					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	21.35%	37.38%	40.65%	42%	97%
Ziguinchor	20.68%	36.08%	37.72%	41%	92%
Sédhiou	25.29%	41.67%	53.44%	46%	116%

L'analyse de l'indicateur 1110.1 (leadership des filles dans des initiatives communautaires) montre une progression importante, passant de 21,35 % (étude de base) à 40,65 % (final), pour une cible de 42 %, soit un niveau d'atteinte de 97 %. Les résultats révèlent toutefois des disparités : Sédhiou dépasse largement la cible avec 53,44 % pour 46 % (116 %), tandis que Ziguinchor reste en dessous avec 37,72 % pour 41 % (92 %). Par groupe d'âge, les adolescentes atteignent 95 % de la cible, contre 93 % pour les jeunes adultes. Les filles en situation de handicap atteignent 90 %, légèrement en retrait par rapport aux filles sans handicap (99 %). Ces résultats indiquent que le projet a significativement renforcé le leadership des filles, avec un effet particulièrement marqué à Sédhiou.

Les données qualitatives recueillies lors des groupes de discussion, des exercices participatifs « Rivière de Vie » et « Photovoice » ainsi que des entretiens individuels viennent fortement confirmer cette évolution. Plusieurs participantes ont expliqué qu'avant leur participation au projet, elles hésitaient à prendre la parole dans les espaces publics ou à s'impliquer dans des activités communautaires. Aujourd'hui, elles occupent davantage des rôles de représentation, de sensibilisation ou de mobilisation au sein de leurs écoles, clubs et communautés. Selon une jeune participante de group de discussion avec les filles à Djirédji :

« Nous avons pris l'habitude, depuis que le projet est avec nous, de faire des causeries toutes les deux semaines (...) Nous savons que certaines filles vivent avec des problèmes mais ne savent pas où en parler ; nous leur servons d'espace d'expression. »

Les ateliers participatifs ont également mis en évidence une augmentation du pouvoir d'influence des filles au sein de leur famille et de leur quartier. Plusieurs participantes ont indiqué être devenues des personnes ressources pour leurs pairs, notamment sur les questions liées à l'égalité des genres, à la santé reproductive ou à la participation des filles dans le sport. Les entraîneurs et leaders communautaires interrogés ont confirmé avoir observé une évolution importante du niveau d'engagement des filles dans les activités communautaires et les espaces de dialogue.

29

1110.2 – Confiance expression					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	11.51%	18.34%	31.37%	32%	98%
Ziguinchor	11.30%	18.43%	31.14%	32%	97%
Sédhiou	12.51%	18.06%	32.25%	33%	98%

L'indicateur 1110.2 (confiance à exprimer ses idées) montre également une amélioration substantielle, passant de 11,51 % à 31,37 %, très proche de la cible de 32 %, soit 98 % d'atteinte. Les résultats sont homogènes entre régions (Ziguinchor 97 %, Sédhiou 98 %), mais des écarts apparaissent selon les groupes : les hommes dépassent la cible (34,56 % pour 34 %, soit 102 %) tandis que les femmes atteignent 98 %. Les jeunes (18–25 ans) dépassent la cible (106 %), contrairement aux adolescents (85 %), qui restent en retrait. Fait notable, les personnes en situation de handicap dépassent largement la cible (35,41 % pour 25 %, soit 142 %), suggérant un effet particulièrement fort du projet sur ce groupe. Dans l'ensemble, ces résultats confirment une amélioration significative des compétences de vie, notamment en leadership et en confiance, bien que certaines disparités persistent entre groupes d'âge et de vulnérabilité.

Les données qualitatives recueillies confirment cette évolution positive. Plusieurs jeunes ont indiqué qu'ils participaient désormais à l'animation de causeries, à des forums communautaires ou à des activités de sensibilisation, des espaces qui leur ont permis de développer progressivement leur confiance et leurs capacités de communication. Le léger écart observé par rapport à la cible pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs. Tout d'abord, la confiance à exprimer ses idées constitue un changement comportemental profond qui dépend non seulement des capacités individuelles acquises, mais également de l'environnement familial et social dans lequel évoluent les jeunes. Les discussions qualitatives montrent que certaines adolescentes continuent de faire face à des normes sociales qui valorisent davantage la discrétion et l'obéissance que l'expression publique de leurs opinions.

Résultat immédiat 1120 : Amélioration des connaissances des adolescentes en matière de prévention et de réponse à la VBG et des droits et services de santé reproductive

1120.1 – Connaissance SR					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	17.30%	28.16%	41.11%	38%	108%
Ziguinchor	19.32%	31.01%	43.35%	40%	108%
Sédhiou	5.40%	18.75%	31.35%	26%	121%

L'indicateur 1120.1 (connaissance des droits en santé reproductive/GHM) montre une progression importante, passant de 17,30 % à 41,11 %, dépassant la cible de 38 %, soit un niveau d'atteinte de 108 %. Cette performance est observée dans les deux régions, avec Ziguinchor à 108 % et Sédhiou à 121 %, indiquant un effet particulièrement fort dans cette dernière. Les jeunes (18–25 ans) dépassent la cible (107 %), tout comme les adolescentes (96 %, proche de la cible). Toutefois, un écart important apparaît pour les filles en situation de handicap, qui restent en dessous de la cible (27,83 % pour 37 %, soit 75 %), contrairement aux filles sans handicap qui la dépassent (116 %). Toutefois, un écart important demeure pour les filles en situation de handicap, qui atteignent seulement 75 % de leur cible (27,83 % pour une cible de 37 %), alors que les filles sans handicap dépassent largement les attentes (116 %).

Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cette différence. Les entretiens avec les partenaires et les participants indiquent que les jeunes vivant avec un handicap continuent de faire face à des obstacles spécifiques d'accès à l'information, notamment liés à la mobilité, à l'accessibilité des activités, aux barrières de communication et à l'isolement social. Dans certaines communautés, les filles en situation de handicap sont également moins exposées aux espaces de discussion sur la santé reproductive et bénéficient de moins d'occasions d'échanger avec leurs pairs. Les tabous entourant à la fois le handicap et la santé menstruelle peuvent aussi contribuer à limiter l'accès à l'information et aux services.

1120.2 – Connaissance services					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	42.25%	66.09%	69.73%	63%	111%
Ziguinchor	45.08%	66.82%	68.01%	66%	103%
Sédhiou	28.31%	63.89%	76.11%	49%	155%

L'indicateur 1120.2 (connaissance des lois, services et mécanismes de signalement) montre également des résultats très positifs, avec un passage de 42,25 % à 69,73 %, au-dessus de la cible de 63 % (111 %).

Toutes les catégories dépassent la cible, notamment Sédhiou (155 %) et les hommes (144 %), ce qui confirme une forte diffusion des connaissances à l'échelle communautaire. Lors des groupes de discussion et des entretiens individuels, plusieurs participants ont indiqué qu'avant le projet, ils connaissaient peu ou pas les structures vers lesquelles se tourner en cas de violence, de mariage précoce ou d'autres formes d'abus. Les activités du projet leur ont permis de mieux comprendre leurs droits ainsi que le rôle des services sociaux, des structures de protection de l'enfance, des organisations communautaires et des autorités locales dans la prise en charge des cas signalés. Une jeune participante de discussion avec les filles à Ziguinchor a notamment déclaré :

« Avant, beaucoup de filles gardaient leurs problèmes pour elles. Aujourd'hui, nous savons qu'il existe des personnes et des services qui peuvent nous aider et nous accompagner. »

La forte performance observée à Sédhiou pourrait s'expliquer par la combinaison de plusieurs facteurs, notamment l'implication active des radios communautaires, des leaders locaux, des Badien Gox, des clubs de jeunes et des partenaires communautaires qui ont contribué à relayer les messages du projet dans les langues locales et à atteindre un public plus large. De plus, les approches participatives utilisées par RECAF-Jeu ont permis aux participants de s'approprier les informations plutôt que de simplement les recevoir, favorisant ainsi une meilleure rétention des connaissances et leur diffusion auprès d'autres membres de la communauté.

1120.3 – Confiance accès services					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	28.64%	37.37%	50.20%	49%	102%
Ziguinchor	29.41%	37.79%	50.35%	50%	101%
Sédhiou	24.84%	36.11%	49.66%	45%	110%

L'indicateur 1120.3 (confiance à rechercher des services et informations) enregistre également une amélioration significative, passant de 28,64 % à 50,2 %, dépassant légèrement la cible de 49 % (102 %). Les deux régions atteignent ou dépassent la cible (Ziguinchor 101 %, Sédhiou 110 %). Les filles atteignent presque la cible (99 %), tandis que les garçons la dépassent (107 %). Les jeunes (18–25 ans) restent légèrement en dessous (93 %), contrairement aux adolescents (105 %) et aux personnes en situation de handicap qui dépassent largement la cible (124 %). Dans l'ensemble, ces résultats confirment que le projet a fortement amélioré les connaissances et les capacités d'accès à l'information et aux services en matière de VBG et de santé reproductive, bien que certaines inégalités persistent, notamment pour les filles en situation de handicap sur certains aspects spécifiques.

Les données qualitatives suggèrent que cette amélioration résulte de plusieurs composantes complémentaires du projet. Tout d'abord, les clubs de filles, les clubs de garçons et les espaces de dialogue ont permis aux jeunes de discuter ouvertement de sujets souvent considérés comme

sensibles, notamment les violences basées sur le genre, les droits des filles, la santé reproductive et l'hygiène menstruelle. En créant des espaces sécurisés d'échange, le projet a contribué à réduire la peur, la honte ou la stigmatisation associées à la recherche d'information ou de soutien. Les participants ont également souligné l'importance des formations, des séances de sensibilisation, des campagnes communautaires et des émissions radio qui ont permis de mieux faire connaître les structures d'accompagnement disponibles. Plusieurs jeunes ont indiqué qu'avant le projet, ils ne savaient pas vers qui se tourner en cas de problème, alors qu'ils connaissent désormais les personnes ressources, les structures communautaires et certains mécanismes de référence existants. Enfin, la forte performance observée chez les personnes en situation de handicap suggère que les efforts d'inclusion déployés par le projet ont contribué à améliorer leur accès à l'information et leur confiance dans les mécanismes de soutien disponibles.

Résultat immédiat 1130 : Amélioration de l'accès et de la participation aux sports des filles adolescentes et des jeunes femmes vulnérables et marginalisées, y compris les personnes en situation de handicap

1130.1 – Infrastructures					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	5.77%	11.11%	16.22%	80%	20%
Ziguinchor	6.21%	14.28%	14.81%	80%	19%
Sédhiou	3.78%	0.00%	20.00%	78%	26%

L'analyse de l'indicateur 1130.1 (installations sportives sensibles au genre et inclusives) révèle une amélioration limitée malgré des progrès entre l'étude de base (5,77 %) et le résultat final (16,22 %). Comparé à la cible de 80 %, cela représente un niveau d'atteinte de seulement 20 %, indiquant un écart majeur. Cette tendance est observée dans les deux régions : Ziguinchor atteint 19 % (14,81 % pour une cible de 80 %) et Sédhiou 26 % (20 % pour 78 %). Malgré une légère progression, notamment à Ziguinchor aux mi-parcours, les résultats restent très en deçà des attentes, ce qui suggère des contraintes structurelles importantes (infrastructures, ressources, aménagements) que le projet n'a pas pu pleinement adresser. Les données qualitatives recueillies permettent de mieux comprendre cette contre-performance relative. Plusieurs partenaires, entraîneurs et acteurs communautaires ont souligné que le projet a principalement concentré ses ressources sur le renforcement des capacités, la sensibilisation, le plaidoyer, le leadership des jeunes et la transformation des normes sociales, plutôt que sur des investissements majeurs en infrastructures sportives. Bien que certaines améliorations ponctuelles aient été observées, notamment à travers des actions de plaidoyer ayant conduit à la construction de vestiaires, de toilettes séparées pour les filles ou d'aménagements favorisant l'accessibilité dans certaines localités, Right To Play n'a finalement pas été en mesure de réhabiliter ou

de construire les infrastructures sportives à grande échelle qui avaient été envisagées au moment de la conception du projet.

Plusieurs informateurs clés ont indiqué que les besoins en infrastructures demeurent très importants dans les deux régions. De nombreux terrains sportifs continuent de manquer d'équipements adaptés aux filles, d'espaces sécurisés, de vestiaires, d'installations sanitaires ou d'aménagements accessibles aux personnes en situation de handicap.

Ainsi, les faibles résultats observés pour cet indicateur semblent davantage refléter des contraintes structurelles et financières que l'incapacité du projet à promouvoir des environnements plus inclusifs. Les résultats qualitatifs montrent d'ailleurs que les efforts de plaidoyer menés par le projet ont permis de sensibiliser les autorités locales à l'importance d'investir dans des infrastructures sportives sensibles au genre et inclusives, même si les changements physiques observés demeurent encore limités à l'échelle des besoins identifiés.

1130.2 – Inclusion					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	60.47%	61.94%	78.10%	81%	96%
Ziguinchor	59.51%	59.45%	77.90%	80%	97%
Sédhiou	65.20%	69.44%	78.82%	84%	94%

En revanche, l'indicateur 1130.2 (sentiment de sécurité et d'inclusion) montre une performance nettement plus positive. Le score passe de 60,47 % à 78,1 %, proche de la cible de 81 %, soit un taux d'atteinte de 96 %. Les résultats sont relativement homogènes entre régions (Ziguinchor 97 %, Sédhiou 94 %) et groupes, avec plusieurs catégories atteignant ou dépassant leurs cibles, notamment les hommes (103 %) et les jeunes (103 %). Les filles atteignent 98 % de la cible. Les personnes en situation de handicap montrent une amélioration notable (75,3 % pour une cible de 63 %, soit 120 %), bien qu'elles partent d'un niveau initial plus faible. Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que, malgré des limites importantes en matière d'infrastructures, le projet a réussi à créer des environnements perçus comme plus sûrs et inclusifs, ce qui constitue un acquis important pour la participation des filles et des groupes vulnérables.

Les groupes de discussion avec les jeunes, les entraîneurs et les personnes en situation de handicap ont révélé que les activités du projet ont favorisé des changements importants dans les attitudes, les comportements et les relations entre les participants. Plusieurs filles ont indiqué qu'elles se sentent aujourd'hui davantage respectées dans les espaces sportifs et communautaires qu'au début du projet. Les activités de sensibilisation sur l'égalité des genres, la masculinité positive et l'inclusion semblent avoir contribué à réduire certaines formes de discrimination et à favoriser une participation plus équitable des filles. Selon un jeune participant de discussion de Mlomp :

« Avant le football était uniquement réservé aux garçons mais aujourd’hui les filles le font et sont représentées dans les clubs. »

De manière similaire, plusieurs participantes ont souligné qu’elles se sentent désormais plus à l’aise pour participer aux activités sportives, prendre la parole et interagir avec les autres jeunes sans craindre les moqueries ou l’exclusion. Les personnes en situation de handicap ont également rapporté des changements significatifs dans leur sentiment d’appartenance et de reconnaissance au sein des activités du projet. Les entretiens ont montré que la participation aux activités sportives et communautaires leur a permis de développer davantage de confiance en elles et de se sentir mieux acceptées par leurs pairs. Certaines ont expliqué que le projet leur a offert des espaces où elles étaient considérées avant tout comme des participantes à part entière plutôt que définies par leur handicap. Malgré les progrès importants observés, la cible n’a pas été entièrement atteinte en raison de la persistance de certaines barrières sociales et structurelles. Les discussions qualitatives montrent que certaines filles continuaient à faire face à des normes de genre restrictives, à des contraintes familiales ou à des craintes liées au regard des autres. De plus, les limites observées en matière d’infrastructures sportives inclusives et d’accessibilité ont pu réduire le sentiment de sécurité et d’inclusion de certains participants, malgré les efforts déployés par le projet.

34

Résultat intermédiaire 1200 : *Adhésion accrue des membres de la famille et de la communauté, y compris les hommes et les garçons, pour soutenir l’égalité des genres*

1200.1 – Engagement					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D’atteinte
Total	15.86%	21.33%	23.81%	26%	92%
Ziguinchor	15.75%	25.00%	25.57%	26%	98%
Sédhiou	16.37%	14.08%	20.22%	27%	75%

L’indicateur 1200.1 (engagement communautaire en faveur de l’égalité des genres) montre une progression de 15,86 % à 23,81 %, restant en dessous de la cible de 26 %, soit un taux d’atteinte de 92 %. Les résultats sont contrastés selon les zones : Ziguinchor atteint presque la cible (98 %), tandis que Sédhiou reste en retrait (75 %). Les hommes atteignent 94 % de la cible contre seulement 72 % pour les femmes, suggérant une mobilisation plus forte des hommes dans les actions déclarées.

Les données qualitatives recueillies durant l’évaluation indiquent que cette progression est largement attribuable aux différents mécanismes communautaires mis en place par le projet RECAF-Jeu. Les clubs de filles et de garçons, les formations, les campagnes de sensibilisation, les forums publics, les activités de plaidoyer, les émissions radio communautaires ainsi que les approches de masculinité positive ont permis d’ouvrir des espaces de dialogue sur des questions qui étaient auparavant peu discutées au sein des communautés. Les participants ont fréquemment mentionné que ces activités ont favorisé une

plus grande implication des familles, des leaders communautaires, des enseignants, des entraîneurs et des jeunes eux-mêmes dans la promotion des droits des filles. Plusieurs jeunes ont expliqué que les activités de sensibilisation les ont encouragés à devenir des ambassadeurs du changement dans leur entourage. Une participante de discussion à Bignona a déclaré :

« Aujourd’hui, quand je vois une situation injuste envers une fille, je peux en parler et expliquer pourquoi cela doit changer. »

De leur côté, plusieurs garçons ont indiqué que les discussions sur la masculinité positive les ont amenés à remettre en question certaines attitudes ou comportements qu’ils considéraient auparavant comme normaux. Un participant de discussion à Sédhiou a ainsi expliqué :

« Nous avons appris que soutenir les filles ne nous enlève rien, au contraire cela aide toute la communauté à avancer. »

L’engagement communautaire semble également avoir été renforcé par l’implication active des radios communautaires, des Badien Gox, des entraîneurs, des organisations et clubs sportif et des autorités locales qui ont contribué à relayer les messages du projet dans les villages et quartiers. Les témoignages recueillis auprès des partenaires montrent que plusieurs acteurs locaux ont progressivement intégré les questions d’égalité des genres dans leurs activités régulières, contribuant à élargir la portée des interventions au-delà des participants directs.

La légère non-atteinte de la cible peut s’expliquer par plusieurs facteurs. Les changements de normes sociales et les transformations communautaires nécessitent généralement un temps plus long que la durée d’un projet pour produire des effets pleinement visibles. Les données qualitatives montrent que certaines résistances persistent encore, notamment autour des rôles traditionnels attribués aux filles et aux garçons, du partage des responsabilités domestiques ou de la participation des filles dans certains espaces publics. Les résultats plus faibles observés à Sédhiou pourraient également refléter des contextes socioculturels plus conservateurs ou un rythme d’appropriation communautaire différent. Enfin, le fait que les femmes rapportent un niveau d’engagement inférieur à celui des hommes peut s’expliquer par leur perception plus critique des changements réellement observés dans leur environnement quotidien, étant souvent les premières concernées par les inégalités persistantes.

Dans l’ensemble, les résultats quantitatifs et qualitatifs convergent pour démontrer que le projet a contribué à renforcer l’engagement communautaire en faveur de l’égalité des genres.

1200.2 – Encouragement sport					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D’atteinte
Total	19.23%	24.17%	30.94%	30%	103%
Ziguinchor	18.86%	21.43%	29.76%	29%	103%
Sédhiou	20.90%	29.58%	33.77%	31%	109%

En revanche, l'indicateur 1200.2 (encouragement des jeunes à pratiquer du sport) affiche une performance positive, passant de 19,23 % à 30,94 %, dépassant la cible de 30 %, soit 103 % d'atteinte. Cette performance est observée dans les deux régions (Ziguinchor 103 %, Sédhiou 109 %) et particulièrement chez les hommes (102 %) et les femmes (111 %), traduisant un changement de normes sociales en faveur de la participation des filles au sport.

Plusieurs participants ont indiqué que les activités sportives organisées par le projet ont progressivement démontré aux parents, aux leaders communautaires et aux autres membres de la communauté que les filles pouvaient participer au sport au même titre que les garçons tout en développant des compétences utiles pour leur avenir. Les compétitions sportives, les activités VSD (Vendredi-Samedi-Dimanche), les tournois communautaires, les clubs de filles et les démonstrations publiques ont contribué à rendre plus visible la participation des filles dans des espaces qui leur étaient auparavant moins accessibles.

Plusieurs participantes ont expliqué que leurs familles étaient initialement réticentes à leur participation aux activités sportives, mais que cette perception a évolué après avoir observé les bénéfices du projet sur leur comportement, leur discipline, leur confiance en elles et leurs résultats scolaires. Une jeune fille qui a participé à atelier de Cap Skirring a notamment déclaré :

« Avant, mes parents pensaient que le sport était surtout pour les garçons. Aujourd'hui, ils m'encouragent à participer parce qu'ils voient que cela m'aide à avoir confiance en moi et à mieux réussir. »

Les garçons interrogés ont également indiqué que les activités de sensibilisation sur l'égalité des genres et la masculinité positive les ont amenés à soutenir davantage la participation des filles aux activités sportives. Comme un participant d'atelier à Cap Skirring a expliqué : *« Nous avons compris que les filles ont les mêmes capacités que nous. »* Cette évolution des attitudes semble avoir contribué à créer des environnements plus accueillants et inclusifs pour les filles.

Les entraîneurs et leaders communautaires ont par ailleurs observé une augmentation de la participation féminine aux activités sportives au cours du projet. Plusieurs d'entre eux ont souligné que les clubs de filles et les formations dispensées par Right To Play ont permis de renforcer la confiance des participantes et de convaincre progressivement les familles de l'importance du sport comme outil d'apprentissage, de leadership et de développement personnel.

Ainsi, au-delà de l'augmentation mesurée par l'indicateur, les résultats qualitatifs montrent que le projet a contribué à transformer progressivement les perceptions communautaires du sport, en le faisant passer d'une activité souvent perçue comme réservée aux garçons à un espace d'épanouissement, de leadership et d'apprentissage accessible aux filles et aux jeunes femmes.

1200.3 – Engagement des garçons dans le plaidoyer contre la VBG

Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	7.04%	20.48%	35.81%	28%	128%
Ziguinchor	7.05%	15.25%	30.98%	28%	111%
Sédhiou	9.42%	33.33%	47.54%	30%	158%

L'indicateur 1200.3 montre les résultats les plus marquants, avec une progression de 7,04 % à 35,81 %, dépassant largement la cible de 28 %, soit 128 % d'atteinte. Cette dynamique est particulièrement forte à Sédhiou (158 %) et chez les adolescents (114 %) ainsi que chez les jeunes (99 %, proche de la cible). Les garçons en situation de handicap atteignent également la cible (102 %). Ces résultats indiquent un changement significatif dans l'implication des garçons en tant qu'acteurs du changement, en cohérence avec l'approche du projet visant la masculinité positive. Dans l'ensemble, le résultat 1200 est globalement atteint, avec des progrès solides en matière d'engagement communautaire, bien que certaines disparités persistent, notamment dans la participation globale aux actions en faveur de l'égalité des genres.

Les participants ont expliqué que les activités de masculinité positive organisées dans les clubs de jeunes, les séances de réflexion, les discussions communautaires et les activités sportives leur ont permis de remettre en question certaines croyances ou comportements qu'ils considéraient auparavant comme normaux. Les garçons ont fréquemment indiqué avoir développé une meilleure compréhension des conséquences des violences, des discriminations et des inégalités auxquelles les filles sont confrontées dans leur quotidien. Les approches utilisées par le projet semblent avoir été particulièrement efficaces parce qu'elles ont évité de présenter l'égalité des genres comme une opposition entre filles et garçons. Au contraire, les activités ont favorisé le dialogue, la réflexion collective et la recherche de solutions communes. Plusieurs garçons ont expliqué qu'ils ont progressivement compris que la promotion des droits des filles bénéficie à l'ensemble de la communauté.

Les activités sportives ont également joué un rôle important dans cette transformation. En favorisant la participation conjointe des filles et des garçons, elles ont permis de développer des relations basées sur le respect mutuel, la coopération et la confiance. Plusieurs jeunes ont indiqué que le fait de jouer, apprendre et participer ensemble leur a permis de mieux apprécier les capacités des filles et de remettre en question certains stéréotypes liés au genre. Comme un participant de discussion en groupe avec les garçons à Ziguinchor a expliqué :

« Aujourd'hui, quand une fille veut jouer ou participer à une activité, nous l'encourageons. Nous savons qu'elle peut réussir autant que nous. »

Les entraîneurs et leaders communautaires ont également confirmé cette évolution. Plusieurs ont observé que les garçons prennent désormais davantage position contre les comportements

discriminatoires, interviennent lorsqu'ils sont témoins d'injustices et participent activement aux activités de sensibilisation organisées dans leurs communautés. Certains jeunes sont même devenus des relais communautaires et des ambassadeurs des messages du projet auprès de leurs pairs. Cette forte performance constitue un acquis particulièrement important pour la durabilité des résultats du projet. En effet, les changements observés chez les garçons contribuent à créer un environnement plus favorable à l'autonomisation des filles et à la réduction des violences basées sur le genre.

Résultat immédiat 1210 : Capacité accrue des familles et des communautés à surmonter les obstacles à l'égalité des genres et à la réalisation des droits des adolescentes et des jeunes femmes

Ces résultats contribuent directement au résultat intermédiaire 1200 relatif à l'engagement accru des communautés en faveur de l'égalité des genres, car une meilleure connaissance des lois, des mécanismes de signalement et des services disponibles favorise une participation plus active des citoyens à la prévention des violences et à la protection des droits des filles. À son tour, cet engagement communautaire contribue au résultat ultime du projet, qui vise le renforcement de l'autonomisation des filles adolescentes et des jeunes femmes. En effet, lorsque les communautés connaissent mieux les mécanismes de protection et les recours existants, les filles évoluent dans un environnement plus favorable à l'exercice de leurs droits, à leur participation sociale et à leur développement personnel.

1210.1 – Connaissance lois					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	42.09%	45.50%	57.86%	53%	109%
Ziguinchor	46.00%	51.43%	57.49%	56%	103%
Sédhiou	24.49%	33.80%	58.62%	35%	167%

L'indicateur 1210.1 (connaissance des lois, services et mécanismes de signalement) montre une amélioration significative, passant de 42,09 % à 57,86 %, dépassant la cible de 53 %, soit un niveau d'atteinte de 109 %. Cette performance est observée dans toutes les catégories, avec Ziguinchor à 103 % et Sédhiou à 167 %, indiquant un rattrapage particulièrement marqué dans cette dernière région. Par sexe, les hommes (112 %) et les femmes (120 %) dépassent également leurs cibles respectives, traduisant une diffusion large des connaissances au sein des communautés. Ces résultats confirment l'efficacité des actions de sensibilisation et de formation menées par le projet. Les résultats qualitatifs montrent également que les participants ne se sont pas seulement approprié des connaissances théoriques, mais qu'ils ont développé une meilleure capacité à orienter d'autres personnes vers les services appropriés. Plusieurs jeunes ont expliqué qu'ils sont désormais capables de conseiller leurs pairs ou des membres de leur famille lorsqu'ils sont confrontés à des situations de violence, de mariage précoce ou d'autres formes d'injustice. Cette évolution semble avoir été particulièrement favorisée par

l'approche participative du projet, qui a encouragé les échanges entre pairs, les discussions ouvertes et la réflexion collective sur les droits et les responsabilités de chacun.

1210.2 – Attitudes positives					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	41.39%	52.13%	53.96%	52%	104%
Ziguinchor	42.24%	52.14%	55.04%	53%	104%
Sédhiou	37.57%	52.11%	51.76%	48%	108%

L'indicateur 1210.2 (attitudes positives envers la participation des filles au sport) montre également une progression importante, de 41,39 % à 53,96 %, dépassant la cible de 52 %, soit 104 % d'atteinte. Les résultats sont globalement homogènes entre régions (Ziguinchor 104 %, Sédhiou 108 %), avec des performances élevées chez les hommes (107 %) et les femmes (103 %). Cette évolution traduit un changement notable des normes sociales en faveur de l'inclusion des filles dans le sport. Dans l'ensemble, le résultat 1210 est pleinement atteint, avec des progrès solides tant en termes de connaissances que d'attitudes, renforçant la capacité des communautés à soutenir durablement l'égalité des genres.

Les entretiens menés auprès des jeunes et des entraîneurs révèlent également que les activités de sensibilisation sur l'égalité des genres et la masculinité positive ont joué un rôle déterminant dans cette évolution. Plusieurs garçons ont expliqué qu'ils considèrent aujourd'hui la participation des filles au sport comme normale et bénéfique pour la communauté. Les parents interrogés ont également souligné que leur perception du sport féminin a évolué au fil du projet. Pour plusieurs familles, la participation des filles aux activités sportives n'est plus uniquement perçue comme un loisir, mais aussi comme un moyen de développer la discipline, la confiance en soi, le leadership et les compétences de vie. Cette évolution est particulièrement importante puisqu'elle contribue à lever certaines barrières sociales qui limitaient auparavant la participation des filles.

Au-delà du changement d'attitude observé, cet indicateur joue un rôle clé dans l'intervention du projet. En effet, lorsque les communautés reconnaissent davantage la légitimité de la participation des filles au sport, elles sont plus susceptibles de soutenir leur implication dans les activités éducatives, de leadership et de plaidoyer promu par RECAF-Jeu.

Résultat immédiat 1220 : Capacité accrue des entraîneurs et des relais à former et informer les adolescentes sur les services de compétences de vie, de VBG et de santé reproductive (RHR)

1220.1 – Connaissance entraîneurs					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	N/A	96.30%	97.30%	N/A	N/A
Ziguinchor	N/A	97.62%*	100%	N/A	N/A
Sédhiou	N/A	94.44%*	90%	N/A	N/A
*approximation moyenne hommes/femmes					

L'indicateur 1220.1 (connaissance des lois, services et mécanismes de signalement) montre un niveau très élevé, passant à 97,3 % au résultat final (contre 96,30 % au mi-parcours), ce qui indique une maîtrise quasi généralisée des contenus par les entraîneurs. Toutefois, l'absence de données de base et de cible (« à déterminer ») ne permet pas de calculer un taux d'atteinte. Les résultats désagrégés confirment cette tendance élevée, avec 100 % chez les entraîneurs de Ziguinchor (hommes et femmes) et chez les hommes de Sédhiou (90 %), tandis que les données pour les femmes de Sédhiou ne sont pas disponibles.

Les résultats qualitatifs montrent que les entraîneurs et entraîneuses ont joué un rôle bien plus large que celui d'encadreurs sportifs. Les entretiens révèlent qu'ils sont progressivement devenus des personnes de confiance vers lesquelles les jeunes se tournent pour obtenir des conseils ou signaler certaines difficultés. Les formations dispensées dans le cadre de RECAF-Jeu sur l'égalité des genres, la protection des enfants, les violences basées sur le genre, la santé reproductive et les mécanismes de référence semblent avoir considérablement renforcé leur capacité d'accompagnement. Plusieurs entraîneurs ont indiqué qu'avant le projet, ils ne disposaient pas toujours des connaissances nécessaires pour réagir adéquatement à certaines situations sensibles, alors qu'ils se sentent aujourd'hui mieux préparés à orienter les jeunes vers les ressources appropriées.

Cette progression semble notamment attribuable à l'approche intégrée du projet qui a combiné formations techniques, mentorat, accompagnement continu et participation active des entraîneurs aux activités communautaires. Les séances de renforcement des capacités, les échanges avec les équipes de Right To Play et leur implication dans les clubs de filles et de garçons ont favorisé une appropriation durable des connaissances. Les entraîneurs interrogés ont également indiqué que les outils pédagogiques fournis par le projet les ont aidés à intégrer ces thématiques dans leurs interactions régulières avec les jeunes.

Même en l'absence de cible de référence, les résultats observés constituent un acquis important puisque les entraîneurs représentent un maillon essentiel de la chaîne de protection et

d'autonomisation promue par le projet. En renforçant leurs connaissances, RECAF-Jeu a contribué à créer des environnements sportifs plus sécuritaires et plus favorables au respect des droits des filles. Cette capacité accrue des entraîneurs contribue directement au résultat intermédiaire portant sur l'engagement communautaire en faveur de l'égalité des genres et soutient, à plus long terme, le résultat ultime d'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes.

1220.2 – Mise en œuvre d'initiatives d'autonomisation par les entraîneurs et entraîneuses					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux d'atteinte
Total	N/A	66.67%	81.08%	N/A	N/A
Ziguinchor	N/A	66.67%	76.37%	N/A	N/A
Sédhiou	N/A	66.67%	100%*	N/A	N/A
*données femmes non disponibles					

L'indicateur 1220.2 (mise en œuvre d'initiatives d'autonomisation) montre également une progression notable, de 66,67 % à 81,08 %, indiquant une augmentation de l'engagement actif des entraîneurs et relais. Là encore, l'absence de cible empêche l'évaluation du niveau d'atteinte, mais les résultats suggèrent une dynamique positive, particulièrement forte chez les hommes de Sédhiou (100 %), tandis que les données pour les femmes de cette région ne sont pas disponibles.

1220.3 – Pourcentage d'entraîneurs et de relais qui déclarent avoir confiance en eux pour plaider en faveur de l'autonomisation des filles par le sport et pour la prévention des VBG					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux d'atteinte
Total	N/A	74.07%	75.68%	N/A	N/A
Ziguinchor	N/A	76.19%	77.78%	N/A	N/A
Sédhiou	N/A	66.67%	70%*	N/A	N/A

L'indicateur 1220.3 (confiance des entraîneurs à plaider pour l'autonomisation et la prévention des VBG) montre une amélioration modérée, passant de 74,07 % à 75,68 %. Bien que la progression soit plus limitée que pour les autres indicateurs, les niveaux restent élevés, avec des variations selon les groupes : Ziguinchor atteint 77,78 %, contre 70 % à Sédhiou ; les femmes affichent un niveau plus élevé (80 %) que les hommes (75 %). En l'absence de données de base complètes et de cibles définies pour l'ensemble des indicateurs, il n'est pas possible de juger pleinement de la performance en termes d'atteinte des objectifs. Néanmoins, les résultats disponibles indiquent globalement un renforcement

important des capacités des entraîneurs et relais, tant en termes de connaissances que de pratiques et de confiance, malgré certaines lacunes de données, notamment pour les femmes à Sédhiou.

Contrairement aux indicateurs précédents qui mesurent principalement l'acquisition de connaissances ou la mise en œuvre d'actions, cet indicateur porte davantage sur une dimension comportementale et personnelle : la confiance à agir, à prendre position publiquement et à porter des messages parfois sensibles dans la communauté. Les données qualitatives suggèrent que cette dimension évolue généralement plus lentement que les connaissances techniques. Plusieurs entraîneurs ont indiqué qu'ils maîtrisent désormais les notions liées à l'égalité des genres et aux VBG, mais que le plaidoyer demeure parfois difficile dans des contextes où certaines normes sociales sont profondément ancrées. Prendre publiquement position sur des questions telles que les mariages précoces, les violences envers les filles ou la participation des filles au sport peut encore susciter des résistances dans certaines communautés.

Malgré cela, les entretiens réalisés avec les entraîneurs montrent une évolution importante de leur rôle au sein des communautés. Plusieurs entraîneurs ont expliqué qu'ils interviennent désormais régulièrement pour encourager les parents à soutenir la participation des filles aux activités sportives, sensibiliser les jeunes sur les droits des filles ou promouvoir des relations plus égalitaires entre garçons et filles. Certains ont également indiqué avoir acquis davantage d'assurance grâce aux formations dispensées par RECAF-Jeu, aux séances de mentorat ainsi qu'aux échanges avec les équipes de Right To Play et les autres entraîneurs. Comme un entraîneur de Ziguinchor a exprimé lors d'un entretien :

« Aujourd'hui, je me sens capable de parler de ces sujets avec les parents et les jeunes. Avant, je n'étais pas toujours à l'aise pour aborder certaines questions liées aux violences ou à l'égalité entre les filles et les garçons. »

Les résultats qualitatifs montrent également que les activités de masculinité positive, les formations sur les compétences de vie, les ateliers communautaires et la participation active des entraîneurs aux clubs de filles et de garçons ont contribué à renforcer progressivement leur confiance. Plusieurs entraîneurs ont souligné que les progrès observés dans la confiance des filles, leur prise de parole et leur participation aux activités sportives les encouragent à continuer à jouer un rôle de leader et de modèle positif.

La progression relativement limitée observée entre la mi-parcours et la fin du projet pourrait s'expliquer par un effet de plafond. En effet, le niveau de départ était déjà élevé (74,07 %), laissant moins de marge pour enregistrer des gains importants. Il est également possible que certains entraîneurs, bien qu'ayant acquis les connaissances nécessaires, continuent de faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit d'aborder publiquement certaines questions sensibles dans leur environnement social.

Cet indicateur joue néanmoins un rôle stratégique. Des entraîneurs confiants et engagés constituent des vecteurs essentiels de changement au sein des clubs, des écoles et des communautés. Leur capacité à promouvoir les droits des filles, à prévenir les violences et à influencer positivement les attitudes des jeunes contribue directement aux résultats intermédiaires liés à l'engagement communautaire et à la transformation des normes sociales. À plus long terme, cette évolution renforce les conditions

nécessaires à l'atteinte du résultat ultime du projet, soit l'autonomisation accrue des adolescentes et des jeunes femmes dans et par le sport.

Résultat immédiat 1230 : Capacité accrue des garçons et des hommes à devenir des champions et alliés de l'égalité des genres

1230.1 – Connaissance SR garçons					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	26.91%	49.40%	52.97%	47%	113%
Ziguinchor	29.25%	45.76%	55.37%	50%	111%
Sédhiou	18.75%	58.33%	47.13%	39%	121%

43

L'indicateur 1230.1 (connaissance des droits en santé reproductive par les garçons) montre une progression importante, passant de 26,91 % à 52,97 %, dépassant la cible de 47 %, soit un niveau d'atteinte de 113 %. Cette performance est observée dans toutes les catégories, notamment à Ziguinchor (111 %) et à Sédhiou (121 %). Les jeunes (18–25 ans) dépassent également la cible (124 %), contrairement aux adolescents (10–17 ans) qui restent en dessous (90 %). Les garçons en situation de handicap dépassent largement la cible (121 %), tout comme ceux sans handicap (116 %).

Les données qualitatives recueillies lors des groupes de discussion et des entretiens suggèrent que RECAF-Jeu a contribué à repositionner les questions de santé reproductive non plus comme une problématique exclusivement féminine, mais comme une responsabilité partagée entre filles et garçons. Plusieurs participants ont expliqué qu'avant leur participation au projet, ils disposaient de peu d'informations sur la santé reproductive, l'hygiène menstruelle ou les défis rencontrés par les filles durant l'adolescence. Les activités du projet leur ont permis de mieux comprendre les enjeux liés à la santé et aux droits des filles, mais également leur propre rôle dans la promotion d'un environnement plus respectueux et inclusif. Comme l'a exprimé un jeune participant : « Avant, nous ne comprenions pas vraiment ce que vivaient les filles. Maintenant, nous savons pourquoi il est important de les soutenir et de respecter leurs droits. »

Les résultats qualitatifs indiquent également que les activités sportives ont joué un rôle particulier dans cette évolution. En favorisant les interactions régulières entre filles et garçons dans un cadre sécuritaire, elles ont contribué à développer l'empathie, la compréhension mutuelle et le respect des réalités vécues par chacun. Plusieurs entraîneurs ont observé que les garçons abordent aujourd'hui ces sujets avec davantage de maturité et sont plus disposés à soutenir les initiatives liées à la santé reproductive et à l'égalité des genres. Le dépassement de la cible semble ainsi directement lié à l'approche intégrée du projet, qui a combiné activités sportives, sensibilisation communautaire, éducation aux compétences de vie et promotion de la masculinité positive. L'importante performance enregistrée à Sédhiou pourrait également refléter la forte implication des partenaires

communautaires, des radios locales et des leaders communautaires dans la diffusion des messages du projet.

En revanche, les résultats plus faibles observés chez les adolescents de 10 à 17 ans (90 %) pourraient s'expliquer par leur plus jeune âge et par une exposition plus limitée à certaines thématiques liées à la santé reproductive. Les discussions qualitatives suggèrent également que certains sujets demeurent parfois sensibles à aborder avec les plus jeunes en raison des normes culturelles ou des réticences familiales. Malgré cela, les progrès observés au sein de ce groupe demeurent significatifs et indiquent que les bases d'un changement durable sont en cours de construction. L'amélioration des connaissances constitue un résultat immédiat essentiel puisqu'elle contribue directement au renforcement des attitudes positives des garçons envers les droits des filles et à leur engagement dans la promotion de l'égalité des genres. À son tour, cette évolution favorise un environnement communautaire plus favorable à l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes, contribuant ainsi à l'atteinte des résultats intermédiaires liés au changement des normes sociales et, ultimement, au résultat ultime du projet.

1230.2 – Confiance plaider					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	27.77%	44.58%	54.01%	48%	113%
Ziguinchor	27.28%	44.07%	53.46%	48%	111%
Sédhiou	29.47%	45.83%	55.33%	50%	111%

L'indicateur 1230.2 (confiance à plaider contre la VBG) suit une tendance similaire, passant de 27,77 % à 54,01 %, au-dessus de la cible de 48 % (113 %). Les deux régions dépassent la cible (Ziguinchor 111 %, Sédhiou 111 %), avec des résultats particulièrement élevés chez les adolescents (131 %) et les jeunes (99 %, proche de la cible). Toutefois, les garçons en situation de handicap restent en dessous (76 %), indiquant une disparité à ce niveau.

Malgré les résultats globalement très positifs observés pour cet indicateur, les garçons vivant avec un handicap affichent un niveau de performance inférieur à la cible (76 %), ce qui suggère l'existence de barrières spécifiques limitant leur confiance à s'engager dans des actions de plaider contre les violences basées sur le genre. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cet écart. Tout d'abord, les données qualitatives montrent que les jeunes vivant avec un handicap disposent généralement de moins d'opportunités de participation dans les espaces publics et communautaires, ce qui peut affecter leur confiance à prendre la parole ou à défendre publiquement certaines causes. Certains participants ont également évoqué des obstacles liés à la mobilité, à l'accessibilité de certaines activités ou à la faible représentation des personnes en situation de handicap dans les instances communautaires.

Par ailleurs, le plaidoyer implique souvent une exposition publique, des interactions avec des autorités ou des groupes communautaires, ainsi qu'une certaine confiance en sa capacité d'influencer les autres. Or, les normes sociales et les préjugés associés au handicap peuvent parfois limiter le sentiment de légitimité ou de pouvoir d'agir de ces jeunes, même lorsqu'ils possèdent les connaissances nécessaires. Les entretiens menés avec certains acteurs communautaires suggèrent également que les personnes en situation de handicap sont encore moins sollicitées pour occuper des rôles visibles de leadership ou de représentation, ce qui peut réduire les occasions de développer progressivement cette confiance.

Enfin, contrairement aux adolescents qui ont fortement bénéficié des activités collectives de leadership, de masculinité positive et des espaces de discussion entre pairs, les garçons vivant avec un handicap n'ont pas toujours participé avec la même intensité à l'ensemble des activités du projet. Malgré ces contraintes, les résultats demeurent supérieurs à ceux observés à l'étude de base et témoignent d'une progression importante. Ils suggèrent néanmoins que des approches encore plus ciblées en matière d'inclusion, de mentorat et de développement du leadership pourraient permettre de renforcer davantage la confiance des jeunes vivant avec un handicap à devenir eux aussi des acteurs visibles du changement social.

1230.3 – Attitudes positives garçons					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	46.20%	74.70%	73.81%	67%	110%
Ziguinchor	46.79%	74.58%	75.51%	67%	113%
Sédhiou	44.13%	75.00%	69.67%	65%	107%

L'indicateur 1230.3 (attitudes positives envers la participation des filles au sport) montre également des résultats solides, passant de 46,20 % à 73,81 %, dépassant la cible de 67 %, soit 110 % d'atteinte. Les deux régions atteignent ou dépassent leurs cibles (Ziguinchor 113 %, Sédhiou 107 %). Les adolescents (113 %) et les jeunes (108 %) affichent des performances élevées, tout comme les garçons en situation de handicap (113 %) et sans handicap (112 %). Ces résultats confirment un changement significatif des attitudes et des comportements des garçons, en cohérence avec l'approche du projet visant la masculinité positive. Dans l'ensemble, le résultat 1230 est pleinement atteint, avec des progrès importants en matière de connaissances, de confiance et d'attitudes, bien que certaines disparités persistent pour les groupes les plus vulnérables.

Les données qualitatives recueillies lors des groupes de discussion et des entretiens montrent que le projet a contribué à transformer progressivement la perception du rôle des garçons dans la promotion de l'égalité des genres. Les ateliers participatifs ont révélé que de nombreux garçons se sentent aujourd'hui davantage capables d'intervenir lorsqu'ils sont témoins de comportements discriminatoires ou de situations qu'ils jugent injustes. Plusieurs jeunes ont expliqué qu'ils n'hésitent

plus à sensibiliser leurs amis ou leurs camarades lorsqu'ils observent des attitudes contraires aux valeurs promues par le projet. Comme l'a résumé un participant :

« Avant, je restais silencieux quand j'entendais des propos blessants envers les filles. Maintenant, je peux expliquer pourquoi ce n'est pas acceptable et encourager les autres à changer leur comportement. »

Les entraîneurs et leaders communautaires interrogés ont également confirmé cette évolution. Plusieurs ont observé que les garçons prennent davantage la parole lors des activités communautaires, participent aux campagnes de sensibilisation et jouent un rôle plus actif dans les discussions sur les droits des filles et la prévention des violences. Certains sont même devenus des relais communautaires capables de diffuser les messages du projet au sein de leurs écoles, clubs sportifs et quartiers.

La forte performance observée chez les adolescents suggère que les interventions du projet ont été particulièrement efficaces auprès des plus jeunes, probablement parce qu'ils sont à une étape de leur développement où les attitudes et comportements restent fortement malléables. Les activités sportives, combinées aux séances de réflexion sur les rôles de genre et le respect mutuel, semblent avoir créé un environnement favorable à cette transformation.

En revanche, les résultats plus faibles observés chez les garçons vivant avec un handicap pourraient s'expliquer par plusieurs facteurs. Les entretiens réalisés dans le cadre de l'évaluation indiquent que ces jeunes disposent parfois de moins d'occasions de participer aux espaces de dialogue, aux activités de plaidoyer ou aux initiatives communautaires. Des obstacles liés à la mobilité, à l'accessibilité de certaines activités ou encore à l'isolement social peuvent limiter leur exposition aux opportunités de leadership et de prise de parole. Bien que les efforts d'inclusion du projet aient permis des progrès importants, ces résultats suggèrent qu'un accompagnement plus ciblé pourrait être nécessaire afin de renforcer leur confiance et leur participation aux actions de plaidoyer.

Dans la chaîne de résultats du projet, cet indicateur joue un rôle déterminant. Une plus grande confiance des garçons à dénoncer les violences et à promouvoir l'égalité contribue directement au résultat intermédiaire relatif à l'engagement communautaire en faveur de l'égalité des genres. À plus long terme, cette évolution favorise la création d'environnements plus sûrs et plus inclusifs pour les filles et les jeunes femmes, contribuant ainsi à l'atteinte du résultat ultime d'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes dans et par le sport.

Résultat intermédiaire 1300 : Responsabilisation accrue des institutions clés en matière de respect, de promotion et de réalisation des droits des filles adolescentes et des jeunes femmes dans et par le sport

1300.1 – Politiques pertinentes au niveau local qui promeuvent l'autonomisation des filles dans et par le sport						
	Base	Mi-parcours	Final	Total	Cible	Taux D'atteinte
Total	0	3	6	9	6	150%

Les résultats de l'évaluation finale montrent une progression importante des engagements politiques et institutionnels en faveur de l'autonomisation des filles dans et par le sport. Alors qu'aucune politique pertinente n'était recensée à la base en 2022 (0% (0/6)), les résultats cumulés du projet indiquent que 150% (9/6) de la cible initiale ont finalement été atteints, dépassant ainsi largement les objectifs fixés.

Au niveau de l'année 4, le projet avait déjà atteint 50% (3/6) de la cible, avant d'enregistrer des progrès supplémentaires en année 5 avec 100% (6/6) des réalisations annuelles prévues. Cette évolution montre que plusieurs avancées institutionnelles majeures ont été consolidées vers la fin du projet, traduisant un renforcement progressif de l'appropriation des enjeux liés aux droits des filles.

L'analyse par catégorie montre que les politiques institutionnelles en matière de genre ont atteint un niveau cumulé de 200% (4/2) de la cible. Les politiques des institutions de jeunesse ont également dépassé les attentes avec 200% (4/2), tandis que les organisations de personnes en situation de handicap ont atteint 50% (1/2) de la cible prévue.

Plusieurs changements institutionnels concrets illustrent ces progrès. Par exemple, les Organisme Régional de Coordination des Activités de Vacances (ORCAV) de Ziguinchor et Sédhiou ont modifié leurs textes réglementaires afin d'intégrer une commission dédiée aux femmes. La Fédération Sénégalaise de Football a également décentralisé en 2025 la formation Licence C à Ziguinchor grâce aux résultats obtenus par le projet sur le renforcement des femmes entraîneurs (entraîneuse). Par ailleurs, certaines communes, notamment Mlomp et Thionck Essyl, ont intégré des lignes budgétaires sensibles au genre et dédiées aux jeunes, tandis que la commune de Ziguinchor a prévu des lignes budgétaires consacrées à la lutte contre les violences basées sur le genre.

Ces résultats démontrent que le projet a réussi à générer des changements institutionnels concrets et durables, avec un niveau d'appropriation politique supérieur aux attentes initiales.

1300.2 – Actions concrètes prises par des institutions clés en réponse au plaidoyer des jeunes sur l'autonomisation des filles dans le sport

	Base	Mi-parcours	Final	Total	Cible	Taux D'atteinte
Total	0	3	3	6	6	100%

Les résultats montrent également une évolution positive des réponses institutionnelles au plaidoyer des jeunes. Alors qu'aucune action concrète n'était recensée à la ligne de base (0% (0/6)), les résultats cumulés indiquent que la cible finale a été entièrement atteinte avec 100% (6/6) des actions prévues réalisées depuis le début du projet.

En année 4, les résultats avaient atteint 50% (3/6) de la cible, et les données de l'année 5 montrent une stabilisation des acquis avec également 50% (3/6) des réalisations prévues pour cette période. Cette évolution suggère que plusieurs actions majeures avaient déjà été enclenchées avant la dernière année du projet, avec une consolidation progressive des réponses institutionnelles.

Au niveau sectoriel, les institutions de genre ont atteint 100% (2/2) de la cible cumulée, tandis que les établissements jeunesse ont atteint 50% (1/2). Les organisations de personnes en situation de handicap ont dépassé la cible prévue avec 150% (3/2), démontrant une forte dynamique autour des questions d'inclusion.

Parmi les actions concrètes identifiées figurent la construction de toilettes séparées (spécifique au genre) et de vestiaires pour les filles au stade de Thionck Essyl, ainsi que la mise en place d'une rampe d'accès pour les personnes en situation de handicap par la mairie de Sédhio à la suite des activités de plaidoyer menées lors des « 72h de l'inclusion » en novembre 2025. Un comité régional parasport ad-hoc a également été créé à Sédhio.

Ces résultats démontrent que le plaidoyer des jeunes a contribué à générer des réponses institutionnelles concrètes et visibles, notamment en matière d'infrastructures inclusives et sensibles au genre.

1300.3 – Nouvelles initiatives et/ou engagements d'institutions clés issus de forums publics, de dialogues et de campagnes de plaidoyer soutenus pour respecter, promouvoir et réaliser les droits des adolescentes et des jeunes femmes dans et par le sport

	Base	Mi-parcours	Final	Total	Cible	Taux D'atteinte
Total	0	3	3	6	6	100%

Les résultats montrent une progression importante des engagements institutionnels issus des forums publics, dialogues et campagnes de plaidoyer soutenus par le projet. À partir d'une base nulle (0% (0/6)), les résultats cumulés indiquent que 100% (6/6) de la cible ont été atteints à la fin du projet.

En année 4, les résultats avaient déjà atteint 50% (3/6) de la cible, tandis que les données de l'année 5 montrent également 50% (3/6) de réalisations supplémentaires, traduisant une continuité des engagements institutionnels jusqu'à la clôture du projet.

Au niveau sectoriel, les institutions de genre ont dépassé leur cible avec 150% (3/2) des engagements prévus réalisés. Les organisations de personnes en situation de handicap ont atteint 100% (2/2), tandis que les établissements jeunesse ont atteint 50% (1/2).

Les engagements recensés incluent notamment :

- L'engagement du Directeur Régional de l'Action Sociale pour la pérennisation des acquis du projet RECAF-Jeu sur les questions d'inclusion ;
- L'engagement de la Direction de l'Équité, de l'Égalité et du Genre (DEEG) à poursuivre la mise en place des clubs de masculinité positive dans le pôle Sud ;
- L'engagement du ministère de la Famille et des Solidarités à accompagner la pérennisation des acquis du projet dans les régions de Ziguinchor et Sédhiou.

Ces résultats montrent que les espaces de dialogue et de plaidoyer ont favorisé une appropriation progressive des enjeux du projet par plusieurs institutions publiques et partenaires stratégiques. Les avancées observées traduisent une dynamique encourageante vers une meilleure institutionnalisation des questions liées aux droits des filles et à leur autonomisation dans et par le sport.

Résultat immédiat 1310 : *Engagement accru des adolescents, des garçons et des jeunes femmes dans les forums publics pour défendre et promouvoir les droits des femmes et des filles, y compris dans le sport*

1310.1 – Plans et de campagnes de plaidoyer mis en œuvre par les clubs de filles et de garçons						
Région	Base	Mi-parcours	Final	Total	Cible	Taux D'atteinte
Total	0	0	4	4	4	100%
Ziguinchor	0	0	3	3	2	150%
Sédhiou	0	0	1	1	2	50%

Les résultats montrent une forte mobilisation des clubs de filles et de garçons dans les activités de plaidoyer soutenues par le projet. Alors qu'aucune campagne n'était recensée au début du projet (0% (0/4)), les résultats cumulés indiquent que 100% (4/4) de la cible ont été atteints.

Les données montrent que la totalité des réalisations a été enregistrée durant l'année 5 avec 100% (4/4) des campagnes prévues réalisées, alors qu'aucune activité n'avait été rapportée durant l'année 4 (0% (0/4)). Cela montre une mise en œuvre concentrée vers la fin du projet.

Au niveau géographique, la région de Ziguinchor a dépassé sa cible avec 150% (3/2) des campagnes prévues, tandis que Sédhiou a atteint 50% (1/2). Les campagnes de plaidoyer ont été organisées en avril 2026 dans les départements de Bignona, Oussouye, Ziguinchor et Sédhiou.

Ces résultats traduisent une forte capacité de mobilisation des jeunes autour des questions liées aux droits des filles et à l'égalité des genres.

1310.2 – Garçons et jeunes femmes qui participent aux forums publics soutenus par le projet pour défendre et promouvoir les droits des femmes et des filles, y compris dans le sport					
	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	0	-	941	1400	67,2%
Homme	0	-	457	560	81,6%
Femme	0	-	484	840	57,6%

Les résultats montrent une participation importante des jeunes aux forums publics soutenus par le projet. Alors qu'aucun participant n'était recensé aux données de base (0% (0/1400)), les résultats cumulés indiquent une participation de 67,2% (941/1400) de la cible prévue.

Les données montrent que cette participation a principalement été enregistrée durant l'année 4 avec 67,2% (941/1400) des participants atteints. Les données de l'année 5 n'étaient pas encore entièrement disponibles au moment de l'analyse, les informations étant toujours en cours de traitement.

L'analyse par genre montre une participation relativement équilibrée, avec 81,6% (457/560) des garçons ciblés atteints et 57,6% (484/840) des filles et jeunes femmes prévues ayant participé aux forums publics. Ces résultats montrent que le projet a réussi à créer des espaces significatifs de participation et de dialogue pour les jeunes, même si la participation féminine reste légèrement inférieure à la cible prévue. Les campagnes de plaidoyer organisées en avril 2026 ont contribué à renforcer cette mobilisation communautaire.

Résultat immédiat 1320 : Engagement accru des organisations de la société civile dans les efforts de plaidoyer axés sur les droits des adolescentes et des jeunes femmes, notamment dans et par le sport

1320.1 – Plans et de campagnes de plaidoyer mis en œuvre par les OSC avec le soutien du projet					
	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	0	0	0	5	0%
Autre OSC	0	0	0	4	0%
Genre OSC	0	0	0	1	0%

Les résultats de l'évaluation finale montrent que cet indicateur n'a enregistré aucune réalisation quantitative au cours du projet. Alors que la cible finale prévoyait la mise en œuvre de cinq plans ou campagnes de plaidoyer par les organisations de la société civile, les résultats cumulés restent à 0% (0/5) depuis les données de base.

Les données montrent qu'aucune activité n'a été rapportée ni durant l'année 4 (0% (0/5)), ni durant l'année 5 (0% (0/5)). Cette absence de résultats touche également les différentes catégories d'OSC ciblées, notamment les autres OSC (0% (0/4)) et les OSC spécialisées genre (0% (0/1)).

Toutefois, il faut souligner que plusieurs facteurs institutionnels et contextuels expliquent ces faibles résultats quantitatifs. Ces facteurs sont notamment des délais institutionnels, une mise en œuvre fortement concentrée vers la fin du projet ainsi que des facteurs exogènes ayant limité la concrétisation des activités planifiées. Malgré l'absence de résultats chiffrés, les analyses qualitatives mettent en évidence certaines avancées importantes en matière de mobilisation et d'engagement public, notamment à travers des manifestes et engagements institutionnels.

Ces résultats montrent ainsi un écart important entre les ambitions initiales du projet et les réalisations quantitatives observées. Ils suggèrent que le plaidoyer institutionnel porté par les OSC a davantage produit des effets qualitatifs et relationnels que des campagnes formellement documentées dans les outils de suivi du projet.

Plusieurs facteurs expliquent l'absence de résultats quantitatifs observés pour cet indicateur. Tout d'abord, certains processus institutionnels visés par le projet nécessitaient des délais administratifs et décisionnels dépassant la durée de mise en œuvre disponible. Plusieurs engagements ont été obtenus durant les dernières années du projet, laissant peu de temps pour leur formalisation ou leur traduction en résultats mesurables dans le cadre du système de suivi. Les changements de leadership observés au sein de certaines institutions et collectivités locales ont également ralenti l'adoption ou la mise en œuvre de certaines actions planifiées. Enfin, plusieurs facteurs externes, notamment les contraintes institutionnelles, les priorités concurrentes des partenaires publics et les ressources limitées

disponibles au niveau local, ont réduit la capacité des acteurs à concrétiser certaines initiatives dans les délais prévus.

Face à ces contraintes, le projet a procédé à certains ajustements stratégiques et à une réallocation partielle des ressources afin de maximiser les opportunités de changement les plus réalistes et les plus porteuses d'impact. Une partie des efforts initialement prévus pour certaines initiatives institutionnelles a ainsi été réorientée vers le renforcement du plaidoyer communautaire, la mobilisation des jeunes, l'accompagnement des organisations partenaires et la consolidation des engagements institutionnels émergents. Cette approche a permis de maintenir la dynamique de changement malgré les obstacles rencontrés et de favoriser l'obtention de résultats qualitatifs significatifs.

Toutefois, l'absence de résultats quantitatifs ne signifie pas une absence de progrès. Les données qualitatives recueillies lors des entretiens avec les partenaires, les autorités locales et les organisations communautaires mettent en évidence plusieurs avancées importantes en matière de mobilisation citoyenne, de plaidoyer et d'engagement institutionnel. Par exemple, les forums publics et espaces de dialogue soutenus par RECAF-Jeu ont permis aux jeunes filles, aux garçons et aux jeunes femmes de porter directement leurs préoccupations auprès des autorités locales et des institutions sportives. Plusieurs participants ont indiqué que ces espaces leur ont offert, parfois pour la première fois, l'opportunité d'échanger avec des décideurs sur les questions d'égalité des genres, de participation des filles au sport et de prévention des violences basées sur le genre.

Les entretiens ont également permis de documenter plusieurs engagements concrets qui témoignent d'une évolution des institutions partenaires. Les ORCAV de Ziguinchor et de Sédhiou ont modifié leurs textes réglementaires afin d'intégrer des commissions dédiées aux femmes. La Fédération Sénégalaise de Football a décentralisé la formation Licence C à Ziguinchor afin de faciliter l'accès des femmes à la certification d'entraîneuse et a manifesté son intérêt à soutenir la réplication de certaines approches du projet dans d'autres régions du Sénégal. De même, les communes de Mlomp et de Thionck Essyl ont intégré des lignes budgétaires sensibles au genre et dédiées aux jeunes, tandis que la commune de Ziguinchor a inscrit dans son budget des ressources destinées à la lutte contre les violences basées sur le genre. Bien que certaines de ces avancées ne soient pas encore pleinement reflétées dans les résultats quantitatifs, elles constituent des signes tangibles d'appropriation institutionnelle et démontrent que le plaidoyer soutenu par le projet a contribué à renforcer l'engagement des acteurs locaux en faveur des droits des filles et des jeunes femmes.

Dans cette perspective, les résultats qualitatifs suggèrent que le projet a surtout permis de poser les fondations de changements institutionnels et communautaires durables. Ces acquis, bien qu'encore partiellement formalisés au moment de l'évaluation, représentent des leviers importants susceptibles de générer des effets plus structurels et pérennes au-delà de la période de mise en œuvre du projet.

1320.2 – Initiatives, y compris des événements, organisés par les OSC pour défendre les droits des adolescentes et des jeunes femmes

	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	0	0	0	5	0%
Autre OSC	0	0	0	4	0%
Genre OSC	0	0	0	1	0%

Les résultats de cet indicateur montrent également une absence de réalisations quantitatives documentées. Alors que la cible finale fixée était de cinq initiatives ou événements, les résultats cumulés restent à 0% (0/5) depuis le début du projet. Les données indiquent qu'aucune initiative n'a été enregistrée pendant l'année 4 (0% (0/5)) ni durant l'année 5 (0% (0/5)). Les autres OSC demeurent à 0% (0/4), tout comme les OSC spécialisées genre avec 0% (0/1).

Comme pour l'indicateur précédent, plusieurs contraintes ont affecté la mise en œuvre de ces activités. Les délais institutionnels, les facteurs exogènes et la concentration des activités en fin de projet ont limité la formalisation et le rapportage des initiatives prévues. Les analyses qualitatives mentionnent néanmoins des avancées importantes sur le plan du plaidoyer communautaire et des engagements publics.

Ces résultats traduisent donc une faible performance quantitative mais ne signifient pas nécessairement une absence totale de dynamique communautaire ou institutionnelle. Ils mettent plutôt en évidence des limites dans la structuration, la documentation ou le suivi des initiatives portées par les OSC partenaires.

Il convient également de souligner que plusieurs éléments mesurés par cet indicateur relèvent en grande partie de décisions et de dynamiques institutionnelles qui dépassent le contrôle direct de RECAF-Jeu. Bien que le projet ait pu faciliter le dialogue, renforcer les capacités des acteurs et soutenir les efforts de plaidoyer, la mise en œuvre effective des initiatives dépendait ultimement de la volonté, des priorités et des ressources des organisations de la société civile ainsi que des institutions partenaires. Dans cette perspective, le projet exerçait principalement une fonction d'influence et de facilitation plutôt qu'un contrôle direct sur les résultats finaux. Cette caractéristique est particulièrement importante pour interpréter les résultats de la chaîne 1300–1330, où plusieurs changements attendus nécessitaient des processus décisionnels internes, des validations administratives ou des arbitrages budgétaires relevant des partenaires eux-mêmes.

Les entretiens menés auprès des partenaires confirment que plusieurs OSC et institutions ont manifesté un intérêt accru pour les enjeux liés à l'égalité des genres et à l'autonomisation des filles, sans que ces engagements ne se traduisent systématiquement par des initiatives officiellement documentées durant la période d'évaluation. Dans plusieurs cas, les effets du plaidoyer semblent avoir pris la forme de discussions stratégiques, d'engagements verbaux, de manifestes, de prises de position

publiques ou d'intégration progressive de certaines priorités dans les réflexions institutionnelles. Ces changements constituent souvent des étapes préalables à des transformations plus formelles qui peuvent se matérialiser après la clôture du projet.

Ainsi, la faible performance quantitative observée ne doit pas être interprétée comme une absence d'influence du projet. Les données qualitatives suggèrent plutôt que RECAF-Jeu a contribué à créer les conditions favorables à des changements institutionnels plus durables dont plusieurs effets pourraient continuer à émerger au-delà de la période couverte par cette évaluation finale.

1320.3 – OSC ayant intégré l'autonomisation des filles, notamment par le sport, dans leurs plans de travail et de plaidoyer					
	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	0	-	18	5	360%
Autre OSC*	0	-	18	4	450%
Genre OSC	0	-	0	1	0%
« Autres OSC » désignent des organisations dont l'objet principal n'est pas l'égalité hommes-femmes. Elles intègrent néanmoins une dimension de genre dans leurs activités spécifiques					

Contrairement aux deux indicateurs précédents, les résultats de l'indicateur 1320.3 montrent une très forte progression dans l'intégration des questions liées à l'autonomisation des filles au sein des stratégies des OSC. Alors qu'aucune OSC n'avait intégré ces thématiques dans ses plans de travail à l'étude de base (0% (0/5)), les résultats cumulés montrent une réalisation de 360% (18/5) de la cible finale.

Ces réalisations concernent les OSC ayant intégré l'autonomisation des filles, notamment par le sport, dans leurs plans de travail et leurs actions de plaidoyer. Elles se distinguent de l'indicateur 1320.2, qui mesure les initiatives et événements organisés par les OSC pour promouvoir les droits des adolescentes et des jeunes femmes.

Les données indiquent que cette progression importante avait déjà été atteinte dès l'année 4, avec 360 % (18/5) des résultats prévus réalisés (la liste exhaustive des OSC est présentée à l'annexe 12). Aucune progression supplémentaire n'a ensuite été enregistrée durant l'année 5 (0 % (0/5)).

Conformément aux sources de vérification indiquées dans le CMR, l'intégration a été confirmée à travers une revue documentaire et des échanges avec les OSC afin de vérifier la prise en compte de l'autonomisation des filles, notamment par le sport, dans leurs mécanismes institutionnels. Cette vérification s'est appuyée, entre autres, sur l'examen des plans stratégiques, des plans annuels de travail, des politiques genre, des budgets dédiés ainsi que des documents ou plans de plaidoyer des

OSC. Ces éléments ont permis d'évaluer dans quelle mesure cette thématique avait été intégrée dans leurs priorités, leur programmation et leurs engagements institutionnels.

Les principaux changements observés incluent une meilleure prise en compte de l'autonomisation des filles dans les priorités des OSC, l'intégration des thématiques liées à l'égalité des genres, au leadership des filles et au sport dans les plans de travail, le renforcement des capacités des OSC en matière de plaidoyer sensible au genre, une collaboration accrue avec les acteurs communautaires ainsi qu'une volonté de pérenniser les actions au-delà de la durée du projet.

L'analyse par catégorie montre que les autres OSC ont largement dépassé les attentes avec 450% (18/4) de la cible atteinte. En revanche, aucune réalisation n'a été documentée pour les OSC spécialisées genre (0% (0/1)).

La cible a été atteinte et largement dépassée. Ces résultats démontrent une forte appropriation des questions d'autonomisation des filles par les organisations partenaires, qui ont intégré ces enjeux dans leurs stratégies institutionnelles et leurs priorités de plaidoyer. Ce résultat constitue un indicateur particulièrement important de durabilité, car il montre que plusieurs OSC ont institutionnalisé les questions liées aux droits des filles et à l'égalité des genres dans leurs mécanismes de planification et d'intervention.

Résultat immédiat 1330 : *Adoption accrue, par les institutions clés, de politiques visant à promouvoir les droits des filles adolescentes et des jeunes femmes, notamment dans et par le sport*

1330.1 – Feuille de route pour l'autonomisation des filles dans le sport élaborée et diffusée					
Région	Base	Mi-parcours	Final	Cible	Taux D'atteinte
Total	0	0	2	4	50%
Ziguinchor	0	0	1	2	50%
Sédhiou	0	0	1	2	50%

Les résultats de cet indicateur montrent des progrès limités dans l'élaboration et la diffusion des feuilles de route pour l'autonomisation des filles dans le sport. Alors qu'aucune feuille de route n'existait au début du projet (0% (0/4)), les résultats cumulés indiquent que 50% (2/4) de la cible finale ont été atteints.

Les données montrent que les progrès avaient été enregistrés principalement durant l'année 4 avec 50% (2/4) des feuilles de route prévues élaborées ou diffusées. Aucune progression supplémentaire n'a été documentée durant l'année 5 (0% (0/4)), ce qui suggère un ralentissement ou un arrêt du processus avant la clôture du projet. Au niveau régional, la région de Ziguinchor a atteint 50% (1/2) de sa cible, tout comme la région de Sédhiou avec également 50% (1/2).

Il est important de souligner que plusieurs facteurs ont limité les résultats quantitatifs de cet indicateur, notamment les délais institutionnels, les contraintes liées à la mise en œuvre tardive des activités et certains facteurs exogènes. Plusieurs facteurs peuvent avoir contribué à cette performance partielle. Tout d'abord, l'élaboration et la validation de feuilles de route institutionnelles nécessitent généralement des processus de concertation, d'approbation et de coordination impliquant plusieurs acteurs, dont certains ne relèvent pas du contrôle direct du projet. Les informations recueillies auprès des parties prenantes suggèrent également que certaines activités de plaidoyer et de mobilisation institutionnelle se sont intensifiées vers la fin du projet, laissant un délai limité pour formaliser certains engagements sous la forme de documents officiels ou de feuilles de route pleinement adoptées.

Malgré ces résultats quantitatifs modestes, les données qualitatives indiquent que le projet a contribué à renforcer les échanges entre les jeunes, les organisations communautaires, les institutions sportives et les autorités locales autour des enjeux liés aux droits des filles et à leur participation dans et par le sport. Plusieurs participants et partenaires ont souligné que les forums publics, les espaces de dialogue et les activités de plaidoyer ont favorisé une meilleure prise en compte de ces questions au sein de certaines institutions et collectivités.

L'évaluation a notamment permis de documenter certains engagements institutionnels associés à cette dynamique, tels que l'intégration de commissions dédiées aux femmes au sein des ORCAV de Ziguinchor et de Sédhiou, l'intégration de lignes budgétaires sensibles au genre dans certaines collectivités locales ou encore les échanges engagés avec des acteurs du secteur sportif concernant le renforcement du leadership féminin. Bien que ces avancées ne correspondent pas nécessairement à des feuilles de route formellement adoptées dans tous les cas, elles témoignent d'une évolution progressive de l'intérêt et de l'engagement de certains acteurs en faveur de l'autonomisation des filles.

Ces résultats suggèrent ainsi que le projet a davantage contribué à créer des conditions favorables au changement institutionnel qu'à finaliser l'ensemble des mécanismes institutionnels envisagés initialement. Cette évolution demeure néanmoins pertinente puisqu'elle participe au renforcement de la responsabilisation des acteurs locaux et institutionnels, un levier important pour soutenir à plus long terme l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes dans et par le sport.

Ces résultats montrent que, bien que le projet ait réussi à amorcer certaines dynamiques institutionnelles, le processus d'institutionnalisation formelle des engagements politiques demeure encore partiel et nécessite un accompagnement supplémentaire afin d'assurer la finalisation et la diffusion effective des cadres stratégiques prévus.

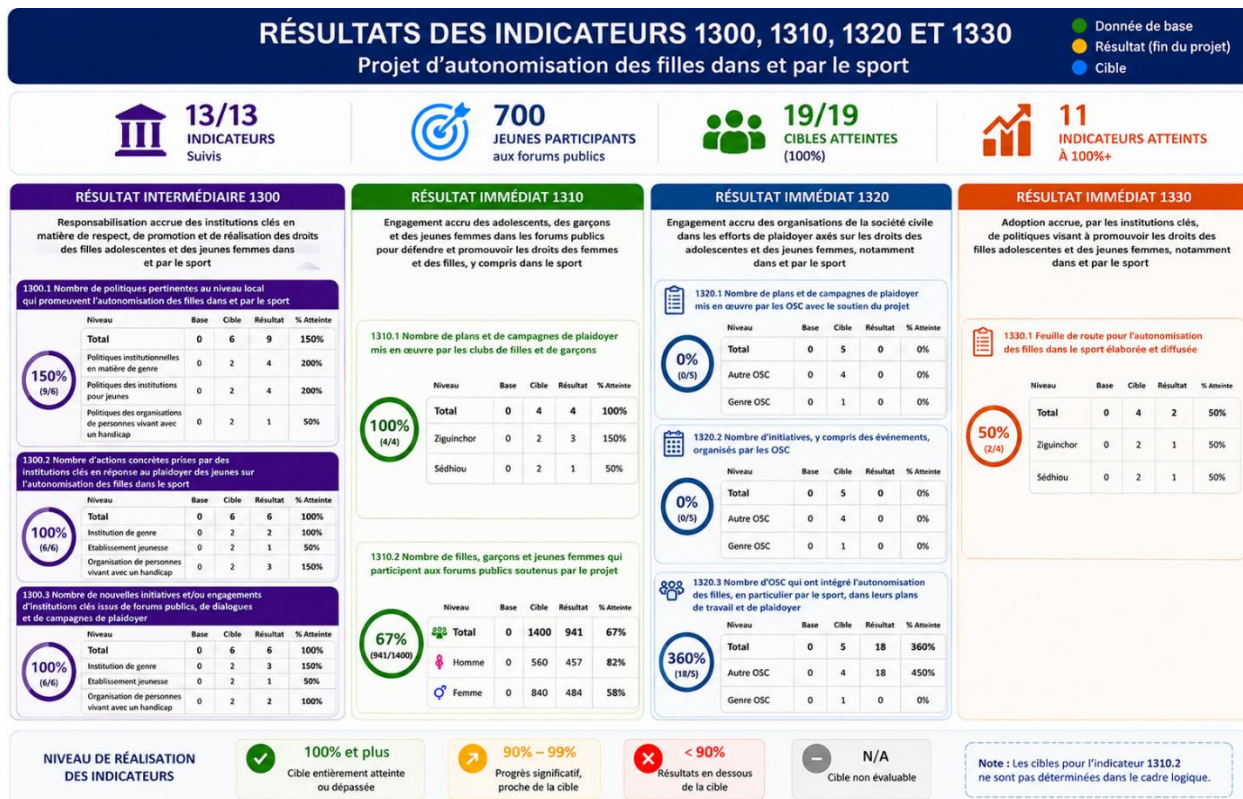


Figure 5 : Résultats des indicateurs 1300, 1310, 1320, 1330

Les résultats de la série des indicateurs 1300 montrent que le projet a contribué à initier une dynamique importante de responsabilisation institutionnelle et de mobilisation des acteurs autour des droits des adolescentes et des jeunes femmes dans et par le sport. De manière générale, les indicateurs sous le Résultat intermédiaire 1300 révèlent des progrès modérés mais relativement significatifs, avec un niveau traduisant une évolution progressive des politiques, actions et engagements institutionnels en faveur de l'autonomisation des filles.

Les résultats immédiats 1310 et 1320 présentent des résultats contrastés. D'une part, le projet a enregistré des progrès importants en matière de mobilisation des jeunes, notamment à travers la mise en œuvre des campagnes de plaidoyer prévues et la forte participation des filles, des garçons et des jeunes femmes aux forums publics soutenus par le projet. Ces résultats témoignent de la capacité de RECAF-Jeu à créer des espaces favorisant la participation citoyenne, l'expression des jeunes et leur engagement dans la promotion des droits des filles et de l'égalité des genres.

D'autre part, les résultats observés auprès des organisations de la société civile sont plus mitigés. Bien que plusieurs OSC aient intégré les questions liées à l'autonomisation des filles et à l'égalité des genres dans leurs plans de travail ou leurs orientations institutionnelles (1320.3), aucune campagne de plaidoyer ni initiative spécifique portée par les OSC n'a été documentée dans le cadre des indicateurs 1320.1 et 1320.2. Les résultats suggèrent donc davantage une évolution au niveau de la prise en compte institutionnelle de ces enjeux qu'une mobilisation opérationnelle des OSC telle qu'initialement envisagée par le projet. Les résultats du Résultat immédiat 1330 révèlent un progrès de 50% (2/4) par rapport au cible sur la feuille de route qui devrait être élaborée ou diffusée.

Dans l'ensemble, les résultats indiquent que le projet a particulièrement réussi à renforcer l'engagement des jeunes et leur participation aux espaces de dialogue et de plaidoyer. Les progrès observés au niveau des OSC semblent quant à eux refléter un début d'appropriation des thématiques liées aux droits des filles, sans que cela ne se traduise encore par des actions de plaidoyer ou des initiatives formellement documentées durant la période d'évaluation.

3.2 Analyse transversale des performances des indicateurs

Catégorie	Indicateurs	Niveau de performance	Lecture Stratégique
Cibles atteintes ou dépassées (≥100%)	1100.1, 1120.1, 1120.2, 1120.3, 1200.2, 1200.3, 1210.1, 1210.2, 1230.1, 1230.2, 1230.3, 1300.1, 1300.2, 1300.3, 1310.1, 1320.3	Très élevé (100% à 360%+)	Forte transformation sociale et avancées institutionnelles importantes, bien que la formalisation et la pérennisation de certains engagements institutionnels demeurent incomplètes. Amélioration des connaissances, évolution des attitudes, mobilisation des jeunes et des communautés, engagement accru des OSC et des institutions locales, ainsi qu'une appropriation importante des enjeux d'égalité des genres et d'inclusion
Proches de la cible (90–99%)	1000.1, 1100.3, 1110.1, 1110.2, 1130.2, 1200.1	Élevé mais incomplet (92%–98%)	Résultats solides démontrant des progrès significatifs, mais nécessitant davantage de consolidation pour assurer des changements durables liés aux normes sociales, aux pratiques communautaires et à la pérennisation des acquis
Performance moyenne ou partielle (50–89%)	1310.2, 1330.1	Moyenne à modérée (50%–67%)	Résultats encourageants mais partiels : participation importante des jeunes et premières avancées institutionnelles, toutefois limitées par des contraintes structurelles, des retards institutionnels et une formalisation incomplète des engagements politiques
En dessous de la cible	1130.1 (infrastructures), 1320.1, 1320.2	Faible à très faible (0%–20%)	Faiblesses structurelles et institutionnelles importantes : contraintes liées aux infrastructures, délais administratifs, faible formalisation des activités de plaidoyer et dépendance à des facteurs externes limitant la réalisation complète des activités prévues
Non évaluables (données manquantes ou incomplètes)	1000.2, 1220.1, 1220.2, 1220.3	Non mesurable	Limites importantes de disponibilité ou de qualité des données, réduisant la capacité à démontrer pleinement certains impacts ultimes ou effets de long terme du projet

Tableau 3 : Analyse transversale des performances des indicateurs

Le projet RECAF-Jeu peut être considéré comme un projet à Succès global élevé (~81%) si l'on considère l'ensemble des résultats atteints ou proches des cibles par rapport à la totalité des résultats attendus. L'analyse des indicateurs ayant atteint ou dépassé leurs cibles ($\geq 100\%$) mettent en évidence une performance particulièrement forte du projet sur les dimensions comportementales, normatives et cognitives. En effet, plusieurs indicateurs clés liés à la transformation sociale affichent des résultats supérieurs aux attentes, notamment la perception de la diminution de la violence basée sur le genre (1100.1 : 101 %), l'amélioration des connaissances en santé reproductive et en services disponibles (1120.1 : 108 %, 1120.2 : 111 %, 1120.3 : 102 %), ainsi que l'engagement communautaire et la participation des garçons (1200.2 : 103 %, 1200.3 : 128 %, 1230.1 et 1230.2 : 113 %, 1230.3 : 110 %). Ces résultats témoignent d'un changement significatif des attitudes, des normes sociales et des comportements, en cohérence avec l'approche du projet fondée sur le sport et le jeu comme leviers d'apprentissage expérientiel. L'implication accrue des garçons comme alliés de l'égalité des genres, ainsi que l'amélioration des connaissances et de la capacité d'action des communautés, constituent des acquis majeurs, traduisant une appropriation des messages du projet au-delà des participants directs.

Par ailleurs, certains indicateurs, bien qu'en deçà des cibles, présentent des performances solides (entre 90 % et 99 %), suggérant que les résultats sont globalement atteints mais nécessitent encore une consolidation. Il s'agit notamment de l'indice d'autonomisation des filles (1000.1 : 94 % à Ziguinchor et 97 % à Sédhiou), du libre arbitre des filles (1100.3 : 96 %), du leadership féminin (1110.1 : 97 %), de la confiance à s'exprimer (1110.2 : 98 %), du sentiment d'inclusion (1130.2 : 96 %) et de l'engagement communautaire global (1200.1 : 92 %). Ces résultats indiquent que le projet a généré des effets positifs tangibles, mais que les transformations les plus profondes, notamment celles liées aux normes sociales ancrées et aux dynamiques de pouvoir, nécessitent davantage de temps et d'efforts pour être pleinement consolidées. Cela est particulièrement visible dans certaines zones comme Sédhiou, où l'engagement communautaire reste en retrait, ou dans des dimensions comme le leadership des filles, qui reste influencé par des contraintes socioculturelles persistantes.

Les écarts observés demeurent relativement faibles mais semblent refléter la complexité des changements recherchés. Les données qualitatives indiquent que les participantes ont acquis davantage de confiance en elles, de capacités de leadership et de pouvoir d'expression, mais que l'exercice concret de ces compétences demeure parfois limité par des facteurs qui dépassent le cadre d'intervention du projet. Plusieurs jeunes filles ont notamment indiqué que, malgré une plus grande capacité à exprimer leurs opinions, certaines décisions importantes continuent d'être influencées par les parents, les responsables familiaux ou les normes sociales dominantes. Les résultats suggèrent également que les changements de perceptions et de comportements individuels ont progressé plus rapidement que certaines transformations collectives. Par exemple, plusieurs garçons et leaders communautaires interrogés ont exprimé un soutien accru à l'égalité des genres et à la participation des filles au sport. Toutefois, certains stéréotypes liés aux rôles traditionnels des femmes et des hommes demeurent présents dans certaines communautés. Cette situation est particulièrement observable pour les indicateurs liés au leadership des filles, à leur pouvoir de décision ou à l'engagement communautaire, qui reposent non seulement sur les capacités individuelles des participantes, mais

également sur l'évolution des attitudes de leur entourage et des structures sociales dans lesquelles elles évoluent.

L'écart observé pour l'engagement communautaire (1200.1) pourrait également s'expliquer par le fait que les changements de normes sociales nécessitent généralement une période plus longue que celle d'un projet pour se traduire par une mobilisation collective pleinement visible et durable. Les résultats qualitatifs montrent que plusieurs communautés sont engagées dans une trajectoire de changement, mais que le rythme de cette évolution varie selon les contextes locaux, les acteurs impliqués et les réalités socioculturelles propres à chaque zone d'intervention.

En revanche, l'indicateur 1130.1 relatif aux infrastructures sportives inclusives constitue une faiblesse majeure, avec un taux d'atteinte de seulement 20 %. Ce résultat met en évidence une limite structurelle importante du projet, qui, malgré ses succès en matière de changement social, n'a pas été en mesure d'influencer de manière significative les conditions matérielles et institutionnelles nécessaires à une inclusion durable. Cela souligne le fait que les changements systémiques lourds, tels que les infrastructures, dépassent souvent le périmètre d'action direct d'un projet de ce type et nécessitent des investissements complémentaires ou des partenariats institutionnels renforcés. Cette faiblesse contraste fortement avec les performances élevées observées dans les domaines comportementaux et met en évidence un déséquilibre entre les dimensions « soft » (normes, attitudes, connaissances) et « hard » (infrastructures, systèmes).

L'analyse est également limitée par certaines lacunes dans les données disponibles. C'est notamment le cas de l'indicateur relatif au mariage précoce (1000.2), pour lequel les données les plus récentes disponibles remontent à 2023. Les données proviennent exclusivement des publications ANSD et aucun relevé de fin de projet, en 2026, n'était disponible. Des limites similaires concernent les indicateurs liés aux capacités des entraîneurs et relais (1220), pour lesquels les données de référence et les cibles finales n'étaient pas disponibles ou demeuraient incomplètes. Bien que des résultats de mi-parcours et de fin de projet aient été collectés, l'absence de certains paramètres de référence ne permet pas d'évaluer pleinement les progrès réalisés ni le niveau d'atteinte des objectifs attendus. Ces limites réduisent la capacité de l'évaluation à apprécier de manière exhaustive certains changements institutionnels et comportementaux visés par le projet.

Malgré ces contraintes, les résultats disponibles mettent en évidence plusieurs acquis importants. Les indicateurs les plus performants — tels que l'engagement des garçons dans le plaidoyer contre les violences basées sur le genre (1200.3 : 128 %), la connaissance des lois, services et mécanismes de signalement à Sédhiou (1210.1 : jusqu'à 167 %) ou encore la confiance à rechercher des services et informations (1120.3) — montrent que le projet a contribué à renforcer les connaissances, les attitudes et l'engagement de nombreux acteurs communautaires. Les données qualitatives confirment également que les activités de sensibilisation, les clubs de jeunes, les approches de masculinité positive, les forums publics et les espaces de dialogue ont favorisé une plus grande participation des jeunes et une meilleure prise en compte des droits des filles au sein des communautés.

3.3 Analyse des résultats des Jeunes

L'analyse croisée entre la région et le genre confirme une représentation importante des filles parmi les participants à l'enquête finale ainsi qu'une distribution cohérente des répondants dans les deux zones d'intervention du projet. Globalement, Ziguinchor concentre 69,89 % (318/455) des répondants contre 30,11 % (137/455) à Sédhiou, ce qui reflète une concentration plus importante des activités ou des participants dans cette région. Toutefois, au sein de chaque groupe de genre, la répartition géographique demeure relativement similaire : 70,07 % (199/284) des filles et 69,59 % (119/171) des garçons résident à Ziguinchor, contre respectivement 29,93 % (85/284) et 30,41 % (52/171) à Sédhiou. Cette répartition suggère que les résultats observés entre les filles et les garçons ne semblent pas être influencés par une concentration géographique particulière d'un groupe dans l'une ou l'autre région.

Type de Zone	Commune	Effectif (n)	%
Urbain	Ziguinchor	102	22,42% (102/455)
Urbain	Sédhiou	52	11,43% (52/455)
Total Urbain	-	154	33,85% (154/455)
Rural	Bambali, Djirédji, Bignona, Tionk Essyl, Diembering, Mlomp, Oussouye	301	66,15% (301/455)
Total Général	-	455	100% (455/455)

Tableau 4 : Répartition des participants selon la zone

En considérant Ziguinchor et Sédhiou comme les seules zones urbaines, les zones urbaines regroupent 33,85 % (154/455) des participants, dont 22,42 % (102/455) à Ziguinchor et 11,43 % (52/455) à Sédhiou. À l'inverse, les zones rurales concentrent la majorité des participants avec 66,15 % (301/455), répartis entre Bambali, Djirédji, Bignona, Tionk Essyl, Diembering, Mlomp et Oussouye.

L'analyse de la structure interne par région montre également une stabilité dans la composition par genre. À Sédhiou, les filles représentent 62,04 % (85/137) des participants contre 37,96 % (52/137) pour les garçons. À Ziguinchor, cette proportion est très similaire, avec 62,58 % (199/318) de filles et 37,42 % (119/318) de garçons.

Les résultats montrent que 10,99 % (50/455) des répondants déclarent présenter au moins un handicap, contre 89,01 % (405/455) qui n'en présentent pas. En termes de distribution géographique, la majorité des jeunes en situation de handicap se trouve dans la région de Ziguinchor, avec 9,45 % (43/455) des répondants, contre seulement 1,54 % (7/455) à Sédhiou. Cette répartition reflète en partie le poids plus important de l'échantillon à Ziguinchor, mais suggère une inclusion plus ou moins effective dans les régions.

En analysant la situation au sein de chaque région, on observe que les jeunes en situation de handicap représentent 5,11 % (7/137) des répondants à Sédhiou et 13,52 % (43/318) à Ziguinchor. Cette

différence indique que la proportion de participants en situation de handicap est plus élevée à Ziguinchor, lié à des efforts de ciblage différenciés.

L'analyse de la répartition des 455 répondants selon le genre et l'âge met en évidence des éléments importants pour apprécier la portée et le ciblage du projet RECAF-Jeu. Globalement, les filles et jeunes femmes sont majoritaires dans l'échantillon, représentant 62,42 % (284/455) des répondants, contre 37,58 % (171/455) pour les garçons et jeunes hommes. Cette répartition est cohérente avec l'objectif principal du projet, qui vise prioritairement l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes, tout en incluant les garçons dans une logique de transformation des normes sociales et de promotion de la masculinité positive.

L'analyse par tranche d'âge montre que la majorité des participants se situe dans la catégorie des 18 à 25 ans, soit 63,74 % (290/455), tandis que les adolescents de 10 à 17 ans représentent 36,26 % (165/455). Cette distribution reflète une couverture importante des jeunes adultes, tout en maintenant une présence significative d'adolescents, ce qui est essentiel pour combiner des approches préventives et transformatrices dans le cadre du projet.

En croisant le genre et l'âge, on observe que les filles et jeunes femmes âgées de 18 à 25 ans constituent le groupe le plus représenté, avec 37,36 % (170/455) de l'échantillon total. Elles sont suivies par les filles âgées de 10 à 17 ans, qui représentent 25,05 % (114/455). Ainsi, au total, les adolescentes et jeunes femmes représentent une proportion substantielle dans les deux tranches d'âge, ce qui renforce la pertinence des données.

Du côté des garçons et jeunes hommes, 26,37 % (120/455) sont âgés de 18 à 25 ans, tandis que 11,21 % (51/455) appartiennent à la tranche des 10 à 17 ans. Bien qu'ils soient moins nombreux, leur inclusion reste stratégique dans l'approche du projet RECAF-Jeu. En effet, leur participation permet de travailler sur les normes de genre, de promouvoir des comportements équitables et de prévenir les violences basées sur le genre (VBG) en impliquant activement les garçons comme acteurs du changement.

Le niveau d'instruction constitue un élément central pour comprendre les dynamiques d'autonomisation des participants. Les données révèlent qu'une large majorité des répondants, soit 67,25 % (306/455), ont un niveau secondaire inachevé. Cette situation traduit un décrochage scolaire massif au niveau secondaire, limitant fortement les opportunités de développement de compétences essentielles, notamment celles liées au leadership, à la communication et à la prise de décision, qui sont au cœur de l'approche du projet RECAF-Jeu.

Dans une perspective de promotion de l'égalité des genres et de prévention de la violence basée sur le genre (VBG), ce faible niveau d'éducation constitue un facteur de vulnérabilité important. En effet, les adolescentes et jeunes femmes ayant un parcours scolaire interrompu sont souvent plus exposées aux normes sociales restrictives, aux pratiques traditionnelles néfastes et à une participation limitée aux espaces de décision. Le fait que 12,09 % (55/455) des répondants aient uniquement achevé le primaire et que 4,4 % (20/455) ne l'aient pas complété, combiné à 2,2 % (10/455) ayant un niveau informel et 0,88 % (4/455) sans aucune instruction, souligne l'ampleur des besoins en matière de renforcement des compétences de base et de sensibilisation aux droits.

À l'inverse, les niveaux d'éducation plus avancés restent très marginaux. Seuls 7,47 % (34/455) des répondants ont achevé le secondaire avec l'obtention du baccalauréat, tandis que l'accès à l'enseignement supérieur demeure extrêmement limité, avec 0,88 % (4/455) ayant complété un cursus universitaire et 1,76 % (8/455) l'ayant entamé sans le terminer. Les formations professionnelles concernent également une faible proportion des jeunes (2,64 % (12/455) pour les niveaux CAP/BT1 et 0,44 % (2/455) pour les niveaux supérieurs). Cette faible diversification des parcours éducatifs renforce la pertinence de l'approche du projet qui propose des formes alternatives d'apprentissage, notamment à travers le sport et le jeu.

L'analyse par tranche d'âge apporte des éléments clés pour le ciblage des interventions. Chez les 18–25 ans, bien qu'ils soient plus représentés dans les niveaux d'éducation plus élevés, une proportion importante reste en situation de secondaire inachevé (42,42 % (193/455)). Cela indique que même au-delà de l'âge scolaire théorique, de nombreuses jeunes femmes n'ont pas acquis les compétences nécessaires pour une insertion socio-économique durable, renforçant ainsi la pertinence des activités du projet axées sur le développement des compétences de vie et l'autonomisation.

Chez les adolescents de 10 à 17 ans, la concentration dans les niveaux primaire et secondaire inachevé (24,84 % (113/455)) met en évidence un risque élevé de décrochage précoce. Cette situation souligne l'importance des interventions préventives du projet, notamment à travers le sport et le jeu comme outils d'apprentissage expérientiel, permettant de maintenir l'engagement des jeunes, de renforcer leur estime de soi et de promouvoir des normes sociales positives, y compris la masculinité positive chez les garçons.

Dans l'ensemble, ces résultats confirment la forte pertinence du projet RECAF-Jeu dans les régions de Ziguinchor et Sédhiou. Le faible niveau d'éducation formelle observé limite l'accès des adolescentes et jeunes femmes aux opportunités économiques et sociales, tout en augmentant leur exposition aux inégalités de genre et à la VBG. En mobilisant le sport et le jeu comme leviers d'apprentissage et de transformation sociale, le projet est bien positionné pour combler ces lacunes, renforcer les compétences de vie, et favoriser un environnement plus inclusif et équitable pour les filles et les jeunes femmes.

Du point de vue de l'impact, cette proportion suggère que le projet a effectivement touché une part non négligeable de jeunes en situation de handicap. Dans un contexte où ces derniers sont souvent exclus des programmes éducatifs, sportifs et communautaires, leur représentation dans l'échantillon final constitue un signal positif quant à la capacité du projet à promouvoir une certaine inclusion. Cela est en cohérence avec l'approche du projet RECAF-Jeu, qui vise à utiliser le sport et le jeu comme des leviers accessibles pour renforcer les compétences de vie et favoriser la participation de tous.

Cependant, bien que 10,99 % (50/455) reflète une présence réelle, cette proportion doit également être interprétée avec prudence du point de vue de l'équité et de la portée de l'impact. Elle peut indiquer que, malgré les efforts déployés, les jeunes en situation de handicap restent potentiellement sous-représentés ou font face à des barrières persistantes à leur pleine participation. Ces obstacles peuvent être d'ordre physique (accessibilité des infrastructures sportives), social (stigmatisation) ou organisationnel (adaptation insuffisante des activités).

En termes d'effets du projet, la participation de jeunes en situation de handicap aux activités de RECAF-Jeu est susceptible d'avoir contribué à améliorer leur inclusion sociale, leur estime de soi et leurs compétences de vie, en particulier dans un environnement favorisant l'interaction, le respect et la coopération. Le sport et le jeu, en tant qu'approches expérientielles, offrent en effet un cadre propice pour réduire les inégalités perçues et renforcer le sentiment d'appartenance.

Néanmoins, l'évaluation finale met en évidence un point d'attention important pour la durabilité et l'approfondissement de l'impact : la nécessité de renforcer davantage les stratégies d'inclusion ciblées. Pour maximiser les effets du projet, il apparaît essentiel d'aller au-delà de la participation et de s'assurer que les jeunes en situation de handicap bénéficient pleinement des activités, au même titre que les autres participants.

L'analyse de la composition de l'échantillon met en évidence une répartition différenciée entre les cohortes, ainsi qu'un déséquilibre en faveur des filles, cohérent avec le ciblage du projet. Au total, les participants se répartissent entre 69,45 % (316/455) pour la cohorte 1 et 30,55 % (139/455) pour la cohorte 2, indiquant une plus forte représentation de la cohorte initiale dans l'échantillon final. Cette distribution peut s'expliquer par la durée d'exposition plus longue de la cohorte 1 aux activités du projet, ce qui renforce sa présence dans l'évaluation finale.

Une analyse croisée par cohorte révèle des dynamiques intéressantes. Dans la cohorte 1, les filles représentent 48,13 % (219/455) contre 21,32 % (97/455) pour les garçons, tandis que dans la cohorte 2, la proportion est plus équilibrée, avec 14,29 % (65/455) de filles et 16,26 % (74/455) de garçons. Cela suggère que la cohorte 1 est davantage féminisée, probablement en lien avec les premières phases du projet fortement orientées vers les filles, alors que la cohorte 2 semble refléter une intégration progressive des garçons dans les activités.

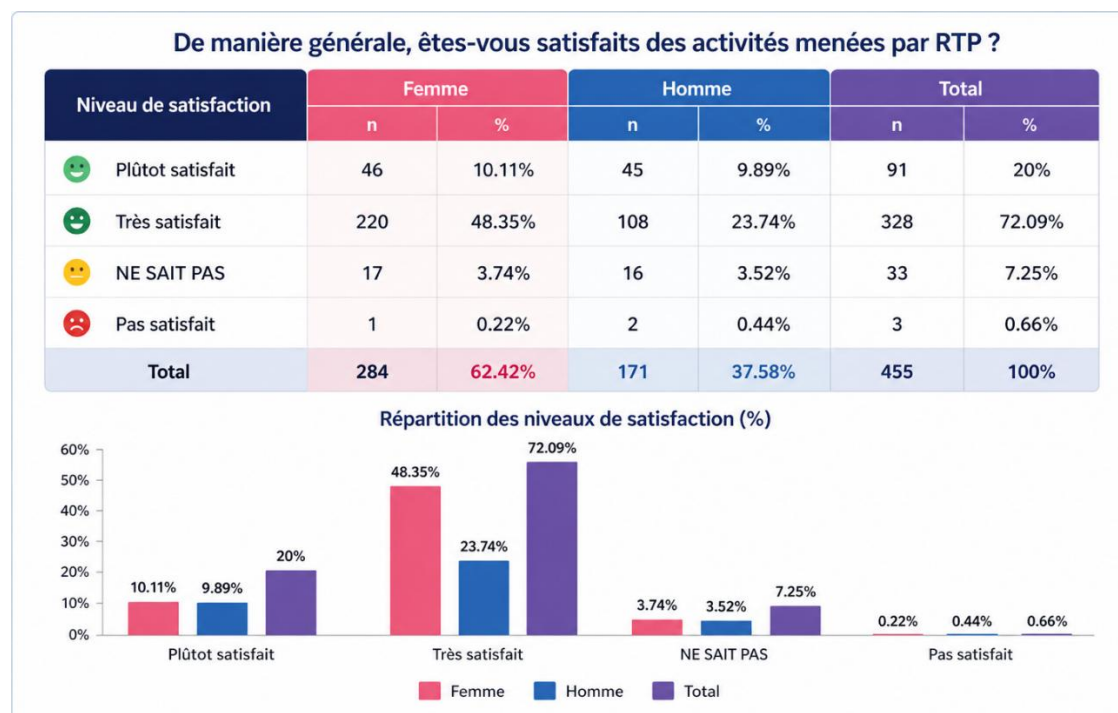


Figure 6 : Niveau de satisfaction par rapport aux activités du projet RECAF-Jeu

Le niveau de satisfaction des participants vis-à-vis des activités menées par Right To Play constitue un élément clé pour apprécier l'acceptabilité, la pertinence et les effets perçus du projet. Les résultats montrent un niveau de satisfaction globalement très élevé parmi les 455 répondants.

En effet, une large majorité des participants, soit 72,09 % (328/455), se déclarent très satisfaits des activités, tandis que 20 % (91/455) se disent plutôt satisfaits. Ainsi, au total, 92,09 % (419/455) des répondants expriment une appréciation positive du projet. À l'inverse, seuls 0,66 % (3/455) déclarent ne pas être satisfaits, et 7,25 % (33/455) n'ont pas exprimé d'opinion.

Du point de vue de l'impact, ces résultats indiquent que les activités du projet ont été largement bien reçues par les participants, ce qui suggère une forte adéquation avec leurs besoins et attentes. Dans le contexte du projet RECAF-Jeu, qui repose sur l'utilisation du sport et du jeu comme outils d'apprentissage expérientiel, ce niveau élevé de satisfaction peut être interprété comme un signal positif quant à l'efficacité de cette approche pour engager les adolescents et jeunes, renforcer leur participation et favoriser leur adhésion aux messages liés à l'égalité des genres, aux droits humains et à la prévention de la violence basée sur le genre (VBG).

L'analyse par genre montre également des tendances intéressantes. Parmi les filles et jeunes femmes (62,42 % (284/455) de l'échantillon), 48,35 % (220/455) se déclarent très satisfaites et 10,11 % (46/455) plutôt satisfaites. Du côté des garçons et jeunes hommes (37,58 % (171/455)), 23,74 % (108/455) se disent très satisfaits et 9,89 % (45/455) plutôt satisfaits. Ces résultats indiquent que le projet a réussi à générer un niveau élevé de satisfaction aussi bien chez les filles que chez les garçons, tout en touchant majoritairement sa cible principale, à savoir les adolescentes et jeunes femmes.

Le très faible taux d'insatisfaction (0,66 % (3/455)) constitue également un élément notable, suggérant que les activités mises en œuvre ont été globalement pertinentes et bien adaptées au contexte local des régions de Ziguinchor et Sédhiou. Par ailleurs, la proportion de répondants n'ayant pas d'opinion (7,25 % (33/455)) peut refléter soit une participation plus limitée à certaines activités, soit des difficultés à se positionner, ce qui mérite une attention particulière dans l'interprétation.

En termes d'effets du projet, ce niveau élevé de satisfaction est généralement associé à une meilleure participation, une appropriation accrue des contenus et une plus grande probabilité de changements positifs en matière de comportements et de normes sociales. Dans le cas du projet RECAF-Jeu, cela renforce l'hypothèse selon laquelle les activités sportives et ludiques ont contribué à créer des espaces sûrs et engageants, favorisant le développement des compétences de vie, l'estime de soi et les interactions positives entre filles et garçons.

Avis des personnes vivant avec au moins un handicap sur les activités menées par RTP dans ce club

Sexe	Plûtôt satisfait		Très satisfait		NE SAIT PAS		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%
 Femme	6	12%	31	62%	5	10%	42	84%
 Homme	3	6%	5	10%	0	0%	8	16%
Total	9	18%	36	72%	5	10%	50	100%

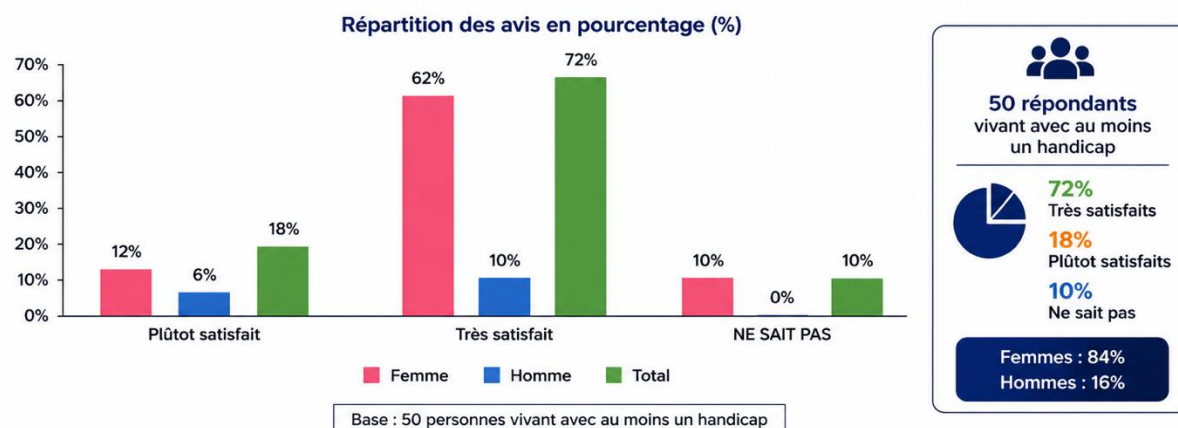


Figure 7 : Avis des personnes en situation de handicap

L'analyse du niveau de satisfaction des participants vivant avec un handicap apporte un éclairage important sur la dimension inclusive de l'intervention. Les résultats montrent un niveau de satisfaction globalement très élevé au sein de ce groupe, avec 72 % (36/50) des répondants se déclarant très satisfaits des activités menées, et 18 % (9/50) plutôt satisfaits. Ainsi, au total, 90 % (45/50) des participants en situation de handicap expriment une appréciation positive du projet. Une proportion de 10 % (5/50) ne se prononce pas, et aucun répondant ne déclare être insatisfait. Ces résultats suggèrent que les activités du projet ont été perçues comme pertinentes et adaptées, y compris pour un groupe souvent plus exposé aux risques d'exclusion.

L'analyse par genre au sein de ce sous-groupe montre que les filles et jeunes femmes représentent la majorité des répondants (84 % (42/50)), contre 16 % (8/50) pour les garçons. Parmi les filles en situation de handicap, 73,81 % (31/42) se déclarent très satisfaites et 14,29 % (6/42) plutôt satisfaites, tandis que 11,9 % (5/42) ne se prononcent pas. Du côté des garçons, 62,5 % (5/8) sont très satisfaits et 37,5 % (3/8) plutôt satisfaits, sans aucune réponse neutre ou négative. Ces résultats indiquent que le projet a su répondre de manière positive aux attentes des participants en situation de handicap, avec un niveau de satisfaction élevé et relativement homogène entre les genres, bien que légèrement plus marqué chez les filles.

Mis en perspective avec les résultats globaux de satisfaction (92,09 % (419/455) de satisfaction totale), ces données confirment que le projet RECAF-Jeu a réussi à maintenir un haut niveau d'acceptabilité y compris auprès des groupes les plus vulnérables. Cela constitue un indicateur fort de l'efficacité de l'approche inclusive du projet, notamment dans l'utilisation du sport et du jeu comme outils

accessibles. Toutefois, la proportion de répondants ne s'étant pas prononcés (10 % (5/50)) peut suggérer des marges d'amélioration en matière d'engagement ou d'adaptation des activités pour certains profils spécifiques. Dans l'ensemble, ces résultats renforcent la conclusion selon laquelle le projet a contribué à promouvoir une participation inclusive et équitable, tout en offrant des bases solides pour approfondir cette dimension dans de futures interventions.

L'analyse par région montre que cette satisfaction élevée est observée à la fois à Sédhiou et à Ziguinchor, bien que légèrement plus marquée en valeur absolue à Ziguinchor. Dans cette région, 47,69 % (217/455) des répondants se déclarent très satisfaits et 16,48 % (75/455) plutôt satisfaits. À Sédhiou, 24,4 % (111/455) sont très satisfaits et 3,52 % (16/455) plutôt satisfaits. Toutefois, ces différences s'expliquent en grande partie par le poids plus important de l'échantillon à Ziguinchor (69,89 % (318/455)). En proportion interne, les deux régions présentent des niveaux de satisfaction comparables, indiquant que la qualité perçue des activités est globalement homogène.

La perception de l'aide apportée par les activités de Right To Play confirme un niveau d'impact perçu très élevé par les participants. En effet, 68,57 % (312/455) des répondants déclarent que les activités les ont beaucoup aidés, tandis que 20,44 % (93/455) estiment qu'elles les ont aidés. Ainsi, au total, 89,01 % (405/455) des participants reconnaissent un effet positif du projet sur leur vie. À l'inverse, les perceptions négatives restent marginales, avec seulement 0,66 % (3/455) indiquant que les activités ont peu ou pas du tout aidé, tandis que 3,08 % (14/455) évoquent un effet limité et 7,25 % (33/455) ne se prononcent pas. Ces résultats constituent un indicateur fort de l'efficacité perçue du projet, en cohérence avec les niveaux élevés de satisfaction observés précédemment.

L'analyse par genre montre que cet impact est particulièrement marqué chez les filles et jeunes femmes, principales cibles du projet. Parmi elles, 46,15 % (210/455) déclarent avoir été beaucoup aidées et 10,99 % (50/455) aidées, soit une contribution majeure à la perception globale d'impact. Du côté des garçons et jeunes hommes, 22,42 % (102/455) se disent beaucoup aidés et 9,45 % (43/455) aidés, ce qui témoigne également d'un effet positif significatif du projet sur ce groupe. Ces résultats suggèrent que l'approche inclusive de RECAF-Jeu, combinant autonomisation des filles et engagement des garçons dans la promotion de normes sociales positives, a permis de générer des participants perçus au sein des deux groupes, tout en renforçant prioritairement les capacités des adolescentes et jeunes femmes.

Au regard des informations précédentes, notamment le faible niveau d'éducation et les vulnérabilités structurelles des participants, ces résultats prennent une signification particulière en termes d'impact. Le fait que près de neuf participants sur dix déclarent avoir été aidés indique que le projet a réussi à combler, au moins en partie, des lacunes importantes en matière de compétences de vie, de confiance en soi et de participation sociale. L'utilisation du sport et du jeu comme outils d'apprentissage apparaît ainsi comme une stratégie pertinente et efficace pour atteindre des jeunes parfois en situation de décrochage scolaire ou d'exclusion.

Impact des activités sur les connaissances et l'autonomisation des filles

L'analyse des résultats met en évidence un impact fort et cohérent des activités de Right To Play sur les connaissances et l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes. En effet, une très large majorité des répondants rapporte un effet positif des activités sur leurs connaissances. Au total, 68,57 % (312/455) déclarent avoir été beaucoup aidés et 20,44 % (93/455) aidés, soit un cumul de 89,01 % (405/455) des participants percevant une amélioration. Ce résultat constitue un indicateur solide de l'efficacité du projet en matière de renforcement des capacités.

Cette tendance est confirmée par les résultats relatifs à des dimensions spécifiques de l'intervention. Concernant les connaissances sur l'égalité des genres et l'engagement, 86,81 % (395/455) des répondants déclarent un impact positif (63,96 % (291/455) beaucoup aidés et 22,86 % (104/455) aidés). De même, 87,03 % (396/455) des participants indiquent que les activités ont amélioré leurs connaissances sur l'engagement des garçons dans la promotion des droits des filles. Ces résultats témoignent d'une appropriation importante des contenus du projet, notamment en matière de masculinité positive et de responsabilité partagée dans la promotion de l'égalité des genres.

L'analyse par genre montre que les filles déclarent généralement des niveaux d'impact plus élevés, ce qui est cohérent avec le ciblage prioritaire du projet. Toutefois, les résultats indiquent également une adhésion significative des garçons, suggérant que le projet a réussi à instaurer une dynamique inclusive. Cette participation conjointe des filles et des garçons est essentielle pour favoriser une transformation durable des normes sociales. Dans l'ensemble, ces résultats confirment que l'approche basée sur le sport et le jeu constitue un levier pertinent pour renforcer les compétences de vie, la confiance en soi et les connaissances liées à l'autonomisation.

Effets perçus sur les violences basée sur le genre et transformation des normes sociales

Les résultats relatifs à la perception de l'évolution des violences basée sur le genre montrent une tendance extrêmement positive et homogène. Une proportion très élevée des répondants, soit 97,14 % (442/455), estime que les violences basées sur le genre ont diminué depuis l'arrivée du projet, dont 65,49 % (298/455) qui déclarent qu'elles ont beaucoup diminué et 31,65 % (144/455) qu'elles ont un peu diminué. Les réponses indiquant une stagnation (2,64 % (12/455)) ou une augmentation (0,22 % (1/455)) restent marginales.

Ces résultats suggèrent que les activités du projet ont contribué de manière significative à modifier les comportements et les interactions sociales, en favorisant un environnement plus respectueux et équitable. L'approche du projet, combinant activités sportives, discussions participatives, mentorat et engagement communautaire, semble avoir permis de renforcer les mécanismes de prévention de la VBG et de promouvoir des normes sociales plus égalitaires. La forte perception de diminution des violences reflète à la fois une amélioration potentielle du contexte social et une prise de conscience accrue des enjeux liés à la violence basée sur le genre.

Par ailleurs, la cohérence entre les résultats sur les connaissances et ceux sur la perception de la réduction des violences renforce la validité des conclusions. L'amélioration des connaissances, notamment sur les droits des filles et l'engagement des garçons, apparaît comme un facteur clé expliquant cette évolution positive. Ainsi, les résultats confirment que le projet a contribué à une transformation sociale progressive, en agissant simultanément sur les connaissances, les attitudes et les comportements.

Compréhension des violences basée sur le genre et limites dans la reclassification

Les résultats relatifs à la reclassification des violences basée sur le genre apportent un éclairage complémentaire. En effet, seuls 5,27 % (24/455) des répondants déclarent avoir identifié de nouveaux comportements comme étant des violences basées sur le genre à la suite de leur participation au projet, contre 94,73 % (431/455) qui répondent négativement.

À première vue, ce résultat pourrait suggérer un impact limité du projet sur la capacité des participants à redéfinir les violences. Toutefois, une analyse plus approfondie montre que les exemples fournis par les répondants concernés incluent des formes de violences non physiques et souvent invisibles, telles que l'absence de sensibilisation (33,33 % (8/24)), la violence verbale (33,33 % (8/24)) et les inégalités de genre (29,17 % (7/24)). Cela indique que, bien que la proportion de répondants concernés soit faible, ceux-ci ont développé une compréhension plus nuancée et qualitative des violences basée sur le genre.

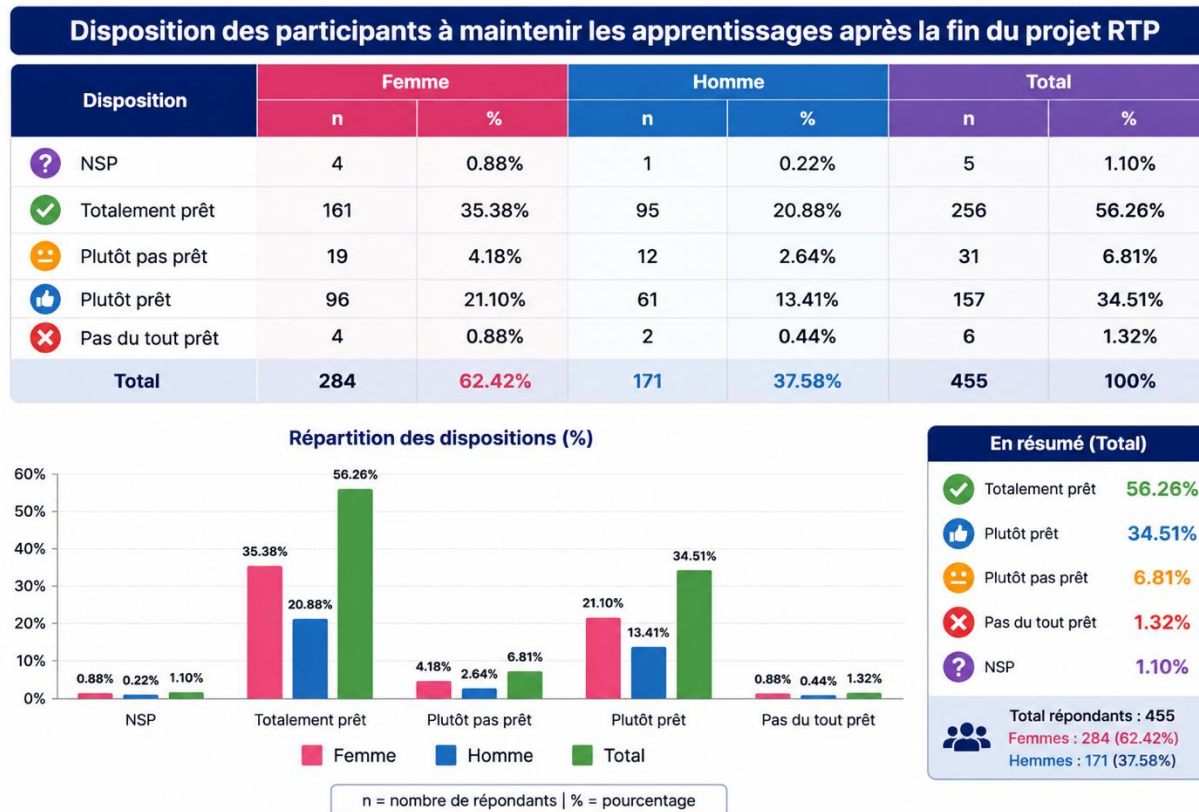


Figure 8 : Disposition des participants à maintenir les apprentissages à la fin du projet

Les résultats sur la volonté des participants de continuer à pratiquer les enseignements et aptitudes acquis après la fin du projet constitue indiquent une disposition très élevée à poursuivre les acquis, avec 56,26 % (256/455) des répondants se déclarant totalement prêts et 34,51 % (157/455) plutôt prêts. Ainsi, 90,77 % (413/455) des participants expriment une intention positive de maintenir les pratiques apprises. À l’inverse, 6,81 % (31/455) se disent plutôt pas prêts et 1,32 % (6/455) pas du tout prêts, tandis que 1,1 % (5/455) ne se prononcent pas.

Ces résultats suggèrent que les acquis du projet sont non seulement pertinents mais également suffisamment intégrés pour être maintenus au-delà de la durée d’intervention. L’analyse par genre confirme que cette dynamique est particulièrement forte chez les filles et jeunes femmes, les principaux participants du projet. Parmi elles, 35,38 % (161/455) se déclarent totalement prêtes et 21,1 % (96/455) plutôt prêtes à continuer à appliquer les apprentissages. Du côté des garçons et jeunes hommes, 20,88 % (95/455) se disent totalement prêts et 13,41 % (61/455) plutôt prêts. Ces résultats indiquent que le projet a contribué à renforcer durablement les compétences de vie, notamment la confiance en soi, le leadership et la capacité à adopter des comportements positifs, avec un effet particulièrement marqué chez les filles. Ils reflètent également l’efficacité de l’approche intégrée du projet, qui combine autonomisation des filles et engagement des garçons dans la transformation des normes sociales.

Degré de disposition à enseigner les acquis Right To Play						
	Femme		Homme		Total	
	n	%	n	%	n	%
Totalement prêt	165	36.26%	96	21.1%	261	57.36%
Plutôt prêt	99	21.76%	62	13.63%	161	35.38%
NSP	2	0.44%	2	0.44%	4	0.88%
Plutôt pas prêt	13	2.86%	10	2.2%	23	5.05%
Pas du tout prêt	5	1.1%	1	0.22%	6	1.32%
Total	284	62.42%	171	37.58%	455	100%

Tableau 5 : Degré de disposition à enseigner les acquis Right To Play

Les résultats relatifs à la volonté des participants de transmettre les connaissances et aptitudes acquises montrent un niveau très élevé de disposition au partage, avec 57,36 % (261/455) des répondants se déclarant totalement prêts à enseigner ce qu’ils ont appris, et 35,38 % (161/455) plutôt prêts. Ainsi, au total, 92,74 % (422/455) des participants expriment une volonté positive de

transmission. À l'inverse, seuls 5,05 % (23/455) se disent plutôt pas prêts et 1,32 % (6/455) pas du tout prêts, tandis que 0,88 % (4/455) ne se prononcent pas. Ces résultats traduisent un fort potentiel de réplication et d'appropriation des acquis du projet au-delà des participants directs.

L'analyse par genre montre que cette dynamique est particulièrement marquée chez les filles et jeunes femmes, en cohérence avec les objectifs d'autonomisation du projet. En effet, 36,26 % (165/455) des répondantes se disent totalement prêtes et 21,76 % (99/455) plutôt prêtes à transmettre les apprentissages. Du côté des garçons et jeunes hommes, 21,1 % (96/455) se déclarent totalement prêts et 13,63 % (62/455) plutôt prêts. Ces résultats indiquent que le projet a non seulement renforcé les compétences des participantes, mais également leur confiance et leur capacité à se positionner comme actrices de changement au sein de leurs pairs. La participation des garçons à cette dynamique reste également significative, ce qui est essentiel pour soutenir la diffusion de normes sociales positives, notamment en matière d'égalité des genres et de masculinité positive.

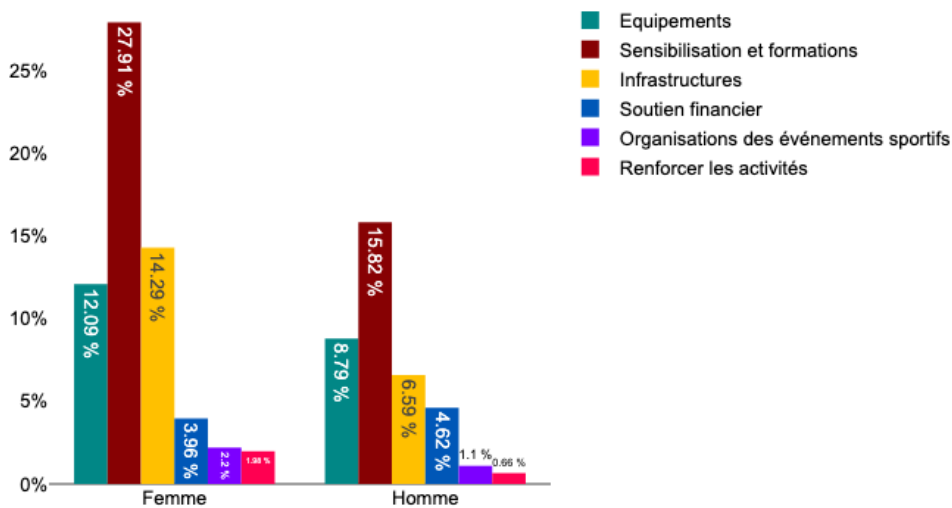


Figure 9 : Priorités d'amélioration pour les interventions futures

À la question portant sur l'identification des priorités d'amélioration par les participants en vue des interventions futures, les résultats montrent que le besoin le plus exprimé concerne la sensibilisation et les formations, citées par 43,74 % (199/455) des répondants. Viennent ensuite les équipements et les infrastructures, chacun mentionné par 20,88 % (95/455). Les autres besoins, bien que moins fréquemment cités, incluent le soutien financier avec 8,57 % (39/455), l'organisation d'événements sportifs avec 3,3 % (15/455), et le renforcement des activités existantes avec 2,64 % (12/455). Ces résultats indiquent que, malgré les effets positifs observés du projet, les participants expriment une attente forte de consolidation et d'approfondissement des acquis, notamment à travers le renforcement des capacités.

L'analyse par genre révèle que ces priorités sont partagées par les filles et les garçons, tout en étant plus fortement exprimées par les filles et jeunes femmes, qui constituent 62,42 % (284/455) de l'échantillon. Les filles sont particulièrement nombreuses à souligner l'importance des sensibilisations et formations (27,91 % (127/455)), ainsi que des infrastructures (14,29 % (65/455)) et des équipements

(12,09 % (55/455)). Du côté des garçons, les priorités restent similaires, avec 15,82 % (72/455) pour les sensibilisations et formations, 8,79 % (40/455) pour les équipements et 6,59 % (30/455) pour les infrastructures. Le soutien financier apparaît relativement plus mentionné par les garçons (4,62 % (21/455)) que par les filles (3,96 % (18/455)), ce qui peut refléter des attentes différenciées en matière d'opportunités économiques. Globalement, ces résultats confirment que les besoins exprimés sont alignés avec les objectifs du projet, tout en mettant en évidence des attentes spécifiques selon les groupes.

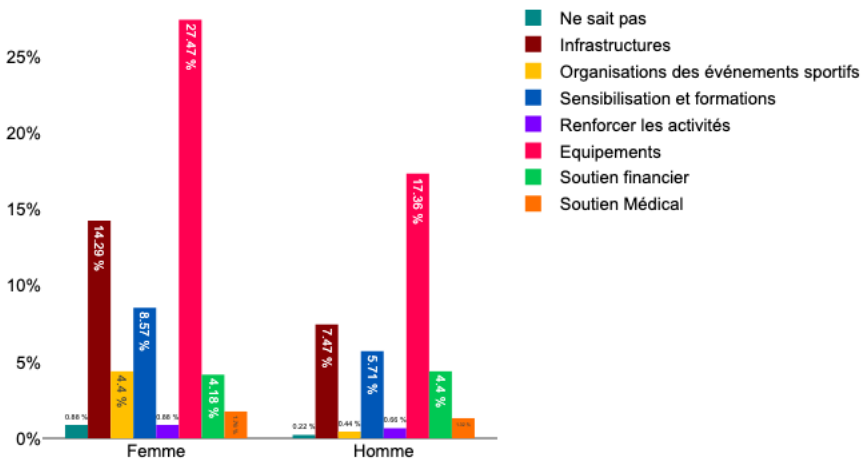


Figure 10 : Priorités d'amélioration complémentaires exprimées par les participants

Les résultats relatifs aux priorités d'amélioration complémentaires exprimées par les participants confirment et affinent les besoins identifiés précédemment. Le besoin le plus fortement exprimé concerne les équipements, cités par 44,84 % (204/455) des répondants, suivi des infrastructures avec 21,76 % (99/455). Les sensibilisations et formations sont également mentionnées par 14,29 % (65/455), tandis que le soutien financier représente 8,57 % (39/455). Les autres priorités, bien que moins fréquentes, incluent l'organisation d'événements sportifs (4,84 % (22/455)), le soutien médical (3,08 % (14/455)) et le renforcement des activités (1,54 % (7/455)). Une très faible proportion, soit 1,1 % (5/455), ne se prononce pas. Ces résultats mettent en évidence une attente forte d'amélioration des conditions matérielles de mise en œuvre du projet.

L'analyse par genre montre que ces priorités sont largement partagées entre filles et garçons, avec toutefois une expression plus marquée chez les filles et jeunes femmes, qui représentent 62,42 % (284/455) de l'échantillon. Les filles expriment particulièrement le besoin en équipements (27,47 % (125/455)) et en infrastructures (14,29 % (65/455)), ainsi que des attentes en matière de sensibilisation et formation (8,57 % (39/455)). Du côté des garçons, les mêmes priorités émergent, notamment les équipements (17,36 % (79/455)) et les infrastructures (7,47 % (34/455)), avec une mention relativement équilibrée du soutien financier (4,4 % (20/455)). Ces résultats confirment que, bien que le projet ait généré des effets positifs importants, des contraintes matérielles persistent et peuvent limiter l'intensité ou la qualité de la participation.

Les deux groupes des résultats, issus de l'évaluation finale du projet, convergent sur le fait que les participants expriment pour une amélioration pour les interventions futures, mais elles diffèrent dans la hiérarchisation des besoins. La première met l'accent sur les sensibilisations et les formations, révélant un besoin marqué de renforcement des capacités et de consolidation des acquis. La seconde met davantage l'accent sur les équipements et les infrastructures, traduisant une attente forte en matière d'amélioration des conditions matérielles de mise en œuvre. Dans les deux cas, les priorités sont largement partagées entre filles et garçons, avec une expression plus marquée chez les filles et jeunes femmes, ce qui confirme l'alignement des attentes avec les objectifs du projet tout en mettant en évidence des besoins spécifiques selon le genre et les groupes.

3.4 L'Égalité des Genres

Perception du niveau de réalisation de l'égalité des genres

L'analyse par genre met en évidence des écarts significatifs dans la perception de l'importance de l'égalité entre les genres. Les filles et jeunes femmes, principaux participants du projet, sont proportionnellement plus nombreuses à considérer cette question comme prioritaire, avec 36,26 % (165/455) la jugeant très importante et 9,23 % (42/455) extrêmement importante. À l'inverse, bien que les garçons et jeunes hommes reconnaissent également son importance, ils sont relativement moins nombreux à la qualifier d'extrêmement importante (1,54 % (7/455)), et davantage à la considérer comme peu importante (4,62 % (21/455)) ou pas importante du tout (2,86 % (13/455)). Ces différences suggèrent que, malgré les efforts du projet pour promouvoir la masculinité positive, des normes de genre inégalitaires peuvent encore influencer les perceptions chez certains garçons.

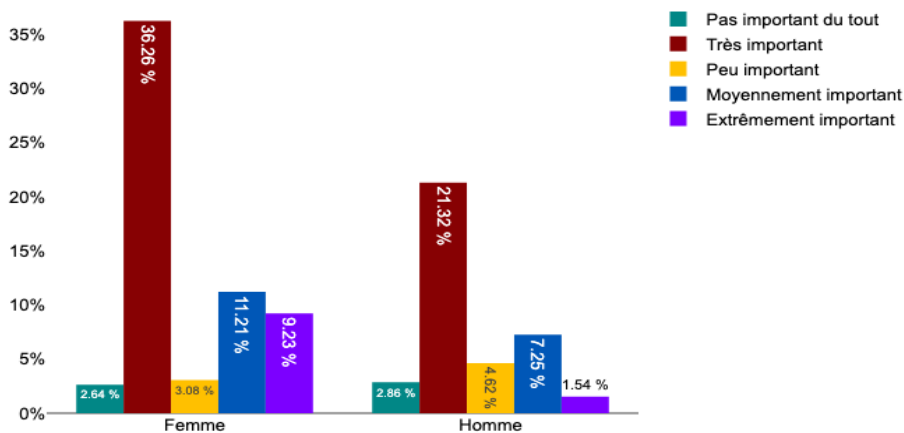


Figure 11: Perception de l'importance de l'égalité entre et selon le genre

Les résultats sur les changements potentiels en matière de normes sociales montrent une reconnaissance globalement forte de l'importance de cette thématique, avec 57,58 % (262/455) des répondants qui la jugent très importante et 10,77 % (49/455) extrêmement importante. Ainsi, au total, 68,35 % (311/455) des participants accordent une importance élevée à l'égalité des genres. En complément, 18,46 % (84/455) la considèrent comme moyennement importante. Toutefois, une

proportion non négligeable, soit 7,69 % (35/455), la juge peu importante et 5,49 % (25/455) pas importante du tout, ce qui indique que certaines résistances ou perceptions limitées persistent au sein des communautés ciblées.

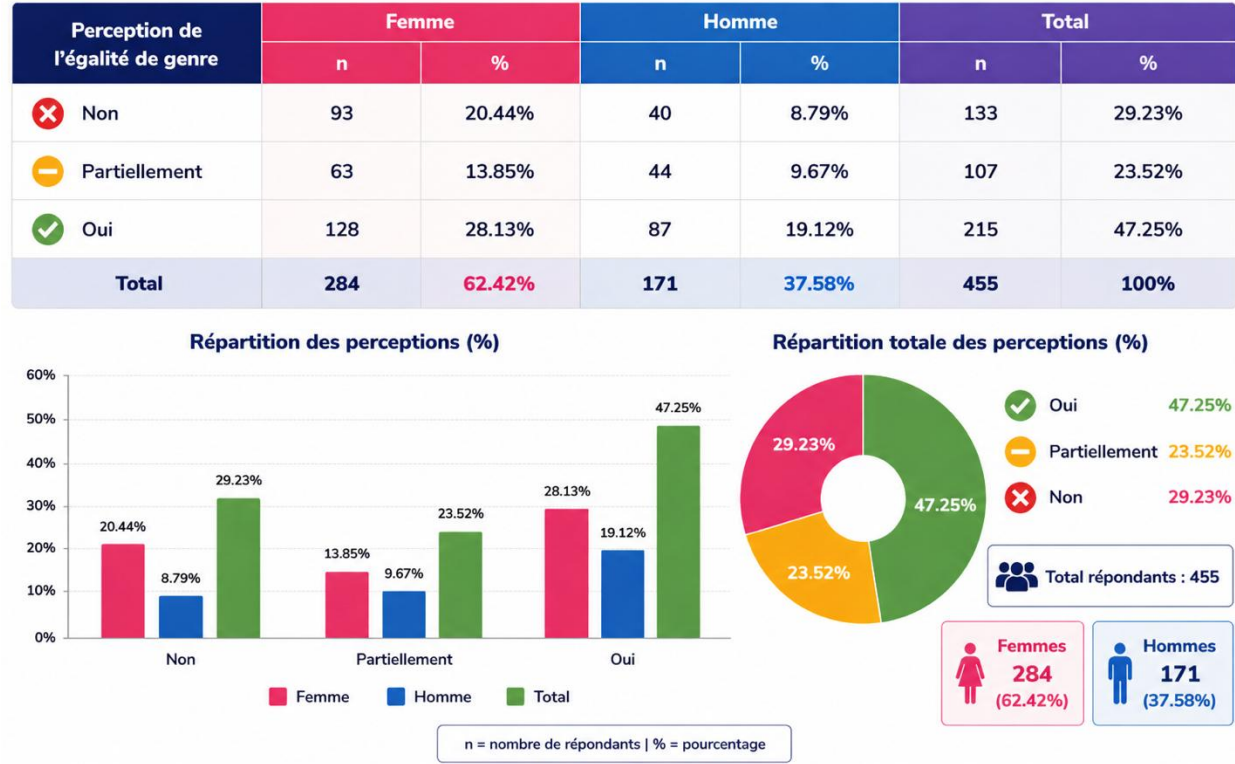


Figure 12: Perception du niveau de réalisation d'égalité des genres dans la communauté

Les résultats concernant la perception du niveau de réalisation de l'égalité des genres montrent que près de la moitié des répondants, soit 47,25 % (215/455), estiment que l'égalité des genres est réalisée dans leur communauté, tandis que 23,52 % (107/455) considèrent qu'elle est partiellement réalisée. Ainsi, 70,77 % (322/455) perçoivent au moins un certain niveau de progrès. Toutefois, une proportion importante de 29,23 % (133/455) estime que l'égalité des genres n'est pas réalisée, ce qui indique que des inégalités persistantes sont encore perçues.

L'analyse par genre révèle des perceptions différenciées entre filles et garçons. Les filles et jeunes femmes sont 28,13 % (128/455) à considérer que l'égalité est réalisée et 13,85 % (63/455) à estimer qu'elle l'est partiellement, mais elles sont également plus nombreuses à déclarer qu'elle n'est pas réalisée (20,44 % (93/455)). Du côté des garçons et jeunes hommes, 19,12 % (87/455) perçoivent l'égalité comme réalisée, 9,67 % (44/455) comme partielle, et 8,79 % (40/455) comme non réalisée. Ces résultats suggèrent que les filles, en tant que principales concernées par les inégalités, ont une perception plus critique de la réalité des progrès, tandis que les garçons peuvent avoir une vision relativement plus optimiste de la situation.

Certaines communes se distinguent par une perception nettement plus positive. C'est le cas de Bignona, où 11,65 % (53/455) des répondants estiment que l'égalité est réalisée, contre seulement 2,86 % (13/455) qui pensent le contraire. De même, à Tionk Essyl, une quasi-unanimité se dégage en faveur d'une perception positive, avec 7,03 % (32/455) considérant que l'égalité est réalisée et

seulement 0,22 % (1/455) exprimant une opinion négative. Des tendances similaires sont observées à Diembering (5,05 % (23/455) “oui”) et Mlomp (4,18 % (19/455) “oui”), indiquant des environnements où les progrès en matière d’égalité des genres sont davantage perçus. À l’inverse, certaines communes présentent des perceptions plus mitigées ou critiques. À Bambali (6,81 % (31/455) “non” contre 1,76 % (8/455) “oui”) et Djirédji (4,62 % (21/455) “non” contre 1,54 % (7/455) “oui”), les répondants sont plus nombreux à considérer que l’égalité n’est pas atteinte. À Oussouye, une proportion importante de réponses “partiellement” (5,27 % (24/455)) traduit une perception intermédiaire, suggérant des progrès encore incomplets.

La commune de Ziguinchor, qui représente la plus grande part de l’échantillon (22,42 % (102/455)), présente une situation équilibrée, avec 8,13 % (37/455) des répondants estimant que l’égalité est réalisée, 6,37 % (29/455) partiellement réalisée, et 7,91 % (36/455) non réalisée. Cette diversité de perceptions reflète probablement la complexité des dynamiques sociales dans les zones urbaines ou plus densément couvertes par le projet. Dans l’ensemble, ces résultats confirment que le projet RECAF-Jeu a contribué à faire progresser les perceptions positives de l’égalité des genres, mais que son impact varie selon les contextes locaux. Ils soulignent la nécessité d’adopter des approches différenciées à l’échelle communale, en renforçant les interventions dans les zones où les perceptions restent plus critiques, afin d’assurer une transformation plus homogène et durable des normes sociales.

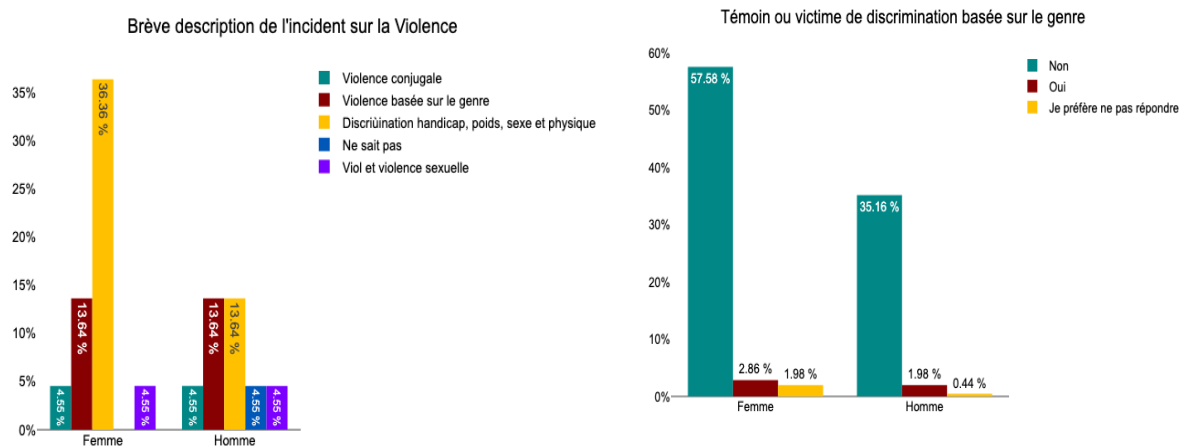


Figure 13: Nature des incidents de violence signalés et expérience de discrimination fondée sur le genre

Les données montrent que la grande majorité des répondants, soit 92,75 % (422/455), déclarent ne pas avoir été témoins ni victimes de discrimination basée sur le sexe. À l’inverse, 4,84 % (22/455) rapportent avoir vécu ou observé de telles situations, tandis que 2,42 % (11/455) préfèrent ne pas répondre. Ces résultats peuvent être interprétés comme un signal encourageant d’un environnement perçu comme relativement protecteur, possiblement influencé par les actions de sensibilisation et de transformation sociale mises en œuvre par le projet.

L’analyse par région met toutefois en évidence des différences importantes. À Sédhiou, presque tous les répondants déclarent ne pas avoir été confrontés à la discrimination, soit 98,54 % (135/137), contre seulement 1,46 % (2/137) qui indiquent en avoir été témoins ou victimes, et aucun cas de non-réponse. À Ziguinchor, bien que la majorité reste également élevée avec 90,25 % (287/318) déclarant ne pas

avoir été exposés, les proportions de discrimination rapportée (6,29 % (20/318)) et de non-réponse (3,46 % (11/318)) sont plus élevées. Ces écarts suggèrent que les situations de discrimination sont davantage reconnues ou exprimées à Ziguinchor, ce qui peut refléter soit une réalité plus marquée, soit une plus grande sensibilisation et capacité à identifier ces situations.

L'analyse par commune révèle des variations significatives. La commune de Ziguinchor, qui concentre la plus grande part de l'échantillon (22,42 % (102/455)), enregistre également le plus grand nombre de cas rapportés de discrimination, avec 2,64 % (12/455), ainsi que 0,88 % (4/455) de non-réponses. Des cas sont également signalés à Bignona (0,88 % (4/455)), Diembering (0,66 % (3/455)), Bambali (0,44 % (2/455)) et Tionk Essyl (0,22 % (1/455)). En revanche, aucune situation de discrimination n'est rapportée à Djirédji, Sédhiou, Mlomp et Oussouye, ce qui peut traduire soit une absence réelle de cas, soit une sous-déclaration liée à des facteurs sociaux ou culturels. Par ailleurs, les non-réponses sont principalement observées à Bignona (0,88 % (4/455)), Ziguinchor (0,88 % (4/455)) et Tionk Essyl (0,66 % (3/455)), ce qui peut refléter une certaine sensibilité du sujet dans ces localités.

L'analyse par genre révèle toutefois des nuances importantes. Parmi les filles et jeunes femmes, 2,86 % (13/455) déclarent avoir été témoins ou victimes de discrimination, contre 1,98 % (9/455) chez les garçons et jeunes hommes. De plus, 1,98 % (9/455) des filles préfèrent ne pas répondre, contre 0,44 % (2/455) des garçons, ce qui peut suggérer une sensibilité accrue ou une réticence à s'exprimer sur ce type d'expérience. Bien que les proportions restent faibles, ces écarts indiquent que les filles continuent d'être légèrement plus exposées ou plus conscientes des situations de discrimination, ce qui est cohérent avec leur position dans les rapports de genre.

L'analyse qualitative des cas rapportés de discrimination basée sur le genre (4,84 % (22/455)) permet de mieux comprendre la nature des violences et inégalités persistantes. Parmi ces cas, la forme la plus fréquemment citée concerne les discriminations liées au handicap, au poids, au genre ou à l'apparence physique, représentant 50 % (11/22) des situations. Viennent ensuite les cas de violence basée sur le genre au sens large avec 27,27 % (6/22), tandis que les violences conjugales et les violences sexuelles (y compris viol) représentent chacune 9,09 % (2/22). Une faible proportion, soit 4,55 % (1/22), n'a pas été en mesure de préciser la nature de l'incident. Ces résultats montrent que, bien que peu fréquents en proportion globale, les cas rapportés couvrent des formes variées de violences et de discriminations, certaines étant particulièrement graves.

L'analyse par genre indique que les filles et jeunes femmes représentent 59,09 % (13/22) des cas rapportés, contre 40,91 % (9/22) pour les garçons et jeunes hommes. Les filles sont davantage concernées par les discriminations multiples, notamment celles liées à l'apparence et au genre, tandis que les cas de violences basées sur le genre et de violences sexuelles touchent à la fois les filles et les garçons. Cette répartition met en évidence le caractère transversal de certaines formes de discrimination, tout en confirmant que les filles restent globalement plus exposées aux inégalités structurelles, en cohérence avec les objectifs du projet.

Pensez-vous que les hommes et les femmes devraient avoir les mêmes opportunités

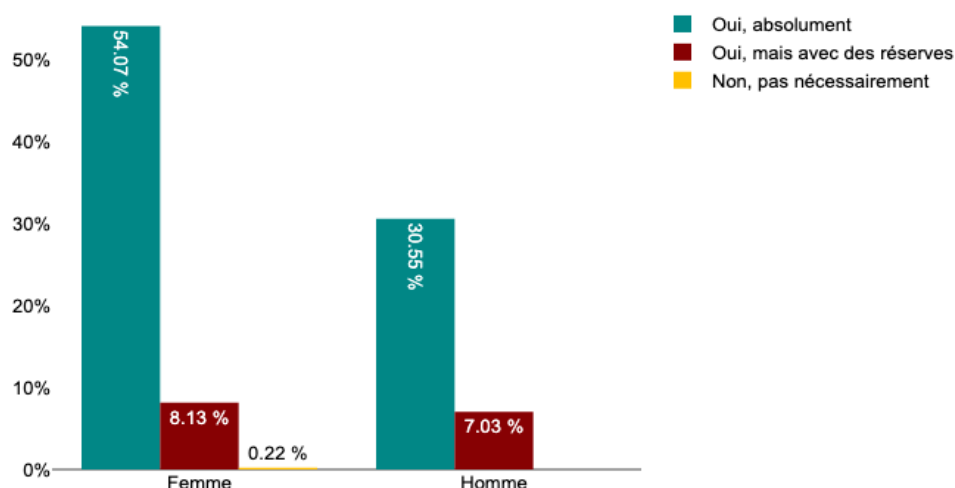


Figure 14: Perceptions d'égalité des genres

Les résultats relatifs à la perception de l'égalité des opportunités entre les hommes et les femmes montrent une adhésion très forte à ce principe, avec 84,62 % (385/455) des répondants affirmant absolument que les hommes et les femmes devraient avoir les mêmes opportunités. À cela s'ajoutent 15,16 % (69/455) qui y sont favorables avec des réserves, portant à 99,78 % (454/455) la proportion totale de répondants exprimant une position globalement positive. Seule une proportion marginale de 0,22 % (1/455) estime que cela n'est pas nécessaire. Ces résultats traduisent un niveau très élevé d'adhésion aux principes d'égalité des genres, suggérant une évolution significative des attitudes au sein des communautés ciblées.

L'analyse par genre révèle que cette adhésion est largement partagée, tout en étant légèrement plus affirmée chez les filles et jeunes femmes. En effet, 54,07 % (246/455) des filles déclarent être absolument en faveur de l'égalité des opportunités, contre 30,55 % (139/455) des garçons. Les positions nuancées (« oui, mais avec des réserves ») concernent 8,13 % (37/455) des filles et 7,03 % (32/455) des garçons, indiquant que certaines perceptions restent conditionnelles. Ces réserves peuvent refléter la persistance de normes sociales ou culturelles influençant la manière dont l'égalité est comprise ou acceptée, en particulier chez certains garçons, bien que l'adhésion globale reste très élevée.

Principaux obstacles à l'égalité des genres identifiés par les répondants

L'identification des principales barrières à l'égalité des genres permet d'apprécier les défis persistants au sein des communautés ciblées, malgré les progrès observés. Les résultats montrent que les traditions constituent de loin l'obstacle le plus important, cité par 33,41 % (152/455) des répondants. Elles sont suivies par la discrimination avec 18,46 % (84/455), la religion avec 15,16 % (69/455) et le manque d'informations et d'éducation avec 11,21 % (51/455). Une proportion plus faible des répondants mentionne qu'il n'existe aucune barrière (7,69 % (35/455)), tandis que d'autres facteurs comme les responsabilités attribuées aux hommes (3,96 % (18/455)) ou des éléments économiques et

sociaux sont moins fréquemment cités. Ces résultats mettent en évidence que les obstacles à l'égalité des genres sont principalement enracinés dans des normes sociales et culturelles profondément ancrées.

L'analyse par genre révèle que les filles et jeunes femmes identifient davantage ces barrières, en particulier les traditions (21,98 % (100/455)) et la discrimination (12,75 % (58/455)), comparativement aux garçons (11,43 % (52/455) et 5,71 % (26/455) respectivement). Les garçons mentionnent également ces obstacles, mais dans des proportions plus faibles, ce qui peut refléter une perception différenciée des inégalités vécues. Par ailleurs, le manque d'information et d'éducation est mentionné de manière relativement équilibrée entre filles (5,71 % (26/455)) et garçons (5,49 % (25/455)), indiquant un consensus sur le rôle clé de la sensibilisation dans la transformation des normes sociales. Le fait que certains répondants (2,42 % (11/455)) ne soient pas en mesure d'identifier des barrières ou ne sachent pas répondre souligne également des limites dans la compréhension des enjeux de genre.

Les perceptions des participants concernant les mesures à mettre en œuvre par les autorités locales et les organisations pour promouvoir l'égalité des genres apportent des éclairages importants sur les leviers de changement attendus. Les résultats montrent que la majorité des répondants privilégie des actions structurelles, notamment le renforcement de la législation contre la discrimination, cité par 57,14 % (260/455). La sensibilisation et l'éducation du public apparaissent également comme une priorité majeure, mentionnée par 42,42 % (193/455). En revanche, les programmes de mentorat et de soutien sont très peu cités, avec seulement 0,44 % (2/455). Ces résultats indiquent que les participants perçoivent l'égalité des genres comme un enjeu nécessitant à la fois des réponses institutionnelles fortes et des changements au niveau des mentalités.

L'analyse par genre révèle des différences intéressantes dans les priorités exprimées. Les filles et jeunes femmes mettent davantage l'accent sur le renforcement de la législation (38,9 % (177/455)) et la sensibilisation (23,52 % (107/455)), traduisant une attente forte en matière de protection contre les discriminations et de transformation sociale. Du côté des garçons et jeunes hommes, bien que ces priorités soient également présentes (18,24 % (83/455) pour la législation et 18,9 % (86/455) pour la sensibilisation), leur répartition est plus équilibrée. Le très faible recours aux programmes de mentorat, surtout chez les filles (0 % (0/455)), peut indiquer soit une faible visibilité de ces dispositifs, soit une perception limitée de leur utilité dans le contexte local.

Mesures des gouvernements locaux et les organisations locales pour promouvoir l'égalité des genres

Ces résultats apportent un éclairage complémentaire sur les mesures prioritaires à renforcer pour promouvoir l'égalité des genres, en mettant l'accent sur les approches sociales et éducatives. La grande majorité des répondants, soit 87,81 % (245/279), identifie la sensibilisation et l'éducation du public comme levier principal, tandis que 12,19 % (34/279) mentionnent les programmes de mentorat et de soutien. Cette forte orientation vers la sensibilisation confirme que les participants perçoivent le changement des mentalités et des normes sociales comme un facteur central pour faire progresser l'égalité des genres dans leurs communautés.

L'analyse par genre montre que cette priorité est particulièrement marquée chez les filles et jeunes femmes, avec 60,22 % (168/279) qui mettent en avant la sensibilisation, contre 27,6 % (77/279) chez les garçons et jeunes hommes. Les programmes de mentorat et de soutien, bien que moins cités, sont mentionnés par 6,81 % (19/279) des filles et 5,38 % (15/279) des garçons, indiquant un intérêt partagé mais secondaire. Ces résultats suggèrent que les filles, davantage exposées aux inégalités, accordent une importance accrue aux actions visant à transformer les perceptions et comportements au niveau communautaire.

Les participants ayant identifié les programmes de mentorat et de soutien comme mesure prioritaire pour promouvoir l'égalité des genres. Au total, 100 % (87/87) des répondants de ce sous-groupe soutiennent cette option, avec une majorité de filles et jeunes femmes représentant 64,37 % (56/87), contre 35,63 % (31/87) de garçons et jeunes hommes. Cette répartition confirme que, bien que le mentorat soit moins fréquemment cité à l'échelle globale, il suscite un intérêt marqué parmi certains participants, en particulier les filles.

L'analyse par genre met en évidence que les filles et jeunes femmes sont proportionnellement plus nombreuses à valoriser ces dispositifs de mentorat. Cela peut s'expliquer par leur besoin accru d'accompagnement, de modèles de rôle et de soutien dans un contexte où elles font face à des barrières structurelles liées aux normes sociales, à l'accès limité aux opportunités et à des risques plus élevés de discrimination. Pour ces participants, les programmes de mentorat apparaissent comme un levier concret pour renforcer la confiance en soi, le leadership et les capacités d'action, en complément des activités de sensibilisation déjà mises en œuvre par le projet.

L'analyse des actions que les participants estiment pouvoir entreprendre pour promouvoir l'égalité des genres

L'analyse des actions que les participants estiment pouvoir entreprendre individuellement pour promouvoir l'égalité des genres met en évidence un résultat particulièrement significatif en termes d'appropriation et de transformation sociale. De manière dominante, les réponses se concentrent autour de la sensibilisation sous différentes formes (sensibiliser les jeunes, la communauté, organiser des causeries, discussions, campagnes, etc.), qui représente de loin l'action la plus citée à travers de multiples formulations (par exemple : 15,2 % (69/454) pour "sensibiliser", 14,1 % (64/454) pour "sensibilisation", ainsi que de nombreuses occurrences similaires). À cela s'ajoutent des actions complémentaires telles que l'éducation, le conseil, l'organisation de causeries, le plaidoyer, ou encore le partage de connaissances. Ces résultats montrent que les participants ont majoritairement intégré le rôle de relais communautaire, en cohérence avec l'approche du projet basée sur le changement de normes sociales à travers l'apprentissage expérientiel.

L'analyse par genre indique que cette dynamique est particulièrement portée par les filles et jeunes femmes, qui expriment davantage d'initiatives liées à la sensibilisation, à l'autonomisation des femmes, à l'éducation des filles et à la promotion de leurs droits. Les garçons participent également à cette dynamique, en mettant davantage l'accent sur le dialogue, le respect, le partage d'informations et l'encouragement à l'égalité. Cette complémentarité reflète l'efficacité de l'approche du projet RECAF-

Jeu, qui vise à renforcer le leadership des filles tout en impliquant les garçons comme alliés dans la transformation des normes de genre. Toutefois, une minorité de réponses (par exemple 2,2 % (10/454) “rien/rien à signaler”) suggère que tous les participants ne se sentent pas encore pleinement capables d’agir, ce qui met en évidence un besoin d’accompagnement continu.

Les résultats relatifs au fait d’avoir été témoin de violences au cours des 12 derniers mois apportent un éclairage important sur la persistance des violences dans les communautés. Les données indiquent que 42,86 % (195/455) des répondants déclarent avoir été témoins de violences, tandis que 57,14 % (260/455) affirment ne pas en avoir été témoins. Ces résultats montrent que, malgré la perception largement positive d’une diminution de la violence basée sur le genre observée précédemment, les violences restent une réalité vécue par une proportion significative de jeunes.

L’analyse par genre révèle que les filles et jeunes femmes sont légèrement plus nombreuses à déclarer avoir été témoins de violences, avec 26,37 % (120/455), contre 16,48 % (75/455) chez les garçons et jeunes hommes. À l’inverse, 36,04 % (164/455) des filles et 21,1 % (96/455) des garçons déclarent ne pas avoir été témoins. Ces écarts peuvent s’expliquer par une exposition différenciée aux violences ou par une sensibilité accrue des filles à identifier et reconnaître ces situations, notamment dans un contexte où elles sont davantage concernées par les violences basées sur le genre.

Évolution de la violence liée au genre chez les jeunes au cours des derniers mois

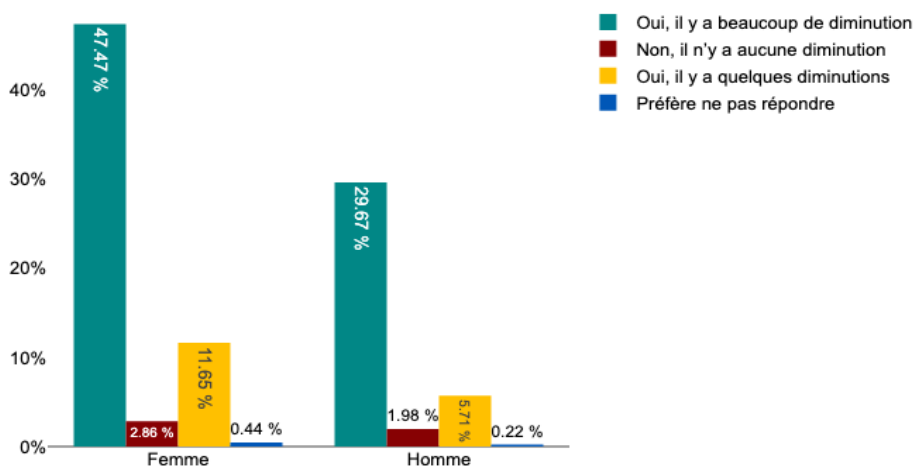


Figure 15: Evolution de VBG chez les jeunes au cours des derniers mois

Les résultats relatifs à la perception de l’évolution de la violence basée sur le genre (VBG) au cours des 12 derniers mois confirment une tendance globalement positive. En effet, 77,14 % (351/455) des répondants estiment qu’il y a beaucoup de diminution de la VBG, tandis que 17,36 % (79/455) observent quelques diminutions. Ainsi, 94,5 % (430/455) des participants perçoivent une réduction de la violence. À l’inverse, seuls 4,84 % (22/455) considèrent qu’il n’y a aucune diminution, et 0,66 % (3/455) préfèrent ne pas répondre. Ces résultats indiquent un changement perçu très significatif, suggérant un impact positif du projet sur les dynamiques de violence au sein des communautés ciblées.

L'analyse par genre montre que cette perception est partagée par les filles et les garçons, avec toutefois une intensité plus marquée chez les filles et jeunes femmes. Celles-ci représentent 47,47 % (216/455) des répondants qui observent une forte diminution, contre 29,67 % (135/455) chez les garçons. De même, 11,65 % (53/455) des filles et 5,71 % (26/455) des garçons perçoivent une diminution partielle.

Les perceptions négatives restent faibles dans les deux groupes, avec 2,86 % (13/455) des filles et 1,98 % (9/455) des garçons estimant qu'il n'y a pas de diminution. Cette tendance suggère que les filles, en tant que principales concernées par la VBG, sont particulièrement sensibles aux évolutions positives, ce qui renforce la crédibilité de ces résultats en termes d'impact.

Mis en perspective avec les autres résultats de l'évaluation — notamment le fait que 42,86 % (195/455) des répondants déclarent encore avoir été témoins de violences au cours des 12 derniers mois — ces données révèlent une dynamique contrastée. D'une part, le projet semble avoir contribué à réduire l'intensité ou la fréquence perçue de la VBG et à améliorer les normes sociales. D'autre part, la persistance de cas de violence montre que ces changements ne sont pas encore complets ni uniformes. Cela confirme que le projet RECAF-Jeu a généré des effets transformationnels significatifs, mais que la lutte contre la VBG nécessite des interventions continues et renforcées pour consolider les acquis et atteindre un changement durable à l'échelle communautaire.

Facteurs ayant contribué à la diminution de la violence liée au genre

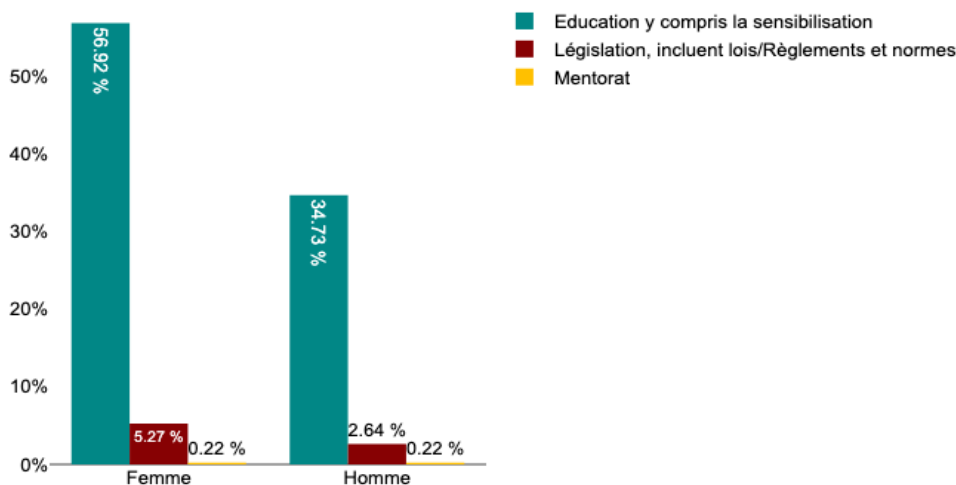


Figure 16: Facteurs ayant contribué à la diminution de la VBG

L'analyse des facteurs perçus comme ayant contribué à la diminution de la violence basée sur le genre (VBG) met en évidence le rôle central des approches éducatives et de sensibilisation. En effet, une écrasante majorité des répondants, soit 91,65 % (417/455), attribue cette évolution à l'éducation, y compris la sensibilisation. À titre comparatif, 7,91 % (36/455) mentionnent la législation et les normes, tandis que seulement 0,44 % (2/455) évoquent le mentorat. Ces résultats confirment que les changements perçus sont principalement liés à des transformations des connaissances, des attitudes et des comportements, en cohérence avec l'approche du projet basée sur le sport et le jeu comme outils d'apprentissage expérientiel.

L'analyse par genre montre que cette perception est largement partagée entre filles et garçons. Les filles et jeunes femmes représentent 56,92 % (259/455) des répondants qui attribuent la diminution de la VBG à l'éducation et à la sensibilisation, contre 34,73 % (158/455) chez les garçons et jeunes hommes. La législation est mentionnée par 5,27 % (24/455) des filles et 2,64 % (12/455) des garçons, indiquant une reconnaissance plus limitée mais réelle du rôle des cadres institutionnels. Le mentorat, bien que très faiblement cité (0,44 % (2/455)), est mentionné de manière équilibrée entre les deux groupes. Ces résultats suggèrent que les participants perçoivent davantage les effets des actions directes et visibles — comme les activités de sensibilisation — que ceux des mécanismes structurels ou d'accompagnement individualisé.

Mis en perspective avec les autres résultats de l'évaluation — notamment la forte perception de diminution de la VBG (94,5 % (430/455)) et l'identification des normes sociales comme principales barrières — ces données renforcent la pertinence du modèle d'intervention du projet RECAF-Jeu. Elles indiquent que les activités de sensibilisation, les causeries, et les approches participatives ont joué un rôle déterminant dans l'évolution des comportements et des attitudes. Toutefois, la faible reconnaissance du mentorat et le rôle secondaire accordé à la législation suggèrent des pistes d'amélioration pour une phase future, notamment en renforçant la visibilité et l'intégration de ces leviers afin de consolider les changements à la fois au niveau individuel et institutionnel.

3.5 Analyse des résultats des entraîneurs et entraîneuses

L'analyse de la répartition des entraîneurs (n=37) confirme une forte dominance masculine, avec 86,49 % (32/37) d'hommes contre 13,51 % (5/37) de femmes. Cette distribution met en évidence un déséquilibre de genre dans les fonctions d'encadrement, bien que légèrement moins marqué que dans d'autres segments du projet.

<i>Répartition des entraîneurs et entraîneuses par régions</i>						
	Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%
Ziguinchor	22	59.46%	5	13.51%	27	72.97%
Sédhiou	10	27.03%	0	0%	10	27.03%
Total	32	86.49%	5	13.51%	37	100%

Tableau 6 : Répartition des entraîneurs et entraîneuses par régions.

Sur le plan régional, la majorité des entraîneurs est concentrée à Ziguinchor, qui représente 72,97 % (27/37) de l'effectif total. Dans cette région, les femmes sont présentes mais restent minoritaires, avec 13,51 % (5/37), soit 18,52 % (5/27) des entraîneurs à l'échelle régionale. À l'inverse, la région de

Sédhiou, qui regroupe 27,03 % (10/37) des entraîneurs, se caractérise par une absence totale de femmes (0 %) dans les rôles d'encadrement.

Du point de vue genre, ces résultats confirment l'existence de barrières structurelles et socioculturelles limitant l'accès des femmes aux fonctions de leadership sportif, particulièrement en milieu plus conservateur comme Sédhiou. La présence de femmes à Ziguinchor suggère toutefois une évolution progressive des normes, probablement facilitée par un environnement plus favorable. Néanmoins, leur faible proportion limite la disponibilité de modèles féminins pour les filles, ce qui peut affecter la pleine réalisation des objectifs du projet en matière d'autonomisation et de transformation des normes de genre.

L'analyse combinée des indicateurs sur les entraîneurs et entraîneuses met en évidence une transformation globale très positive des perceptions des entraîneurs en matière d'égalité des genres, de participation des filles au sport et de non-violence. Le sport est désormais perçu comme un levier inclusif et universel de développement, et les entraîneurs jouent un rôle actif dans la promotion de ces valeurs. Toutefois, cette transformation reste partielle sur certains aspects, notamment le consentement et la représentation des femmes dans les rôles d'encadrement. Ces résultats soulignent ainsi la nécessité de consolider les acquis, en renforçant les actions sur les normes sociales profondes et les changements structurels, afin d'assurer une transformation durable et complète des rapports de genre.

Une adhésion très forte aux principes d'égalité des genres dans le sport

Les résultats issus des questions montrent une adhésion quasi unanime des entraîneurs et entraîneuses aux principes d'égalité des genres dans le sport. En effet, 100 % (37/37) des répondants affirment que les filles doivent avoir le même accès au sport que les garçons, traduisant une acceptation totale du principe d'égalité d'accès. Cette position est renforcée par le rejet massif des restrictions liées au genre dans la pratique sportive : 91,89 % (34/37) considèrent qu'aucun sport ne devrait être interdit aux garçons et 89,19 % (33/37) partagent cette opinion pour les filles.

Ces résultats témoignent d'une évolution significative des normes sociales, notamment dans un domaine traditionnellement marqué par des stéréotypes de genre. Le fait que les restrictions soient marginales, et exclusivement exprimées par des hommes, indique que les résistances subsistent mais restent limitées. Globalement, les entraîneurs apparaissent comme des acteurs alignés avec les objectifs du projet, intégrant les messages d'inclusion et d'égalité.

Par ailleurs, les perceptions liées aux bénéfices du sport sont également très positives et équitables entre les genres. L'ensemble des répondants (100 % (37/37)) reconnaît que le sport améliore la confiance en soi et la santé mentale des filles et des garçons. Cette unanimité est particulièrement importante, car elle montre que les entraîneurs ne perçoivent plus le sport comme un espace différencié selon le genre, mais comme un outil universel de développement personnel et psychosocial. Le sport est désormais perçu comme un levier neutre et inclusif, capable de bénéficier autant aux filles qu'aux garçons, ce qui constitue une base essentielle pour la transformation des normes.

Des pratiques d'encouragement actives mais encore genrées

Au-delà des perceptions, les résultats mettent en évidence un niveau élevé d'engagement des entraîneurs dans la promotion active du sport auprès des filles. En effet, 94,59 % (35/37) déclarent avoir encouragé les filles à pratiquer le sport, ce qui traduit une traduction concrète des valeurs d'égalité dans les pratiques.



84

Figure 17: Modalités d'encouragement des filles à la pratique du sport

Les modalités d'encouragement reposent principalement sur :

- La sensibilisation et les causeries : 62,86 % (22/35)
- L'organisation de tournois féminins : 22,86 % (8/35)
- La valorisation des opportunités du sport : 14,29 % (5/35)

Ces approches montrent que les entraîneurs agissent à la fois sur :

- Les normes sociales (sensibilisation)
- Les opportunités concrètes (tournois)
- Les perceptions individuelles (valorisation des bénéfices)

Cependant, l'analyse genre révèle une dimension importante : la majorité de ces actions est portée par des hommes, ce qui reflète la faible présence des femmes dans les rôles d'encadrement. Ainsi, bien que les filles soient activement encouragées, cet encouragement repose encore largement sur des acteurs masculins, ce qui peut limiter la transformation complète des rapports de genre.

Une transformation avancée des normes de non-violence et de masculinité

Les résultats relatifs aux normes de violence montrent une évolution très positive vers des attitudes non violentes. L'ensemble des répondants (100 % (37/37)) affirme que la violence entre garçons n'est jamais acceptable, indiquant une remise en question claire des normes traditionnelles associant masculinité et agressivité.

Concernant la violence envers les filles, la majorité des répondants (91,89 % (34/37)) adopte également une position de tolérance zéro. Toutefois, une minorité de 8,11 % (3/37) estime que la violence est « rarement acceptable », ce qui révèle une persistance marginale de normes permissives.

Ces résultats suggèrent que les entraîneurs jouent un rôle clé dans la promotion de modèles de masculinité positive, basés sur :

- Le respect
- Le contrôle de soi
- La résolution pacifique des conflits

Une appropriation positive mais encore partielle des notions de consentement

Les résultats sur le consentement indiquent une progression notable mais incomplète. La majorité des répondants reconnaît le droit de refuser des relations sexuelles non désirées :

- 78,38 % (29/37) pour les garçons
- 83,78 % (31/37) pour les filles

Cependant, une part non négligeable des réponses reste nuancée :

- « Parfois bien » : jusqu'à 13,51 % (5/37)
- « Ne sait pas » : jusqu'à 8,11 % (3/37)

Contrairement aux résultats sur la violence ou le sport, le consentement n'est pas encore perçu comme un principe absolu, mais plutôt comme une notion contextuelle.

3.6 Analyse des résultats des membres de la communauté

L'échantillon des membres de la communauté (n=434) présente une répartition globalement équilibrée entre les genres, avec 50,69 % (220/434) d'hommes et 49,31 % (214/434) de femmes. Cette quasi-parité constitue un élément méthodologique important, car elle permet de capter de manière relativement équitable les perceptions et dynamiques sociales des deux groupes, renforçant ainsi la représentativité des résultats en matière de normes de genre au niveau communautaire.

Répartition des membres de la communauté par genre						
	Sédhiou		Ziguinchor		Total	
	n	%	n	%	n	%
Homme	70	16.13%	150	34.56%	220	50.69%
Femme	73	16.82%	141	32.49%	214	49.31%
Total	143	32.95%	291	67.05%	434	100%

Tableau 7 : Répartition des membres de la communauté par genre

Sur le plan géographique, les répondants sont majoritairement issus de la région de Ziguinchor, qui concentre 67,05 % (291/434) de l’échantillon, contre 32,95 % (143/434) pour Sédhiou. Cette distribution reflète l’implantation plus large du projet dans la région de Ziguinchor, mais doit également être prise en compte dans l’interprétation des résultats, car elle peut influencer les tendances observées, notamment si les contextes socioculturels diffèrent entre les deux régions.

L’analyse croisée genre-région montre une répartition relativement homogène dans chaque zone. À Sédhiou, les femmes (16,82 % (73/434)) sont légèrement plus représentées que les hommes (16,13 % (70/434)), tandis qu’à Ziguinchor, les hommes (34,56 % (150/434)) sont légèrement majoritaires par rapport aux femmes (32,49 % (141/434)). Ces écarts restent toutefois limités, suggérant une bonne inclusion des femmes dans la collecte de données, y compris dans des contextes potentiellement plus contraignants.

L’analyse des données issues des membres de la communauté met en évidence une transformation sociale significative, bien qu’encore incomplète, en matière d’égalité des genres, d’autonomisation des jeunes et d’accès aux opportunités éducatives et sportives. À partir des facteurs influençant la poursuite des études chez les garçons, il apparaît que les décisions éducatives sont fortement dominées par des considérations économiques. En effet, les avantages perçus de l’éducation représentent 31,34 % (136/434), suivis de près par la disponibilité des ressources financières avec 30,18 % (131/434). Cette logique se retrouve également chez les filles, où la disponibilité de ressources financières constitue 27,88 % (121/434) et les bénéfices attendus 26,96 % (117/434). Ces résultats confirment que, pour les communautés, l’éducation est avant tout perçue comme un investissement conditionné par les capacités économiques et les retombées attendues. Toutefois, une différence importante subsiste : les facteurs sociaux tels que la sécurité des filles (8,29 % (36/434)) ou les normes sociales influencent davantage les décisions concernant les filles, alors que celles concernant les garçons restent principalement économiques.

Dans ce contexte, les résultats révèlent une progression remarquable de l’autonomie décisionnelle des jeunes. En matière d’éducation, 81,8 % (355/434) des répondants estiment que les garçons décident eux-mêmes de poursuivre leurs études, contre 82,03 % (356/434) pour les filles. Cette autonomie se

renforce encore dans le domaine du sport, où 94,93 % (412/434) des répondants déclarent que les garçons prennent eux-mêmes la décision de participer, et 96,08 % (417/434) pour les filles. En ce qui concerne le mariage, les proportions restent également très élevées, avec 95,39 % (414/434) pour les garçons et 91,71 % (398/434) pour les filles. Ces résultats traduisent une évolution majeure des normes sociales, marquée par une reconnaissance croissante du pouvoir décisionnel des jeunes, y compris des filles. Néanmoins, une nuance importante subsiste, puisque la famille – notamment les mères – continue d'exercer une influence plus marquée sur les décisions des filles, suggérant que leur autonomie reste partiellement encadrée.

Le sport apparaît comme un levier central d'autonomisation, largement reconnu par les communautés. Une proportion très élevée des répondants considère que le sport contribue à renforcer la confiance en soi des garçons (99,31 % (431/434)) et des filles (99,08 % (430/434)). De même, ses effets positifs sur la santé mentale sont unanimement reconnus, avec 99,08 % (430/434) pour les garçons et 99,31 % (431/434) pour les filles. Toutefois, cette reconnaissance s'accompagne d'un paradoxe important. Bien que 84,79 % (368/434) des répondants estiment que les filles devraient avoir le même accès au sport que les garçons, une proportion importante considère encore que certains sports ne leur sont pas appropriés (34,56 % (150/434)). À titre comparatif, seuls 6,68 % (29/434) estiment qu'il existe des sports inappropriés pour les garçons. Les restrictions concernant les filles se concentrent principalement sur des disciplines telles que le rugby (39,18 % (76/194)) et la lutte avec frappe (35,57 % (69/194)), associées à des normes de masculinité. Ces résultats montrent que, malgré une reconnaissance des bénéfices du sport, les filles restent confrontées à des barrières socioculturelles persistantes.

L'analyse des normes sociales liées au genre et à la sexualité confirme cette dynamique de transformation partielle. Le droit des filles à participer aux décisions est largement reconnu (94,47 % (410/434)), tout comme leur droit à exprimer leurs opinions (96,31 % (418/434)). Toutefois, seulement 66,59 % (289/434) des répondants estiment que leurs opinions sont effectivement prises en compte, tandis que 29,49 % (128/434) considèrent le contraire. Cet écart met en évidence une dissonance entre normes déclarées et pratiques réelles. En matière de consentement, 75,81 % (329/434) des répondants estiment qu'il est toujours acceptable pour un garçon de refuser une relation sexuelle non désirée, contre 85,25 % (370/434) pour les filles. Cependant, une proportion non négligeable de 10,60 % (46/434) pour les garçons et 7,83 % (34/434) pour les filles exprime des perceptions négatives, révélant des normes sociales encore ambiguës.

Les décisions relatives au mariage illustrent également des différences importantes entre les genres. Pour les garçons, le facteur déterminant reste la disponibilité de ressources financières (38,02 % (165/434)), tandis que pour les filles, la disponibilité à se marier (30,65 % (133/434)) et la pression sociale liée à la prévention des grossesses (20,74 % (90/434)) jouent un rôle majeur. Ces résultats montrent que le mariage des filles reste fortement influencé par des normes sociales et des logiques de contrôle, contrairement à celui des garçons, davantage régi par des considérations économiques.

Par ailleurs, les résultats révèlent un niveau élevé de connaissance des droits et des mécanismes de protection. Une grande majorité des répondants sait que les mutilations génitales féminines sont

illégales (89,86 % (390/434)) et que le viol constitue un crime (98,16 % (426/434)). De plus, 89,86 % (390/434) déclarent savoir orienter une survivante vers des services de soutien, et 95,62 % (415/434) savent où signaler une infraction. Toutefois, ces connaissances restent concentrées sur certains services, notamment les structures de santé (58,97 % (230/390)) et la gendarmerie (75,66 % (314/415)), tandis que les services juridiques ou psychosociaux sont moins cités, ce qui indique une compréhension partielle du système de prise en charge.

Malgré ces avancées, un écart important persiste entre les attitudes et les comportements. Seuls 24,42 % (106/434) des répondants déclarent avoir mené une action concrète en faveur de l'égalité des genres au cours des 12 derniers mois, contre 70,51 % (306/434) qui ne se sont pas engagés. Parmi les actions entreprises, 51,89 % (55/106) concernent la promotion du sport féminin et 30,19 % (32/106) la lutte contre les violences basées sur le genre. En revanche, les initiatives visant à renforcer le dialogue entre les genres restent marginales (3,77 % (4/106)). Ces résultats mettent en évidence un déficit d'engagement communautaire, malgré des attitudes globalement favorables.

Enfin, le niveau de satisfaction vis-à-vis des activités du projet est globalement élevé. Une proportion de 55,45 % (112/202) des répondants se déclare très satisfaite, et 21,78 % (44/202) plutôt satisfaite, soit un total de 77,23 % (156/202) de satisfaction globale. Toutefois, 22,28 % (45/202) des répondants indiquent ne pas savoir, ce qui peut refléter un manque de visibilité ou d'implication. Les attentes exprimées par les communautés confirment cette analyse, mettant en avant des besoins en infrastructures, équipements, sensibilisation et appui socio-économique, traduisant une volonté d'aller au-delà des changements normatifs pour répondre aux contraintes structurelles.

En conclusion, les résultats mettent en évidence une transformation sociale réelle, caractérisée par une forte adhésion aux principes d'égalité des genres et une reconnaissance accrue de l'autonomie des filles. Toutefois, cette transformation reste incomplète, en raison de la persistance de normes sociales restrictives, d'un engagement communautaire limité et de contraintes structurelles importantes. Le principal enjeu pour la suite du projet réside donc dans sa capacité à consolider ces acquis en combinant transformation des normes sociales, renforcement de l'engagement communautaire et investissements matériels, afin de garantir un impact durable et systémique.

Transformation des normes de genre : progrès, limites et perspectives communautaires

L'analyse des résultats relatifs aux perceptions de genre au sein des communautés met en évidence une évolution significative des normes sociales en faveur de l'égalité, tout en révélant des écarts persistants entre reconnaissance, perception et mise en pratique. À partir de l'importance accordée à l'égalité des genres, il apparaît que cette notion bénéficie d'une adhésion globalement élevée, avec 51,61 % (224/434) des répondants la considérant comme très importante et 5,76 % (25/434) comme extrêmement importante, soit un total de 57,37 % (249/434) exprimant une forte adhésion. Toutefois, une proportion non négligeable de 42,63 % (185/434) adopte une position modérée ou faible, indiquant que l'égalité des genres, bien que reconnue, n'est pas encore perçue comme une priorité absolue par l'ensemble des communautés. Cette tendance est plus marquée à Sédhiou, où les

résistances atteignent 23,77 % (34/143) contre 11,34 % (33/291) à Ziguinchor, confirmant des dynamiques territoriales différenciées dans l'appropriation des normes d'égalité.

Cette reconnaissance des principes ne se traduit cependant pas pleinement dans la perception de leur réalisation effective. En effet, seulement 44,93 % (195/434) des répondants estiment que l'égalité des genres est réalisée dans leur communauté, tandis que 31,8 % (138/434) considèrent qu'elle ne l'est pas et 23,27 % (101/434) qu'elle est partiellement atteinte. L'écart régional est particulièrement marqué : à Ziguinchor, 55,67 % (162/291) des répondants jugent que l'égalité est réalisée, contre seulement 23,08 % (33/143) à Sédhiou. Cette divergence met en évidence une mise en œuvre inégale des avancées normatives, avec des contextes où les changements sont plus consolidés que dans d'autres. Par ailleurs, une lecture selon le genre montre que les hommes sont légèrement plus optimistes (47,27 % (104/220)) que les femmes (42,52 % (91/214)), ces dernières exprimant davantage de perceptions critiques ou nuancées, ce qui reflète probablement une expérience plus directe des inégalités persistantes.

Résultats communautaires – Genre

Principaux constats issus de l'évaluation finale (n=434)



Figure 18: Résultats communautaires - genre

L'analyse des expériences de discrimination semble à première vue indiquer une situation relativement favorable, avec 92,17 % (400/434) des répondants déclarant n'avoir jamais été témoins ni victimes de discrimination basée sur le sexe. Toutefois, cette faible prévalence déclarée (6,45 % (28/434)) doit être interprétée avec prudence. Les femmes sont légèrement plus nombreuses à rapporter de telles expériences (7,48 % (16/214) contre 5,45 % (12/220) chez les hommes), ce qui suggère une exposition différenciée. Surtout, ces résultats contrastent avec d'autres indicateurs montrant des restrictions

persistantes pour les filles et une perception limitée de l'égalité pleinement réalisée. Cela indique que la discrimination est probablement sous-déclarée, normalisée ou perçue comme implicite, plutôt qu'explicite.

Malgré ces limites, les résultats relatifs à l'égalité des opportunités sont particulièrement encourageants. Une très large majorité de 82,72 % (359/434) des répondants estime que les hommes et les femmes devraient avoir les mêmes opportunités sans réserve, et 14,52 % (63/434) soutiennent cette idée avec certaines réserves, portant l'adhésion globale à 97,24 % (422/434). Cette convergence quasi totale entre hommes et femmes traduit une acceptation normative forte du principe d'égalité, constituant un acquis majeur du projet. Néanmoins, la présence de réserves, bien que minoritaire, indique que cette adhésion peut rester conditionnelle dans certains contextes ou domaines spécifiques.

L'identification des barrières à l'égalité des genres apporte un éclairage essentiel sur les limites observées. Les normes sociales et religieuses sont de loin le principal obstacle, citées par 48,62 % (211/434) des répondants, suivies par la discrimination liée au genre (15,67 % (68/434)). Cette hiérarchisation confirme que les inégalités sont perçues avant tout comme structurelles et culturelles, profondément ancrées dans les systèmes de valeurs. D'autres facteurs tels que le manque de sensibilisation (6,22 % (27/434)), les différences physiologiques (4,61 % (20/434)) ou encore le manque de promotion des droits (3 % (13/434)) sont évoqués de manière plus marginale. Fait notable, 9,45 % (41/434) des répondants ne sont pas en mesure d'identifier les barrières, ce qui traduit un déficit de compréhension chez une partie de la population. Les femmes tendent à souligner davantage les dimensions structurelles (normes, discrimination), tandis que les hommes évoquent plus fréquemment des facteurs individuels ou biologiques, révélant des perceptions légèrement différenciées selon le genre.

Enfin, les actions proposées pour promouvoir l'égalité confirment cette orientation vers des approches globales. La sensibilisation et l'éducation du public constituent le levier principal, mentionné par 53,92 % (234/434) des répondants, suivies du renforcement de la législation contre la discrimination (44,24 % (192/434)). Ces résultats montrent que les communautés reconnaissent à la fois l'importance de transformer les normes sociales et de s'appuyer sur des cadres institutionnels solides. En revanche, les approches plus ciblées, telles que les programmes de mentorat (1,84 % (8/434)), sont très peu citées, ce qui suggère une faible visibilité ou appropriation de ces stratégies, pourtant essentielles pour un changement durable.

Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence une dynamique de transformation réelle mais encore incomplète. Les principes d'égalité des genres sont largement reconnus et acceptés, et les communautés identifient clairement les principaux obstacles ainsi que les leviers d'action. Cependant, cette adhésion reste souvent normative et partielle, avec des écarts importants entre les perceptions et les réalités vécues, notamment en fonction du genre et du contexte régional. L'enjeu central réside désormais dans la capacité à transformer ces acquis en changements concrets et durables, en agissant à la fois sur les normes sociales, les structures institutionnelles et les pratiques quotidiennes.

4. Résultats des données qualitatives

- Les données qualitatives confirment et enrichissent les résultats observés dans l'enquête quantitative.
- Les participantes décrivent des changements importants en matière de confiance en soi, de leadership et de pouvoir d'agir.
- Les garçons, parents et leaders communautaires rapportent également une évolution des attitudes envers l'égalité des genres.
- Les changements observés demeurent plus avancés au niveau individuel et relationnel qu'au niveau structurel

91

4.1 Discussions de groupe

L'analyse qualitative des discussions de groupes menées auprès des filles, des garçons et des parents dans les différentes zones d'intervention met en évidence une transformation progressive mais



différenciée des normes sociales liées au genre, portée en grande partie par les interventions du projet RECAF-Jeu. Cette transformation s'inscrit dans un processus non linéaire, caractérisé par des avancées significatives au niveau individuel et relationnel, mais également par des résistances persistantes au niveau communautaire et structurel. L'ensemble des données révèle ainsi une dynamique de changement en cours, où coexistent pratiques innovantes et normes traditionnelles.

Une autonomisation croissante des filles dans un environnement encore contraignant

Les résultats montrent que les filles participantes ont développé une capacité accrue à s'affirmer, à prendre des décisions et à revendiquer leurs droits, en particulier dans le domaine du sport. Cette évolution est perceptible dans leur discours, où l'on observe une appropriation claire de leur pouvoir d'agir. Certaines participantes affirment explicitement leur engagement personnel dans la pratique sportive, illustrant une autonomie construite et assumée : « C'est nous qui avons pris l'engagement de faire le sport. » Cette affirmation témoigne d'un changement important dans les trajectoires individuelles, où les filles ne sont plus uniquement des participantes passives, mais deviennent actrices de leurs propres choix. Toutefois, cette autonomisation reste fortement conditionnée par l'environnement social. Les participantes évoquent de manière récurrente les jugements sociaux, les critiques et les normes culturelles qui continuent de restreindre leur liberté d'action. La pratique du

sport, bien qu'acceptée de manière croissante, demeure encore perçue comme déviante dans certains contextes.

Ainsi, l'autonomisation des filles apparaît comme réelle mais incomplète, car elle se construit dans un espace de tension entre aspiration individuelle et contraintes sociales. Cette dualité souligne que les changements observés ne relèvent pas uniquement d'une transformation des individus, mais nécessitent une évolution plus large des normes communautaires.

Le sport comme levier central de transformation psychosociale

L'ensemble des groupes converge vers une reconnaissance forte du sport comme outil de transformation individuelle et sociale. Au-delà de ses bénéfices physiques, le sport est perçu comme un espace d'expression, de libération et de construction identitaire. Les jeunes, en particulier les garçons, décrivent le terrain comme un lieu où ils peuvent s'exprimer librement et se sentir en confiance : « *Une fois sur le terrain, j'oublie certains soucis.* »

Chez les filles, cette dimension est encore plus marquée. Le sport leur permet non seulement de renforcer leur confiance en elles, mais également de mieux gérer certaines réalités liées à leur corps, notamment les menstruations, qui étaient auparavant perçues comme un frein majeur à leur participation. Le sport devient ainsi un outil de réappropriation du corps et de bien-être, contribuant à lever certaines barrières physiques et psychologiques.

Par ailleurs, le sport est également associé à des opportunités futures, notamment en termes de réussite sociale et économique. Il constitue un espace d'espoir et de projection, permettant aux jeunes de se construire des trajectoires alternatives. En ce sens, il ne s'agit pas seulement d'une activité récréative, mais d'un vecteur stratégique d'autonomisation et de transformation sociale.

Une évolution des normes de genre marquée par des tensions persistantes

L'analyse met en évidence une évolution positive des perceptions liées à l'égalité des genres, notamment en ce qui concerne la participation des filles au sport. De plus en plus de participants reconnaissent que les filles ont le droit de pratiquer des activités sportives au même titre que les garçons. Cette reconnaissance constitue une avancée importante dans des contextes où les rôles de genre sont historiquement rigides.

Cependant, cette évolution reste fragile et contestée. Les filles rapportent des expériences de stigmatisation et de discrimination, souvent exprimées à travers des insultes ou des étiquetages sociaux : « *On te dit "goor-djiguène".* »

Ces formes de violence symbolique traduisent la persistance de normes sociales qui associent certaines pratiques à des identités de genre spécifiques. Elles contribuent à maintenir un climat de pression sociale, pouvant décourager certaines filles de poursuivre leur engagement dans le sport.

Ainsi, les données révèlent une coexistence de normes contradictoires : d'un côté, des valeurs émergentes d'égalité et d'inclusion ; de l'autre, des représentations traditionnelles profondément

ancrées. Cette situation reflète un processus de transition normative, où les changements ne sont ni homogènes ni irréversibles.

Le rôle déterminant du soutien familial dans les trajectoires des filles

Le soutien des parents apparaît comme un facteur clé de réussite et de maintien de la participation des filles. Dans les cas où les familles sont favorables, les filles bénéficient d'un environnement propice à leur développement, caractérisé par l'encouragement et la reconnaissance.

« J'ai l'autorisation de mes parents. »

Cette autorisation ne se limite pas à une simple tolérance, mais constitue souvent une condition essentielle pour que les filles puissent accéder aux espaces sportifs. À l'inverse, dans les contextes où les parents restent attachés à des normes traditionnelles, les filles font face à des interdictions explicites ou à des formes de pression indirecte.

Par ailleurs, les données montrent une évolution dans les pratiques parentales, avec une tendance croissante vers le dialogue et la concertation.

« Les parents discutent avec leurs enfants. »

Cette transformation des relations intergénérationnelles constitue un levier important pour le changement social, car elle favorise une prise de décision plus inclusive et participative. Toutefois, cette évolution reste inégale selon les contextes, et les parents continuent de jouer un rôle de « gatekeepers » dans l'accès des filles aux opportunités.

L'émergence des garçons comme alliés du changement

Un des résultats les plus significatifs de l'analyse est l'émergence progressive des garçons comme acteurs et alliés du changement en faveur de l'égalité des genres. Les discussions montrent que certains garçons reconnaissent désormais les droits des filles et soutiennent leur participation au sport. Cette évolution est particulièrement importante dans des contextes où les rapports de genre sont souvent hiérarchisés.

Le sport joue ici un rôle de médiateur, en créant des espaces de rencontre et de collaboration entre filles et garçons. Il favorise le développement de relations plus égalitaires et contribue à déconstruire certaines représentations traditionnelles. Les garçons deviennent ainsi des relais du changement, capables d'influencer positivement leur entourage.

Cependant, cette évolution reste partielle. Certains discours continuent de refléter des perceptions stéréotypées, notamment en ce qui concerne les capacités physiques ou les rôles sociaux des filles. Cela souligne la nécessité de renforcer les actions de sensibilisation ciblant les garçons, afin de consolider ces acquis.

Des contraintes structurelles limitant la pleine réalisation de l'impact

Malgré les progrès observés, plusieurs obstacles structurels continuent de freiner la participation des filles et la consolidation des acquis du projet. Parmi les principales contraintes identifiées figurent le manque d'infrastructures adaptées, l'accès limité aux équipements et les conditions matérielles insuffisantes.

Certaines participantes évoquent notamment des situations où leur accès aux terrains est restreint au profit des garçons : « *Les garçons nous demandent de sortir du terrain.* »

Ces inégalités d'accès traduisent une appropriation différenciée des espaces publics, qui reste largement défavorable aux filles. Par ailleurs, des facteurs liés à la santé menstruelle, au temps scolaire et aux responsabilités domestiques viennent également limiter leur participation. Ces éléments montrent que, bien que les changements soient perceptibles au niveau des attitudes et des comportements, leur consolidation nécessite des investissements structurels et institutionnels. Sans cela, les avancées observées risquent de rester fragiles et réversibles.

Lecture d'impact globale et implications pour la durabilité

L'analyse globale permet de dégager une lecture d'impact différenciée selon les niveaux d'intervention. Au niveau individuel, les résultats sont particulièrement significatifs, avec une amélioration notable de la confiance en soi, des compétences de vie et de l'autonomie des filles. Au niveau relationnel, les dynamiques évoluent vers plus d'inclusion et de dialogue, bien que ces changements restent inégaux. En revanche, au niveau structurel, les transformations sont encore limitées et nécessitent un renforcement des efforts.

Dans l'ensemble, le projet a permis d'initier une reconfiguration progressive des rapports de genre, en créant des espaces d'apprentissage, de dialogue et d'expérimentation. Il a contribué à faire émerger une nouvelle génération de jeunes — filles et garçons — plus conscients de leurs droits et de leurs responsabilités.

Pour conclure, les résultats qualitatifs montrent que le projet RECAF-Jeu a généré des changements profonds et significatifs, en particulier au niveau des individus et des relations sociales. Le sport s'est imposé comme un levier central de transformation, permettant de questionner et de redéfinir les normes de genre.

L'impact du projet peut ainsi être qualifié de transformationnel au niveau individuel, progressif au niveau social et encore limité au niveau structurel, soulignant la nécessité d'une approche intégrée pour consolider les acquis et amplifier les effets à long terme.

4.2 Entretiens individuels avec des informateurs clés (KII)



Le sport comme catalyseur multidimensionnel d'autonomisation

L'analyse des entretiens individuels met en évidence le rôle central du sport comme levier structurant d'autonomisation des filles et jeunes femmes. Au-delà de sa dimension physique, le sport agit comme un espace de transformation personnelle, permettant le développement de compétences essentielles telles que la confiance en soi, le leadership, la discipline et la capacité d'expression. Les participantes ne se contentent plus d'occuper un rôle passif, mais deviennent progressivement des actrices de leur propre trajectoire.

Dans plusieurs témoignages, le sport est perçu comme un outil de projection vers l'avenir, offrant des opportunités inédites dans des contextes où les options pour les filles restent limitées. Cette dynamique favorise l'émergence de modèles féminins locaux, capables d'inspirer d'autres jeunes filles et de redéfinir les normes de réussite. Comme le souligne un acteur clé du projet :

« Le sport peut permettre à nos jeunes filles demain d'être responsables, d'être des leaders. »

Ainsi, le sport constitue un point d'entrée stratégique pour enclencher un processus d'autonomisation durable, en agissant simultanément sur les dimensions individuelles, sociales et symboliques.

Une transformation progressive des normes sociales de genre

Les entretiens révèlent une évolution tangible des perceptions sociales liées au genre, en particulier concernant la place des filles dans les espaces publics et sportifs. Dans des contextes historiquement marqués par une forte division des rôles entre hommes et femmes, la participation des filles au sport représente un changement significatif.

Aujourd'hui, la présence des filles dans les terrains devient progressivement normalisée, traduisant une ouverture des mentalités et une acceptation croissante de leur participation. Cette évolution est perceptible dans les discours des acteurs communautaires, qui observent une visibilité accrue des filles dans les activités sportives :

« Là où tu iras, tu trouveras des filles qui osent aller au stade pour pratiquer le sport. »

Cependant, cette transformation reste incomplète. Les normes sociales continuent d'exercer une influence importante, notamment à travers les jugements, les stéréotypes et les attentes liées à la féminité. Les filles doivent souvent négocier leur participation dans un environnement où les résistances culturelles persistent. Il s'agit donc d'un processus de transition normative, caractérisé par la coexistence de pratiques innovantes et de normes traditionnelles.

Le rôle déterminant des familles dans la consolidation des acquis

Les familles, et en particulier les parents, jouent un rôle crucial dans la participation et la continuité des filles dans le sport. Les entretiens montrent une évolution notable des attitudes parentales, avec un passage progressif d'une posture restrictive à une posture plus favorable et encourageante.

Dans plusieurs cas, les parents deviennent des acteurs actifs du changement, accompagnant leurs filles et reconnaissant les bénéfices du sport. Cette transformation traduit une reconfiguration des attentes familiales et une meilleure compréhension des opportunités offertes par le projet. Comme le souligne un témoignage :

« Maintenant, ce sont les parents qui amènent leurs filles pour pratiquer le sport. »

Toutefois, cette évolution reste fragile et dépend fortement du contexte social et culturel. Les normes traditionnelles continuent d'influencer les décisions familiales, en particulier à des moments clés de la vie des filles. Cela montre que l'autonomisation reste conditionnée par l'environnement familial, et que les changements doivent être consolidés à travers un engagement communautaire plus large.

L'émergence d'une masculinité positive et inclusive

Un des résultats les plus significatifs des entretiens est l'évolution des perceptions masculines, avec l'émergence progressive d'une masculinité plus inclusive et favorable à l'égalité des genres. Les garçons et les hommes commencent à reconnaître le rôle des filles et à soutenir leur participation, contribuant ainsi à un changement des rapports sociaux.

Les activités du projet, notamment les espaces de dialogue et de sensibilisation, ont permis de déconstruire certaines représentations traditionnelles et d'encourager des comportements plus équitables. Les garçons deviennent progressivement des alliés du changement, participant activement à la création d'un environnement plus inclusif. Comme l'exprime un acteur communautaire :

« On dit aux garçons de soutenir leurs sœurs... ça facilite l'autonomisation des filles. »

Cette évolution est essentielle pour assurer la durabilité des impacts, car elle permet d'impliquer l'ensemble de la communauté dans le processus de transformation.

Le rôle stratégique des médias dans la transformation sociale

Les entretiens avec les acteurs médiatiques mettent en lumière l'importance des médias comme levier de changement. En augmentant la visibilité du sport féminin, les médias contribuent à modifier les perceptions sociales et à légitimer la participation des filles.

Avant le projet, le sport féminin était peu représenté, limitant la reconnaissance des performances des filles. Aujourd'hui, une couverture médiatique accrue permet de valoriser leurs parcours et de renforcer leur légitimité dans l'espace public. Cette évolution joue un rôle déterminant dans la transformation des normes sociales. Comme le souligne un journaliste :

« Leur place n'est pas seulement aux foyers. »

Cependant, le potentiel des médias reste encore sous-exploité en raison du manque de partenariats structurés. Un renforcement de cette collaboration pourrait amplifier considérablement l'impact du projet.

Des contraintes structurelles persistantes limitant l'impact

Malgré les avancées significatives, les entretiens mettent en évidence plusieurs contraintes structurelles qui freinent la pleine réalisation des impacts. Le manque d'infrastructures adaptées, l'insuffisance des équipements et les conditions matérielles inadéquates constituent des obstacles majeurs, en particulier pour les filles.

Les enjeux liés à l'hygiène, à la sécurité et à l'accessibilité des espaces sportifs affectent directement leur participation. De plus, certaines catégories de la population, notamment les personnes en situation de handicap, restent insuffisamment prises en compte. Ces contraintes montrent que les transformations sociales doivent être accompagnées d'investissements structurels pour être durables.

L'importance des approches intégrées pour une transformation durable

Les résultats mettent en évidence l'efficacité des approches intégrées combinant sport, éducation, santé et sensibilisation. Cette approche holistique permet d'aborder les différentes dimensions de l'autonomisation des filles et de renforcer la profondeur des impacts.

Les interventions liées à la santé reproductive, à l'hygiène menstruelle et à la prévention des violences basées sur le genre contribuent à lever des barrières spécifiques et à améliorer la participation des filles. En intégrant ces dimensions, le projet dépasse une approche sectorielle pour proposer une transformation globale et durable.

Une dynamique de durabilité prometteuse mais encore fragile

Les entretiens révèlent une forte appropriation des activités par les acteurs locaux, ce qui constitue un indicateur positif de durabilité. Les entraîneurs, les relais communautaires, les institutions et les médias expriment une volonté de poursuivre les initiatives et de renforcer les acquis du projet.

Cependant, cette dynamique reste dépendante de la disponibilité des ressources et du renforcement des capacités locales. L'absence de mécanismes institutionnels solides et de partenariats structurés constitue un risque pour la pérennité des impacts.

En définitive, les entretiens individuels confirment que le projet RECAF-Jeu a généré une transformation profonde et multidimensionnelle, en particulier au niveau des trajectoires individuelles et des dynamiques sociales. Le sport s'impose comme un levier central de changement, capable de remettre en question les normes de genre et de promouvoir l'autonomisation des filles.

Toutefois, cette transformation reste en cours et inégalement consolidée, en raison de contraintes sociales et structurelles persistantes. L'impact du projet peut ainsi être qualifié de transformationnel au niveau individuel, structurant au niveau social et encore limité au niveau structurel, soulignant la nécessité d'une approche intégrée et durable pour consolider et amplifier les résultats à long terme.

4.3 Des Dessins « Rivière de Vie » par les jeunes



Des changements positifs et tangibles dans les vies des jeunes

Les dessins des jeunes montrent un lien fort entre la participation des jeunes dans le projet et des changements positifs dans leur vie (ce qui concerne l'éducation, le sport, les relations avec autrui, les opinions sur l'égalité des genres, masculinité positive).

Les impacts positifs vont bien au-delà de la participation aux sports.

Selon une fille de 19 ans :

« Right To Play m'apporte les réponses qui ont basculées ma vie - scolaire, sociale et sportive - en me disant que grâce au pouvoir du sport, tu peux surmonter ces adversités. »

Une autre fille de 15 ans a écrit que le plus grand changement dans sa vie c'était quand elle a été primée comme l'une des meilleures filles en seconde 5. Selon un homme de 25 ans :

« Depuis les deux dernières années, j'ai eu des hausses par rapport à mes cours car j'ai participé plus en classe, et je n'avais pas peur de demander plus d'explications quand je ne comprenais pas et j'ai demandé à mes amis plus d'aide en dehors des cours. J'avais plus d'esprit d'équipe et je n'aurais plus peur de donner mon point de vue et mon opinion. »

De nombreuses participants au projet sont devenues des athlètes et des entraîneuses de haut niveau, diplômées et salariées, ce qui a eu des répercussions positives et concrètes sur leur vie et leur

communauté (particulièrement pour les filles qui ont moins d'opportunités). Un homme de 25 ans a parlé des changements qu'il a pu amener grâce à le projet :

« Redynamisation de la section féminine. Renforcement de la culture du fair-play. Prise de parole devant les filles et autres membres dans l'équipe. Plus de responsabilités et d'engagement dans l'ASC. Leadership renforcé. Mon esprit d'entrepreneuriat renforcé. »

Une capacité accrue à surmonter les difficultés et à remettre en question les normes sociales

Bien que de nombreux jeunes aient évoqué les difficultés qu'ils rencontraient dans leurs dessins des rivières, ils ont pu trouver du soutien et de la force auprès des autres jeunes du projet, ainsi que de leurs entraîneurs et des animateurs du projet RECAF-Jeu. Surtout, le projet leur a offert un espace sécurisant pour discuter et surmonter leurs difficultés ensemble. Selon une fille de 21 ans, au début du projet, elle a eu nombreuses difficultés pour remettre en question les normes sociales qui empêchaient les filles de pratiquer un sport. Elle a essuyé de nombreuses critiques au sein de sa communauté. Cependant, le projet lui a ouvert les yeux sur de nouvelles perspectives. Face à des normes sociales néfastes, on peut puiser de la force en s'entourant d'autres personnes confrontées aux mêmes défis, et des supporteurs comme les Entraîneurs et facilitateurs de Right To Play. Le projet a offert aux jeunes, et notamment aux filles, une véritable force collective.

99

Une augmentation de confiance en soi, agence, et du pouvoir d'agir parmi des jeunes

Liée à leur participation aux formations et activités RECAF-Jeu axées sur le leadership et la prise de parole en public, l'un des changements les plus fréquemment évoqués par les participants concerne le développement de la confiance en soi et de l'estime personnelle. De nombreux jeunes ont expliqué qu'avant leur participation au projet, ils éprouvaient des difficultés à s'exprimer, à prendre des initiatives ou à interagir avec les autres. La plupart des filles ont remarqué sur un grand changement en leurs sens de confiance. Une fille a écrit :

« Avant le projet RECAF-Jeu, [j'étais] une fille plutôt réservée avec beaucoup des idées mais un mental affaibli, par un manque de confiance, et la sous-estimation. » Après le projet, elle avait *« un moral fort et des objectifs clairs »*, *« le leadership dans toute chose »*, *« la confiance en soi et l'estime de soi. »* Une autre fille de 20 ans a écrit, *« Grâce à ce projet, j'ai la confiance en moi, je peux réaliser mes rêves, et parler en public. Je n'ai aucun problème. »*

Les activités du projet ont progressivement permis aux jeunes, en particulier aux filles, de gagner en assurance et de développer une meilleure image d'eux-mêmes. Cette évolution s'est traduite par une plus grande capacité à prendre la parole en public, à défendre leurs idées et à participer activement aux activités communautaires. Les filles ont particulièrement souligné que le sport et les activités collectives leur ont permis de dépasser la peur du jugement et de renforcer leur sentiment de légitimité dans des espaces souvent dominés par les hommes.

Un autre résultat important concerne le développement du leadership et du pouvoir d'influence des jeunes au sein de leurs familles et de leurs communautés. Les participants ont expliqué que leur participation au projet leur a permis de devenir des modèles ou des références positives dans leur entourage. Certains jeunes ont commencé à sensibiliser leurs pairs, leurs frères et sœurs ou leurs parents sur des thématiques liées aux droits des filles, à l'égalité des genres ou à la participation des filles dans le sport. Cette évolution traduit un renforcement de leur capacité à influencer positivement leur environnement social et à contribuer aux changements de comportements au niveau communautaire.

Selon une fille de 19 ans, elle a appris comment *« plaider et défendre nos droits, la liberté d'expression et bien d'autres choses . »* Une autre fille de 20 ans, écrit :

« Maintenant je travaille sur mon projet d'organiser une journée qui va regrouper toutes les jeunes filles des écoles de la commune et les parents. Il y aura des femmes qui travaillent dans des métiers réservés aux hommes et elles feront un partage de leur parcours. Aussi, nous allons parler de violence basée sur le genre, l'inclusion, et l'hygiène menstruelle. »

Une femme de 25 ans, écrit :

« Maintenant on sensibilise les jeunes à éviter beaucoup d'enjeux et d'avoir la conscience tranquille et comment calculer leurs cycles menstruels. »

Le projet RECAF-Jeu a permis de renforcer l'autonomisation des jeunes, non seulement à travers l'acquisition de connaissances et de compétences, mais également par le développement d'une conscience critique et d'une capacité accrue à prendre des décisions concernant leur propre vie. Les jeunes apparaissent aujourd'hui plus engagés, plus confiants et davantage capables de participer activement à la vie de leur communauté. Un garçon de 22 ans a écrit de son agence :

« Auparavant, je n'avais pas à conseiller mes parents. Tout ce qu'ils m'ont demandé de faire, je le faisais car je n'avais pas l'expérience de les convaincre. Maintenant, dès l'arrivée de ce projet, tout a changé. »

Une meilleure connaissance des jeunes et des attitudes plus ouvertes concernant aux l'égalité des genres, l'inclusion des jeunes en situation de handicap, violences basées sur le genre, l'hygiène menstruelle, l'égalité des rôles entre les genres, et l'inclusion des filles dans le sport

Les ateliers ont également mis en évidence un changement important d'attitude et une ouverture d'esprit accrue chez les jeunes participants. Les discussions ont révélé que plusieurs participants ont progressivement remis en question certaines croyances ou normes sociales limitant la participation des filles dans le sport, dans la prise de décision ou dans les espaces publics. Les garçons, en particulier, ont exprimé une meilleure compréhension des enjeux liés à l'égalité des genres et une évolution vers des comportements plus respectueux et inclusifs. Cette dynamique a favorisé l'émergence d'une masculinité positive fondée sur le soutien, le respect et la coopération avec les filles plutôt que sur la domination ou l'exclusion.

Selon une fille de 21 ans :

« Le projet m'a permis de comprendre que les filles ont les mêmes droits et les mêmes capacités que les garçons. J'ai réalisé que je pouvais jouer au foot, parler en public sans avoir honte, et même prendre des initiatives et être un leader. Le projet m'a donné confiance. J'ai compris que notre genre ne définit pas nos capacités. »

Selon un homme de 25 ans :

« J'ai appris qu'aucun sport n'est fait pour un homme ou une femme. Les femmes peuvent choisir le sport qui leur faisait plaisir. »

Quelques garçons ont écrit qu'ils aident ses sœurs dans les tâches ménagères. Selon un garçon de 22 ans,

« J'ai essayé de discuter avec la population dans mon village pour que nous pratiquions sur la masculinité positive. »

Un garçon de 22 ans illustre comment le projet a permis aux garçons et aux hommes d'apprécier une masculinité positive :

« Un homme qui pratique la masculinité positive doit respecter les femmes et les filles, les écouter et communiquer avec respect. La masculinité positive permet de promouvoir l'égalité des genres, construire des familles équilibrées. »

Les jeunes ont également souligné que le projet a contribué à briser le silence autour de plusieurs sujets sensibles, notamment les violences basées sur le genre, la santé reproductive et les discriminations. Les espaces de dialogue créés par le projet ont permis aux participants d'aborder librement des questions souvent considérées comme taboues dans leurs communautés. Cette capacité à parler ouvertement de leurs expériences et préoccupations a favorisé une prise de conscience collective et renforcé la confiance entre les participants. Pour plusieurs filles, ces échanges ont constitué une première opportunité d'exprimer leurs difficultés et de se sentir écoutées et soutenues.

L'inclusion est apparue comme un autre aspect central des transformations observées. Les ateliers ont montré que les jeunes développent progressivement des attitudes plus ouvertes envers les personnes en situation de handicap ou issues de groupes marginalisés. Les activités du projet ont favorisé un sentiment d'appartenance collective et une meilleure compréhension de l'importance de l'inclusion et de l'égalité des chances dans les espaces sportifs et communautaires.

Des exemples concrètes de transformations positives en matière d'égalité des genres au sein des clubs sportifs, des écoles, et des familles des jeunes

Les jeunes participant au projet RECAF-Jeu ont pu mettre en pratique leurs acquis et les appliquer concrètement pour apporter des changements positifs dans leurs clubs, leurs écoles, leurs familles et leurs communautés. Selon l'un garçon de 18 ans,

« Dès mon retour dans mon club, j'ai vu un grand changement en appliquant ce que j'ai appris. »

Selon un homme de 25 ans,

« J'ai commencé à défendre les droits des femmes dans le milieu du sport dans ma propre communauté et sensibiliser les parents de mon quartier. »

Une fille de 18 ans a écrit, *« Maintenant je suis devenue la porte-parole de mon quartier et de mon club. Grâce à des formations reçues par ce projet. »*

Les dessins ont également révélé une amélioration importante des capacités de communication, de partage et d'apprentissage mutuel entre les jeunes. Les activités collectives et sportives ont favorisé les échanges d'expériences, la coopération et le développement de relations plus harmonieuses entre filles et garçons. Les participants ont indiqué que le projet leur a appris à écouter les autres, à respecter les opinions différentes et à résoudre les conflits de manière pacifique. Cette dynamique a renforcé les liens de solidarité et le respect mutuel entre les jeunes issus de différents milieux sociaux ou communautaires.

Le projet a aussi joué un rôle majeur dans le renforcement de la motivation, de la résilience et de l'engagement des jeunes. Plusieurs participants ont expliqué que les activités du projet leur ont redonné espoir et leur ont permis de croire davantage en leurs capacités et en leur avenir. Malgré les difficultés économiques ou sociales auxquelles certains sont confrontés, les jeunes ont développé une plus grande capacité à persévérer et à faire face aux obstacles. Cette résilience a été particulièrement visible chez les filles, qui ont évoqué leur volonté de poursuivre leurs études, de développer des projets personnels ou de continuer à s'impliquer dans les activités communautaires malgré les contraintes sociales ou familiales.

Les échanges ont également montré que le projet a contribué à élargir la vision des jeunes concernant leur avenir professionnel et leur gestion de carrière. Plusieurs participants ont expliqué que les activités et formations reçues leur ont permis de découvrir de nouvelles opportunités, notamment dans les domaines du sport, du leadership communautaire ou de l'entrepreneuriat. Le projet a renforcé leur curiosité, leur ambition et leur capacité à se projeter dans des trajectoires professionnelles plus diversifiées. Certains jeunes ont affirmé qu'ils envisagent désormais des possibilités qu'ils considéraient auparavant inaccessibles.

L'importance et pouvoir transformative de soutien familial, spécialement pour les filles

Les discussions ont également révélé une évolution importante du soutien familial, particulièrement envers les filles. Plusieurs participantes ont expliqué que leurs parents ou proches, initialement réticents à leur participation aux activités sportives, ont progressivement changé d'attitude en observant les effets positifs du projet sur leur comportement, leurs résultats scolaires ou leur confiance en elles. Ce soutien accru des familles constitue un facteur important de durabilité des changements observés.

4.4 Photovoice et discussions avec des jeunes

103

Les jeunes ont pris des photos qui avaient une signification particulière pour eux et ont expliqué leur importance à travers des récits écrits ou oraux. Ils ont ensuite participé à une analyse collective afin d'identifier les thèmes et les enjeux clés qui se dégagent des récits photovoice, et d'examiner comment ces enjeux influencent la vie d'autres jeunes et comment ces derniers peuvent contribuer à un changement positif dans leurs communautés. Pour découvrir les reportages photo des jeunes, consultez le livre électronique photo (lien en annexe).

L'approche « *Photovoice* » a également permis de renforcer la prise de parole des jeunes et leur capacité à analyser leur propre réalité. En devenant auteurs et interprètes de leurs images, les participantes et participants ont joué un rôle actif dans la documentation des impacts du projet. Cette démarche a favorisé une expression plus authentique et plus personnelle des expériences vécues, tout en valorisant les voix des jeunes comme sources essentielles d'apprentissage et de changement social. Au-delà de sa dimension visuelle, l'exercice a constitué un puissant outil de dialogue et de réflexion collective. Les échanges ont favorisé l'écoute mutuelle, le partage d'expériences et l'apprentissage collectif entre les participants. Les jeunes ont ainsi pu mieux comprendre les défis communs auxquels ils font face, tout en identifiant des pistes de solutions et des opportunités d'amélioration pour l'avenir.

Les histoires photovoice et les discussions autour des photographies ont révélé des récits particulièrement forts et poignants témoignant de l'impact positif du projet sur la vie des jeunes. Les images ont illustré l'évolution de la confiance en soi, le pouvoir transformateur de l'autonomie, de la parole et de la confiance en soi des jeunes, le renforcement du leadership des filles, la solidarité entre pairs, la participation des filles et des jeunes en situation de handicap dans les espaces sportifs, et les changements progressifs dans les attitudes des familles et des communautés. D'autres photographies ont mis en lumière les défis persistants auxquels les jeunes continuent de faire face, notamment les contraintes économiques, les normes sociales restrictives et un manque de soutien familial, le manque d'infrastructures adaptées ou encore les difficultés liées à l'accès aux opportunités.

Les discussions des histoires photovoice ont permis de mettre en lumière des récits particulièrement riches sur l'autonomisation des filles, l'égalité des genres, la masculinité positive, la solidarité, l'inclusion, la résilience ainsi que le pouvoir transformateur du sport dans les communautés. Le projet a généré une transformation significative des attitudes, des relations sociales et des perspectives des jeunes participantes et participants. Le sport a servi de levier puissant pour favoriser le dialogue,

l'inclusion, l'égalité des genres et le développement des compétences de vie. Toutefois, les discussions ont également souligné que certaines normes sociales et contraintes structurelles persistent, notamment en ce qui concerne les inégalités de genre et l'accès aux opportunités. Cela montre que les changements observés, bien qu'importants, nécessitent encore un accompagnement et un renforcement à long terme afin d'assurer leur consolidation et leur durabilité.

Discussions sur l'égalité entre les filles et garçons

Selon un groupe des garçons :

« Le projet RECAF-Jeu nous a influencé positivement. Il nous a permis de savoir que les filles autant les garçons peuvent pratiquer le sport de leur choix, qu'on a les mêmes droits et libertés de choix. »

Des filles ont dit :

« Grâce au projet, on a su que tout ce que le garçon peut faire, la fille peut le faire à travers la masculinité positive mais aussi l'égalité et l'équité entre filles et garçons. Cela a participé à briser les barrières surtout liées au sujet tabou entre filles et garçons ; exemple la menstruation. Elles ont plus confiance en elle, plus motivées et s'affirment au niveau communautaire tout en prenant des décisions et en pratiquant le sport. »

« Grâce au projet RECAF Jeu, nous savons que les filles et les garçons sont au même pied d'égalité c'est-à-dire tout ce que les garçons peuvent faire les filles aussi peuvent le faire. Par exemple : le sport, l'éducation mais aussi la masculinité positive. »

Discussions d'inclusion des personnes en situation de handicap

Selon des groupes des filles :

« A travers les activités du projet, l'inclusion des personnes en situation de handicap est plus visible. Lors des activités du projet, les personnes sans valides jouent avec celles qui sont en situation de handicap (volley assis, tennis de table) pour qu'il n'y ait pas une marginalisation. Ces jeux ont permis d'échanger sur la vie des personnes en situation de handicap. Cela leur a permis de se sentir confiantes et intégrées. »

« Les activités du projet ont contribué à inclure les personnes en situation de handicap en faisant des activités durant lesquelles les personnes actives à faire comme les vraies personnes en situation de handicap c'est-à-dire se mettent à leur place pour connaître les difficultés que ces dernières rencontrent quotidiennement. »

Des garçons ont dit :

« RECAF-Jeu nous a permis de savoir que des rampes devaient être construites dans certains endroits pour leur faciliter l'accès. Nous avons aussi été formé en nous inculquant que les personnes en situation de handicap pouvaient pratiquer tout type de sport avec des règles différentes et adaptées. Exemple le cécifoot avec un ballon à cloche, le volleyball assis ou le handibasket. »

4.5. Analyse sur le partenariat

L'implication des partenaires dans la mise en œuvre du projet RECAF-Jeu a été largement reconnue comme un élément clé de réussite du projet. Les différents témoignages recueillis auprès des partenaires institutionnels, communautaires et médiatiques montrent que le projet a favorisé une approche collaborative, participative et fondée sur la recherche de solutions communes face aux défis rencontrés durant la mise en œuvre.

Les échanges avec les partenaires de mise en œuvre, notamment la YMCA, indiquent que Right To Play a fait preuve d'une forte capacité d'adaptation et d'écoute afin de résoudre les difficultés opérationnelles rencontrées sur le terrain. Par exemple, lors de l'évaluation à mi-parcours, il avait été soulevé que les frais d'assistance et de transport accordés aux participantes et participants variaient selon que les activités étaient organisées directement par Right To Play ou par YMCA. Les activités menées par Right To Play prévoyaient une allocation d'environ 5 000 FCFA (~12 CAD), alors que YMCA devait offrir un montant inférieur afin de maintenir l'équilibre de son budget. Cette situation créait des incompréhensions parmi les participants, plusieurs participants questionnant les différences observées entre les deux organisations mais pour le même projet. À la suite des discussions avec Right To Play, une solution concertée a été trouvée afin d'harmoniser les allocations accordées aux participants. Ce cas illustre la capacité du projet à maintenir un dialogue ouvert avec ses partenaires et à ajuster ses mécanismes de mise en œuvre afin de préserver l'équité et la cohésion au sein des activités.

Par ailleurs, les témoignages recueillis auprès des partenaires médiatiques de Sédhioù révèlent une collaboration particulièrement positive avec Right To Play, souvent qualifiée de partenariat « gagnant-gagnant ». Le responsable de la radio communautaire Radio Gabou a notamment expliqué que le projet avait contribué au renforcement des capacités des journalistes sur les questions liées au genre, à la sensibilité culturelle et à la communication communautaire. Il a également souligné que Right To Play avait soutenu concrètement la radio à travers différentes activités, notamment par la location régulière de leurs salles lors des activités de terrain, générant ainsi des retombées économiques importantes pour cette radio communautaire. Ces appuis ont permis non seulement de renforcer les capacités techniques du média, mais également de consolider son rôle comme acteur local de sensibilisation et de mobilisation sociale.

Les témoignages recueillis auprès des actrices communautaires démontrent également la qualité des relations de partenariat développées dans le cadre du projet. Une représentante de Badiane Gox à Sédhioù a confirmé avoir bénéficié d'une excellente collaboration avec Right To Play dans la conception et la mise en œuvre des activités. Elle a souligné avoir reçu un accompagnement technique important

de la part du personnel de Right To Play, dans un climat professionnel et respectueux. Selon son témoignage, cette collaboration a non seulement renforcé sa crédibilité et son estime au sein de la communauté, mais elle a également amélioré sa capacité à accompagner et conseiller les jeunes filles qui viennent régulièrement se confier à elle sur des questions sensibles liées à leur vie personnelle, sociale ou reproductive.

Bien que ces exemples ne soient pas exhaustifs, ils illustrent clairement la qualité des partenariats développés dans le cadre du projet RECAF-Jeu. L'approche adoptée par Right To Play semble avoir favorisé une forte dynamique de localisation et d'appropriation communautaire, permettant aux partenaires locaux de jouer un rôle actif dans les interventions et dans la continuité des acquis du projet. Cette dynamique constitue un élément essentiel de durabilité, dans la mesure où plusieurs acteurs communautaires, institutionnels et associatifs apparaissent aujourd'hui mieux outillés et davantage engagés pour poursuivre les efforts initiés par le projet, même après sa clôture.

Cette idée est particulièrement bien résumée par le témoignage d'une entraîneuse à Sédhiou, qui a déclaré :

« Même si le projet de Right To Play se termine, il a planté une semence qui nous permettra de progresser sans avoir peur des défis. »

Ce témoignage traduit la perception largement partagée par les partenaires selon laquelle le projet a laissé des acquis durables au sein des communautés, notamment en matière de leadership, d'engagement communautaire et de promotion des droits des filles et des jeunes femmes.

4.6 Défis opérationnels

L'un des principaux défis opérationnels observés au cours de la mise en œuvre du projet RECAF-Jeu a été lié aux changements intervenus dans le contexte de gouvernance et de leadership au niveau national et communautaire. Le projet avait démarré avec une forte implication de plusieurs acteurs locaux, autorités communautaires et leaders institutionnels qui s'étaient fortement engagés dans les activités de mobilisation, de sensibilisation et d'accompagnement des jeunes participants et participantes.

Cependant, au cours des cinq années de mise en œuvre du projet, des changements importants sont intervenus au niveau des instances de gouvernance, notamment avec l'élection d'un nouveau président au niveau national ainsi que le renouvellement ou le remplacement de certains leaders communautaires et autorités locales qui étaient initialement très impliqués dans le projet. Ces transitions institutionnelles et communautaires ont eu des répercussions sur la continuité de certains engagements et sur le niveau d'implication de certains acteurs clés.

Selon plusieurs témoignages recueillis durant l'évaluation finale, cette évolution du contexte de gouvernance a entraîné une diminution progressive de l'engagement de certains leaders communautaires, particulièrement dans les activités nécessitant un accompagnement institutionnel soutenu ou une forte mobilisation des autorités locales. Dans certains cas, les nouveaux responsables ou leaders n'avaient pas le même niveau de connaissance, de priorisation ou d'appropriation du projet

que leurs prédécesseurs, ce qui a nécessité un travail supplémentaire de sensibilisation, de réengagement et de coordination de la part des équipes du projet.

Ces changements ont eu un impact concret sur le rythme de mise en œuvre de certaines activités, notamment celles liées au plaidoyer institutionnel, à la mobilisation communautaire ou à la coordination avec les structures locales.

Plusieurs activités dépendant fortement de l'engagement et de la participation des autorités locales ont connu des retards ou ont progressé plus lentement que prévu, particulièrement durant les périodes de transition institutionnelle. Ces ralentissements ont notamment concerné certains processus de dialogue et de concertation visant à renforcer l'engagement des institutions en faveur de l'autonomisation des filles dans et par le sport, l'intégration progressive de considérations liées au genre dans les mécanismes de planification et de budgétisation locale, ainsi que la coordination entre les collectivités territoriales, les structures sportives, les institutions de jeunesse et les organisations communautaires autour des objectifs du projet.

Malgré ces contraintes, les équipes de Right To Play et leurs partenaires ont démontré une capacité d'adaptation importante afin de maintenir les activités du projet et de préserver les relations avec les nouveaux acteurs institutionnels et communautaires. Ces défis ont également mis en évidence l'importance de renforcer davantage les mécanismes de pérennisation institutionnelle et d'appropriation communautaire afin de réduire les effets des changements de leadership sur la continuité des interventions.

4.7 Les impacts et résultats inattendus

Il convient de souligner que le projet RECAF-Jeu a généré plusieurs résultats positifs et inattendus qui n'étaient pas nécessairement prévus dans la conception initiale du projet, mais qui ont été observés de manière récurrente lors des visites de terrain, des ateliers participatifs et des entretiens réalisés durant l'évaluation finale. Ces effets indirects témoignent de l'ampleur de l'influence du projet au-delà des résultats quantitatifs formellement mesurés dans le cadre logique.

Impacts transfrontaliers

L'un des impacts inattendus les plus significatifs concerne la portée transfrontalière des activités du projet. Les régions d'intervention de Ziguinchor et Sédhiou étant situées à proximité de la Gambie et de la Guinée-Bissau, certaines activités de sensibilisation ont eu des répercussions au-delà des frontières sénégalaises.

À ce titre, les responsables de la radio communautaire Radio Gabou ont expliqué que plusieurs émissions radio animées par les équipes de Right To Play — notamment sur les thèmes de l'égalité des genres, de l'hygiène menstruelle et des droits des filles — étaient diffusées dans des langues locales telles que le mandingue. Grâce à la couverture transfrontalière de la radio, des auditeurs et auditrices provenant des pays voisins appelaient régulièrement durant ou après les émissions afin de témoigner de l'impact positif de ces contenus sur leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques familiales.

Bien que ces effets n'aient pas été formellement quantifiés dans les outils de suivi du projet, ils démontrent un impact réel, concret et élargi du projet au niveau socioculturel et régional. Ils illustrent également la capacité du projet à influencer les normes sociales au-delà de sa zone géographique d'intervention directe.

Renforcement du réseautage et des relations entre jeunes

Un autre résultat inattendu fréquemment mentionné par les jeunes participants concerne le développement d'un solide réseau de relations et d'entraide entre jeunes issus de différentes communautés. Plusieurs participants ont indiqué que le projet ne s'est pas limité à favoriser leur participation et leur inclusion dans les activités sportives et communautaires, mais qu'il a également permis la création de liens durables entre jeunes provenant de localités parfois très éloignées les unes des autres.

Les ateliers, compétitions sportives, forums publics et activités de formation ont constitué des espaces de rencontre où les jeunes ont pu échanger leurs expériences, partager leurs connaissances et construire des relations de solidarité et de soutien mutuel. Plusieurs participants ont expliqué que ces relations se poursuivent au-delà des activités organisées par Right To Play, notamment à travers des échanges réguliers, des collaborations communautaires ou un accompagnement mutuel dans leurs projets personnels et professionnels.

Ces dynamiques démontrent que le projet a contribué à créer un véritable écosystème d'apprentissage, de soutien et de mobilisation des jeunes, favorisant le développement de leurs compétences, de leurs talents sportifs et de leur engagement en faveur de l'égalité des genres et de l'inclusion.

Renforcement des relations communautaires et accès aux leaders locaux

Les résultats de l'évaluation montrent également que le projet a facilité un rapprochement significatif entre les jeunes et certaines autorités ou personnalités communautaires auxquelles ils avaient auparavant peu accès. Plusieurs jeunes ont expliqué que leur participation aux activités de RECAF-Jeu leur a permis de rencontrer des leaders communautaires, des responsables institutionnels et des personnes influentes qu'ils n'auraient probablement jamais eu l'occasion d'approcher sans l'appui du projet.

À titre d'exemple, plusieurs participants ont mentionné les rencontres organisées avec les autorités locales, notamment les maires et les représentants des collectivités territoriales, lors des forums communautaires et activités de plaidoyer. D'autres ont souligné les échanges qu'ils ont pu avoir avec des responsables de structures sportives aux niveaux régional et national, ainsi qu'avec des représentants d'organisations non gouvernementales engagées dans les domaines de la jeunesse, du sport et de l'égalité des genres. Ces opportunités ont non seulement permis aux jeunes de faire entendre leurs préoccupations et leurs aspirations, mais également de développer leur réseau, de mieux comprendre les mécanismes de prise de décision et de renforcer leur confiance dans leur capacité à influencer positivement leur communauté.

Ces interactions ont permis aux jeunes de développer une meilleure compréhension du fonctionnement communautaire et institutionnel, tout en renforçant leur confiance dans leur capacité à dialoguer avec des figures d'autorité. Pour plusieurs participants, ces rencontres ont constitué une source importante de motivation et d'inspiration pour leur avenir.

Certains jeunes ont également indiqué que les relations établies grâce au projet leur ont permis de bénéficier de conseils, d'orientations et d'opportunités pouvant influencer positivement leurs ambitions futures, notamment dans les domaines du leadership communautaire, du sport, de l'éducation ou du développement social.

Orientation professionnelle et opportunités de carrière

Bien que l'orientation professionnelle ne constituait pas un objectif direct du projet, plusieurs jeunes ont souligné que leur participation aux activités de RECAF-Jeu a eu un impact important sur leur vision du monde du travail et sur leurs perspectives professionnelles.

Grâce aux formations, aux activités de mobilisation communautaire, aux exercices de prise de parole en public et aux responsabilités assumées dans le cadre du projet, plusieurs jeunes ont développé des compétences transférables telles que :

- La communication,
- Le leadership,
- L'organisation communautaire,
- La facilitation,
- La mobilisation sociale,
- Ou encore le travail en équipe.

Certains participants ont indiqué que ces compétences leur ont permis d'accéder à des opportunités professionnelles, notamment auprès d'organisations communautaires ou internationales. Un jeune participant a notamment expliqué que son implication dans les activités de Right To Play et le développement de ses capacités en mobilisation communautaire et en prise de parole lui ont permis de trouver un emploi dans le secteur du développement communautaire.

Ces témoignages montrent que le projet a indirectement contribué à renforcer l'employabilité et les perspectives professionnelles de plusieurs jeunes, en leur permettant de développer des compétences pratiques et sociales valorisées dans le monde du travail.

Dans l'ensemble, ces résultats inattendus démontrent que le projet RECAF-Jeu a généré des effets positifs dépassant largement le cadre initial des ressources investies et des indicateurs prévus dans le cadre logique. Au-delà des changements observés en matière d'égalité des genres et de participation des jeunes, le projet a contribué à créer des dynamiques sociales, relationnelles et professionnelles durables qui continuent d'influencer positivement les communautés et les trajectoires de vie des jeunes participants et participantes.

5. Opportunités stratégiques et potentiel de valorisation du projet RECAF-Jeu

Les constats issus de l'évaluation finale montrent que le projet RECAF-Jeu possède un potentiel important de pérennisation, d'expansion et de mobilisation de ressources, bien au-delà de son modèle actuel d'intervention. Les échanges réalisés avec les jeunes, les partenaires communautaires, les entraîneurs, les médias et les acteurs institutionnels révèlent que plusieurs acquis du projet pourraient être davantage valorisés afin de générer des opportunités économiques, sociales et institutionnelles durables. Les approches développées par Right To Play au Sénégal constituent aujourd'hui une base solide pouvant servir non seulement à renforcer les acquis du projet, mais également à développer des modèles innovants de partenariat, de services communautaires et d'entrepreneuriat social.

110

5.1 Partenariats stratégiques autour de l'inclusion et du handicap

L'un des éléments les plus innovants et porteurs du projet réside dans son approche inclusive, notamment l'intégration des personnes en situation de handicap dans les activités sportives, communautaires et de plaidoyer. Cette dimension représente une opportunité stratégique majeure pour développer des partenariats avec :

- Les collectivités territoriales,
- Les ministères sectoriels,
- Les entreprises privées,
- Les opérateurs de télécommunication,
- Ainsi que les fondations et programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Dans un contexte où les questions d'inclusion, de diversité et de responsabilité sociale prennent de plus en plus d'importance, Right To Play Sénégal pourrait positionner RECAF-Jeu comme un modèle de référence en matière d'inclusion sociale à travers le sport.

Par exemple, des partenariats avec les entreprises de télécommunication ou les institutions financières pourraient permettre de soutenir :

- Des clubs sportifs inclusifs,
- Des centres d'apprentissage adaptés,
- Des bourses pour jeunes vivant avec un handicap,
- Ou encore des campagnes nationales de sensibilisation sur l'inclusion.

Les ressources générées pourraient être directement réinvesties dans les clubs ou activités communautaires, contribuant ainsi à la durabilité financière des initiatives locales.

Le projet pourrait également développer des programmes d'orientation professionnelle et de placement pour les jeunes vivant avec un handicap, en partenariat avec les entreprises locales et internationales. Un modèle combinant :

- Formation,
- Mentorat,
- Développement des compétences,
- Insertion professionnelle pourrait considérablement renforcer les opportunités économiques des jeunes participants tout en répondant aux besoins des employeurs en matière de diversité et d'inclusion.

5.2 Les clubs de jeunes sportifs comme noyaux communautaires d'encadrement et de développement

Les clubs de jeunes soutenus par le projet possèdent également un fort potentiel de transformation en espaces communautaires multifonctionnels. Au-delà du sport, ces clubs pourraient devenir de véritables centres locaux d'encadrement, de mentorat et d'apprentissage pour les enfants et adolescents.

Une piste particulièrement innovante consisterait à développer des modèles de « garderie sportive communautaire » ou de centres d'éveil par le sport. Contrairement aux modèles traditionnels centrés uniquement sur la garde des enfants, ces espaces pourraient intégrer :

- Le jeu éducatif,
- Les activités motrices,
- Le développement psychosocial,
- Les compétences de vie,
- Ainsi que les notions d'égalité des genres et de vivre-ensemble.

Les jeunes leaders et entraîneurs et formés dans le cadre de RECAF-Jeu pourraient jouer un rôle clé dans l'encadrement des plus jeunes, créant ainsi :

- Des opportunités de leadership,
- Des emplois communautaires,
- Et des mécanismes locaux de transmission des acquis du projet.

Ce modèle pourrait également intéresser les collectivités locales, les écoles ou les organisations communautaires cherchant des solutions adaptées pour l'encadrement des enfants dans des contextes où les infrastructures éducatives ou récréatives sont limitées.

5.3 Développement de produits numériques et plateformes sportives communautaires

Dans un contexte de transformation numérique croissante, RECAF-Jeu possède également un potentiel important dans le développement de produits et services numériques liés au sport, à l'inclusion et au leadership des jeunes.

À partir de l'expérience accumulée sur le terrain, Right To Play Sénégal pourrait accompagner les jeunes dans la création :

- De contenus éducatifs numériques,
- De vidéos de formation,
- De plateformes de coaching/entraînement sportif,
- De modules sur l'égalité des genres,
- Ou encore de contenus de sensibilisation communautaire.

Ces plateformes pourraient servir à :

- Promouvoir le sport féminin,
- Valoriser les talents locaux,
- Diffuser les bonnes pratiques en inclusion,
- Partager les histoires inspirantes des jeunes,
- Et mobiliser des ressources à travers des modèles de formation ou d'abonnement.

Une telle initiative offrirait plusieurs avantages :

- Création d'opportunités économiques pour les jeunes,
- Visibilité nationale et internationale des initiatives locales,
- Valorisation des compétences développées dans le projet,
- Et accès élargi aux connaissances au-delà des zones d'intervention.

Le projet pourrait également développer une boutique numérique ou une marque communautaire autour :

- Des équipements sportifs locaux,
- Des produits artisanaux fabriqués par les jeunes,
- Ou des matériels liés aux activités inclusives et éducatives.

Cette approche permettrait non seulement de renforcer l'autonomie financière des clubs et groupes communautaires, mais également de promouvoir une image positive du sport féminin et inclusif au Sénégal.

5.4 Valorisation du modèle RECAF-Jeu comme approche exportable

L'évaluation montre également que plusieurs pratiques développées dans le cadre du projet possèdent un fort potentiel de réplication dans d'autres régions du Sénégal et même dans les pays voisins. Les résultats observés en matière :

- D'égalité des genres,
- De masculinité positive,
- D'inclusion,
- De leadership des jeunes,
- Et de participation communautaire positionnent RECAF-Jeu comme un modèle innovant pouvant être documenté, vendu ou adapté à d'autres contextes.

113

Right To Play pourrait ainsi développer :

- Des guides méthodologiques,
- Des formations certifiantes,
- Des outils de coaching/entraînement,
- Ou des programmes de formation régionaux destinés aux ONG, écoles, collectivités locales ou fédérations sportives souhaitant reproduire l'approche du projet.

Cette valorisation du savoir-faire local permettrait non seulement de générer des ressources supplémentaires, mais également d'accroître l'influence et la visibilité du projet au niveau national et régional.

Les résultats du projet montrent également un fort potentiel autour du développement des femmes entraîneurs et leaders sportives. Right To Play pourrait soutenir davantage :

- Des académies de leadership féminin,
- Des réseaux de femmes entraîneurs,
- Des programmes de mentorat intergénérationnel,
- Ou des formations sportives certifiantes pour les filles et jeunes femmes.

Ces initiatives pourraient être soutenues par :

- Des fédérations sportives,
- Des partenaires privés,
- Des programmes internationaux de sport pour le développement,
- Ou des campagnes de financement dédiées à l'autonomisation des filles.

Au regard des résultats observés, le leadership féminin dans le sport représente non seulement un enjeu social, mais également une opportunité stratégique de transformation économique et communautaire.

Dans l'ensemble, les résultats de l'évaluation montrent que RECAF-Jeu possède un potentiel considérable de valorisation, d'innovation et d'expansion. Les acquis développés à travers le projet vont bien au-delà des activités sportives et constituent aujourd'hui une base solide pour :

- Développer des partenariats stratégiques,
- Renforcer l'inclusion économique et sociale,
- Créer des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat,
- Mobiliser des ressources locales et internationales,
- Et pérenniser les impacts du projet au niveau communautaire.

Le projet apparaît ainsi non seulement comme une initiative de sport pour le développement, mais également comme un modèle capable de générer des dynamiques durables de transformation sociale, économique et institutionnelle.

6. Recommandations

À la lumière des résultats de l'évaluation finale, les recommandations suivantes sont proposées afin de consolider les acquis du projet, renforcer la durabilité des résultats et répondre aux principaux défis identifiés.

6.1 Améliorer les infrastructures sportives et les équipements inclusifs

Prioriser les investissements dans les infrastructures sportives, sanitaires et de protection afin de garantir des espaces sûrs, inclusifs et accessibles aux filles et aux personnes en situation de handicap. Cette recommandation répond aux résultats limités observés pour l'indicateur 1130.1, qui demeure l'un des indicateurs les plus faibles du projet malgré les progrès réalisés en matière de participation et d'inclusion.

Actions proposées :

- Développer davantage les infrastructures sportives accessibles ;
- Renforcer les équipements adaptés aux besoins des filles et des jeunes en situation de handicap ;
- Intégrer les critères d'accessibilité dans les futurs investissements communautaires.

6.2 Consolider les changements observés en matière d'égalité des genres et de normes sociales

Poursuivre et renforcer les approches de sensibilisation communautaire afin de consolider les progrès observés en matière d'égalité des genres, de masculinité positive et de prévention des violences basées sur le genre. Cette recommandation s'appuie sur les résultats élevés des indicateurs 1100.1, 1100.3, 1110.1, 1110.2 et 1200.1, tout en tenant compte des résistances sociales encore présentes.

Actions proposées :

- Renforcer le dialogue intergénérationnel ;
- Impliquer davantage les leaders religieux, coutumiers et communautaires ;
- Développer des campagnes ciblées sur les normes sociales persistantes.

6.3 Renforcer durablement l'autonomisation des filles et le leadership des jeunes

Poursuivre les investissements dans les compétences de vie, le leadership et la prise de décision des filles afin de consolider les acquis observés en matière d'autonomisation. Les résultats du score d'autonomisation (1000.1) ainsi que les données qualitatives démontrent des progrès importants qu'il convient de pérenniser.

Actions proposées :

- Renforcer les formations en leadership et en prise de décision ;
- Développer des mécanismes de mentorat entre cohortes ;

- Soutenir davantage l'engagement des jeunes dans les initiatives communautaires.

6.4 Renforcer l'inclusion des personnes en situation de handicap

Approfondir les acquis du projet en matière d'inclusion en développant une approche plus structurée et durable. Les données qualitatives montrent que plusieurs obstacles d'accessibilité persistent malgré les avancées observées.

Actions proposées :

- Renforcer les partenariats avec les organisations de personnes en situation de handicap ;
- Développer des programmes spécifiques de leadership et d'employabilité ;
- Intégrer systématiquement les principes d'accessibilité dans les activités futures.

116

6.5 Renforcer la participation et le leadership féminin dans l'encadrement sportif

Accroître la présence des femmes dans les fonctions d'encadrement et de mentorat afin de renforcer les modèles féminins pour les participantes. Cette recommandation découle notamment de la faible proportion d'entraîneuses observée dans les données.

Actions proposées :

- Recruter davantage d'entraîneuses ;
- Développer des programmes de mentorat pour les femmes leaders ;
- Renforcer les capacités techniques et pédagogiques des encadreuses.

6.6 Accélérer la formalisation des engagements institutionnels et des initiatives de plaidoyer

Renforcer l'accompagnement des collectivités locales, des OSC et des institutions partenaires afin de consolider les résultats plus limités observés pour les indicateurs 1320.1, 1320.2 et certains indicateurs institutionnels du résultat 1300.

Actions proposées :

- Soutenir l'élaboration et l'adoption de feuilles de route et mécanismes institutionnels ;
- Institutionnaliser les cadres de dialogue entre jeunes, OSC et autorités locales ;
- Intégrer davantage les questions d'égalité des genres et de sport dans les plans de développement locaux.

6.7 Renforcer la durabilité des clubs et mécanismes communautaires

Consolider les clubs de filles, clubs de garçons et structures communautaires qui constituent l'un des principaux acquis du projet.

Actions proposées :

- Développer des mécanismes locaux de financement ;
- Renforcer les capacités organisationnelles des jeunes leaders ;
- Soutenir la mise en réseau des clubs ;
- Développer des initiatives génératrices de revenus.

6.8 Consolider les systèmes de suivi, de documentation et d'apprentissage

Renforcer les mécanismes de collecte, d'analyse et de documentation des données afin de mieux mesurer les résultats à long terme et combler les lacunes observées pour certains indicateurs (1000.2, 1220.1, 1220.2 et 1220.3).

Actions proposées :

- Renforcer les capacités des partenaires en suivi-évaluation;
- Développer des outils simplifiés de suivi communautaire ;
- Documenter davantage les récits de changement et les impacts inattendus ;
- Valoriser les approches participatives telles que le « Photovoice ».

7. Conclusions

- Le projet a généré des résultats significatifs en matière d'autonomisation des filles, d'égalité des genres et de mobilisation communautaire.
- Les changements observés sont particulièrement forts au niveau individuel et communautaire.
- Les résultats institutionnels et structurels demeurent plus fragiles et nécessitent un accompagnement supplémentaire.
- Le sport s'est confirmé comme un puissant levier de transformation sociale et d'inclusion.

Dans l'ensemble, l'évaluation finale montre que le projet RECAF-Jeu a contribué de manière significative à l'autonomisation des filles et des jeunes femmes, à l'évolution des normes sociales liées au genre, au renforcement de la participation des jeunes et à une plus grande mobilisation des familles, des communautés et des institutions autour des droits des filles. Les résultats quantitatifs et qualitatifs témoignent d'améliorations importantes en matière de confiance en soi, de leadership, de prise de décision, d'inclusion et de soutien communautaire à la participation des filles dans le sport et les espaces publics.

L'évaluation met également en évidence que le sport constitue un levier particulièrement efficace de transformation sociale, capable de favoriser non seulement le développement personnel des jeunes, mais aussi des changements plus larges au sein des familles, des communautés et des institutions. Les progrès observés en matière de masculinité positive, de dialogue communautaire et de promotion de l'égalité des genres démontrent le potentiel du sport comme outil de changement durable.

Toutefois, certains défis demeurent, notamment en ce qui concerne les infrastructures inclusives, la formalisation des mécanismes institutionnels et la pérennisation de certains acquis au niveau local. Les recommandations formulées visent ainsi à consolider les résultats obtenus, renforcer leur durabilité et soutenir une transition progressive vers des mécanismes locaux plus autonomes, inclusifs et institutionnalisés. Elles cherchent également à approfondir les avancées réalisées afin que les transformations observées puissent être maintenues, amplifiées et reproduites dans d'autres contextes.

Annexes